

Juan Carlos roi d'Espagne à Paris

Une déclaration commune consacrera les retrouvailles entre les deux pays

Le roi Juan Carlos d'Espagne est attendu à Paris le 8 juillet pour une visite officielle de deux jours. Le souverain avait fait un premier voyage officiel en France en 1976 au début de son règne. Il sera accueilli à 16 heures à l'Orly par le président Mitterrand, avec lequel il aura un entretien en tête à tête suivi d'un dîner de gala. Le lendemain, le roi offrira une réception à l'ambassade d'Espagne.

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

Madrid. — La Zarzuela (l'Alcazar) c'est le nom d'une jolie maison de briques roses, gentilhomme beaucoup plus que palais, perché au fond d'un morceau de Castille, où l'on voit, spectacle peu fréquent, des daines se promener sous les oliviers. Juan Carlos y vivait, rongé par son frein, en attendant la mort de Franco, depuis que celui-ci, après moult hésitations, avait décidé de faire de lui son successeur. Il y habite toujours, préférant le calme et la simplicité des lieux aux immensités facilement sinistres des bâtiments officiels.

Celui qui n'était alors que prince d'Espagne parlait à ses visiteurs sans ambages, plongeant ses yeux dans les leurs, ne leur laissant rien ignorer de l'ampleur des changements qu'il se proposait d'apporter lorsqu'il serait sur le trône, portant sur tel ou tel des jugements dont la verve toute militaire de son vocabulaire accroissait, à l'occasion, la rudesse. On ne peut pas dire que, devenu roi, il ait changé. Il a toujours cette manière bien à lui de chercher à établir immédiatement avec son interlocuteur un climat de confiance. Tâche particulièrement nécessaire lorsque l'interlocuteur est un journaliste et que l'on s'en tient à la règle non écrite qui veut qu'un monarque constitutionnel ne donne pas d'interview.

La formule consacrée veut, dans ce cas, que le roi règne mais ne gouverne pas. On serait tenté, concernant Juan Carlos, d'inverser l'ordre des deux propositions. Il ne gouverne pas, ou plutôt il ne gouverne plus, mais il règne, et il règne pleinement. Il ne gouverne plus, mais c'est parce qu'il en a décidé ainsi. Il a compris, d'entrée de jeu, qu'une fois le Caodillo disparu la chance unique de l'Espagne, et la sienne propre, ce n'était

pas la restauration d'une monarchie renversée en 1931, et finalement peu acérée dans la conscience populaire, mais l'avènement d'un réconciliateur décidé à arracher enfin le pays aux tensions de la guerre civile. Voudrait ensuite le moment de transférer le symbole de l'unité retrouvée de l'homme Juan Carlos à l'institution monarchique.

Qui peut contester que ce processus soit en bonne voie ? Le roi a, dans les premiers temps, choisi les hommes qui allaient conduire la démocratisation. Il a mis lui-même la main à la pâte, se chargeant notamment, et bien souvent, d'aller sur place apaiser les éléments les plus remuants de l'armée. Il a, par sa résolution, déjoué, en février 1981, la tentative de coup d'Etat du lieutenant-colonel Tejero. Mais il avait bien conscience, ce faisant, d'accomplir son dernier acte de roi au sens ancien du terme, d'avoir tiré, comme il nous l'a dit à l'époque, sa dernière cartouche.

Le raz de marée socialiste aux élections de novembre 1981 a facilité considérablement les choses. Au-delà du succès personnel de Felipe Gonzalez, devenu en un rien de temps le deuxième personnage charismatique de la poli-

tique espagnole, au-delà de la condamnation sans appel d'une équipe centriste à la ouïïa, au moins en matière de relations publiques, affligeante, le vote exprimait, de manière écrasante, l'attachement du peuple à la démocratie retrouvée et son refus catégorique d'un retour à la dictature.

Les militaires les plus têtés par l'aventure se sont tirés la conclusion : ils ont compris qu'ils ne seraient pas suivis, et depuis ils se tiennent tranquilles. Il y a pratiquement plus d'extrême droite en Espagne, ni d'ailleurs de Parti communiste : celui-ci, sous l'effet des lattes fratricides entre pro et anti-soviétiques, est en pleine désagrégation. La droite elle-même est en plein désarroi. L'Espagne n'a ni Chirac, ni Giscard, ni Raymond Barre : elle a seulement un Fraga, qui fait trop figure de rescapé du franquisme, et l'ancien premier ministre centriste Adolfo Suarez, qui commence tout juste à remonter la pente. Les socialistes français peuvent être jaloux, de ce point de vue, de leurs camarades espagnols. Mais ceux-ci, paradoxalement, paraissent plutôt ennuyés de l'inconstance de l'opposition. Le roi aussi.

(Lire la suite page 3.)

Avec ce numéro

LE MONDE
Aujourd'hui

Le Japon au péril
de la culture de masse

Cinéma, télévision, BD

Un entretien avec Jean Farniot
patron de l'Ecole nationale
des arts culinaires

HISTOIRE

Il y a cinquante ans
la « grande guerre »
de l'Amérique latine

(Page 2)

URSS

Haro sur les croyants !

(Pages 4 et 5)

L'ÉTRANGE POLITIQUE DE L'INDICE DES PRIX

Quand l'Etat prend de l'assurance

Les assureurs sont furieux. Les hôteliers sont furieux. Les policiers sont satisfaits, mais bientôt les automobilistes ne le seront plus du tout. La politique des prix menée depuis l'été 1982 par le gouvernement est devenue, au fil des mois, si compliquée, si contradictoire et, d'une certaine façon, si injuste qu'elle provoque des réactions dont les conséquences ne sont pas près de s'écrouler et pèseront sans doute lourd sur l'évolution de la vie politique au cours des mois à venir.

Il n'est tout de même pas fréquent qu'une société comme le groupe Drouot, l'un des principaux de l'assurance privée, prenne l'initiative de faire publier dans les journaux une pleine page de publicité pour dire que la nouvelle taxe sur l'assurance automobile, annoncée à la mi-juin par le gouvernement, ne sera pas payée, ou, plus exactement, sera bloquée. Et pour annoncer qu'un recours devant le Conseil d'Etat sera déposé. Ce faisant, M. Claude Bébéar, PDG du groupe AXA (Mutuelles unies, Drouot...), ne réussit pas seulement — pas surtout — un beau coup de pub personnelle. Il pose une vraie question : l'automobiliste doit-il de plus en plus contribuer, à travers une assurance responsabilité civile obligatoire, à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale ?

Les primes d'assurance automobile supportent actuellement 31 % de prélèvements fiscaux et sociaux, ce qui n'est déjà pas si mal. Parmi ceux-ci, une contribution à la Sécurité sociale de 12 %, qui passerait à 15 % au début d'août, portant le prélèvement socio-fiscal de 31,5 à 34,5 %.

M. Bérégovoy a jugé « prématurée » la décision du groupe Drouot de porter la hausse de 3 % décidée par le gouvernement devant le Conseil d'Etat, mais a reconnu que cette nouvelle augmentation, qui rapporterait la coquette somme de 4,5 milliards de francs par an, « méritait une expertise » et « qu'il y avait là un vrai problème sur un sujet difficile ».

ALAIN VERRHOLLES.

(Lire la suite page 13.)



De notre envoyé spécial

Epinal. — Le juge Lambert a osé. Et d'abord osé faire son métier. Un vendredi chasse l'autre : il y a une semaine, sans révéler un quelconque élément de l'affaire, M. Jean-Michel Lambert se confie, presque avec amertume : « Vous ne pouvez pas imaginer ce qu'est la solitude du juge d'instruction quand vient le moment de prendre la décision. On est seul, absolument seul. »

Seul à prendre la décision, M. Lambert sera encore plus seul pour l'avoir prise. Raison d'un pouvoir exorbitant, ou, peut-être bien, grandeur redoutable d'un métier : un juge d'instruction a parfois le devoir dangereux d'aller contre tous les tabous, contre toutes les incertitudes, contre toutes les tentations au renoncement. Et même contre tous les conseils amicaux. Il instruit, à charge ou à décharge, dirige une enquête, rassemble les éléments, présomptions ou preuves — ce sera la tout le débat à venir, — se fait une intime conviction. Et décide.

M. Lambert a décidé, s'est décidé, vendredi 5 juillet. Il y a une semaine, dans une interview à des confrères de la presse écrite, Christine Villemain, parlant de l'assassinat de Bernard Laroche par son mari, avait eu cette phrase terrible : « Justice est faite. »

Un vendredi chasse l'autre. Justice tente de se faire, plutôt. Non sans convulsions passées — car le même juge, se trompant ou ayant été abusé, eut aussi un moment l'intime conviction de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat de Grégory Villemain. Non sans drames à déplorer, après la mort d'un enfant de quatre ans et demi, celle d'un homme inculpé d'assassinat, remis en liberté et tué dans l'espérance d'un prochain non-lieu. Et, enfin, non sans quelque nouvelle tragédie à redouter.

Terrible décision pour de terribles soupçons. Le juge a délivré vendredi matin aux enquêteurs de la police judiciaire de Nancy un mandat d'amener contre Christine Villemain. Le magistrat venait de recevoir deux rapports écrits.

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Le compromis obligé

La querelle ? Quelle querelle ? A l'ouverture de la réunion du comité directeur du PS ce samedi matin 6 juillet, les dirigeants socialistes cherchaient surtout à serrer les apparences. Pour eux, l'impératif immédiat était d'accroître l'idée que le conflit entre le premier ministre et le premier secrétaire du parti sur la conduite de la prochaine campagne électorale n'appartenait désormais à l'histoire ancienne.

« La clarification que je souhaitais s'est faite, me semble-t-il, a affirmé M. Lionel Jospin, et les problèmes devraient être réglés. » Si je n'avais pas posé ces problèmes, a-t-il toutefois ajouté, on

me l'aurait reproché. Dans son intervention, coque pour essayer de satisfaire tout le monde, le premier secrétaire du PS a souligné que le premier ministre devait « jouer un rôle éminent » et « décisif » dans la campagne électorale en indiquant que le comité directeur n'était pas réuni « contre quiconque, mais pour quelque chose ».

M. Jospin a également estimé que, après tout, il valait mieux « une crise brève, que l'on domine, plutôt qu'un long malaise ». Il a souligné que, dans son esprit, c'était l'« autonomie » du parti qui était en jeu, mais il a précisé que le PS ne pouvait pas

prétendre « être à lui seul la majorité » et le premier secrétaire le chef de la majorité. Evoquant, enfin, la stratégie électorale du parti, M. Jospin a dit : « Il n'y a pas de différence entre le premier ministre et nous. »

En réalité, ce différend laissera des traces et ce sera sans doute pas vraiment réglé avant le prochain congrès du PS, en octobre, à Toulouse. Les tractations internes auxquelles donne lieu la mise au point des listes départementales du parti témoignent, en effet, que les rivalités entre courants demeurent très vives.

(Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI.)

CHRISTINE VILLEMINE INCULPÉE D'ASSASSINAT ET ÉCROUÉE

La solitude du juge d'instruction

De notre envoyé spécial

Epinal. — Le juge Lambert a osé. Et d'abord osé faire son métier. Un vendredi chasse l'autre : il y a une semaine, sans révéler un quelconque élément de l'affaire, M. Jean-Michel Lambert se confie, presque avec amertume : « Vous ne pouvez pas imaginer ce qu'est la solitude du juge d'instruction quand vient le moment de prendre la décision. On est seul, absolument seul. »

Seul à prendre la décision, M. Lambert sera encore plus seul pour l'avoir prise. Raison d'un pouvoir exorbitant, ou, peut-être bien, grandeur redoutable d'un métier : un juge d'instruction a parfois le devoir dangereux d'aller contre tous les tabous, contre toutes les incertitudes, contre toutes les tentations au renoncement. Et même contre tous les conseils amicaux. Il instruit, à charge ou à décharge, dirige une enquête, rassemble les éléments, présomptions ou preuves — ce sera la tout le débat à venir, — se fait une intime conviction. Et décide.

M. Lambert a décidé, s'est décidé, vendredi 5 juillet. Il y a une semaine, dans une interview à des confrères de la presse écrite, Christine Villemain, parlant de l'assassinat de Bernard Laroche par son mari, avait eu cette phrase terrible : « Justice est faite. »

Un vendredi chasse l'autre. Justice tente de se faire, plutôt. Non sans convulsions passées — car le même juge, se trompant ou ayant été abusé, eut aussi un moment l'intime conviction de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat de Grégory Villemain. Non sans drames à déplorer, après la mort d'un enfant de quatre ans et demi, celle d'un homme inculpé d'assassinat, remis en liberté et tué dans l'espérance d'un prochain non-lieu. Et, enfin, non sans quelque nouvelle tragédie à redouter.

Terrible décision pour de terribles soupçons. Le juge a délivré vendredi matin aux enquêteurs de la police judiciaire de Nancy un mandat d'amener contre Christine Villemain. Le magistrat venait de recevoir deux rapports écrits.

Le premier était celui des deux nouveaux experts en écriture, MM. Roger Laufer et Jean Glisson, chargés par le juge d'instruction de procéder à une contre-expertise, à la demande de M. René-Henri Garaud, avocat de Jean-Marie et Christine Villemain. La contre-expertise aurait rejeté, voire amplifié, les conclusions de l'expertise et du complément d'expertise confiés précédemment à des spécialistes François de Ritél et Alais Buequet : M^{me} Christine Villemain serait l'auteur probable des lettres du corbeau, notamment de la quatrième et dernière, celle qui revendique l'assassinat de Grégory.

Le deuxième rapport, établi par les rapports de police judiciaire de Paris et de Lyon, concernait l'expertise des morceaux de cordelette saisis par les enquêteurs du service régional de police judiciaire de Nancy au domicile des Villemain. Cette expertise avait pour objet de déterminer si cette cordelette était de même type que celle qui avait été utilisée, le 16 octobre dernier, pour entraver les poignets et les chevilles de Grégory Villemain.

Réponse du rapport : « Cordelette rigoureusement identique. »

Ces deux documents ne venaient qu'en conforter un troisième : le rapport de synthèse, un document d'une centaine de pages, établi par le SRPJ. Sous la direction du commissaire divisionnaire Gérard Andrieux, patron de ce service, et du commissaire Corazzi, chef de la brigade criminelle, les enquêteurs ont travaillé cinq mois sur l'affaire. Cinq mois pour tenter de refaire l'histoire de quarante minutes. Ces quarante minutes, le 16 octobre 1984, entre 16 h 30 et 17 h 30, entre la sortie d'usine de M^{me} Christine Villemain et le moment où elle dira avoir constaté la disparition de son enfant.

Ces policiers ont repris l'enquête après que la gendarmerie en eut été dessaisie le 16 février dernier par le juge d'instruction. Ils vont éplucher le dossier à fond. Puis ils partiront sur le terrain reprendre les auditions une à une, entendre les témoins l'un après l'autre. Ils vérifieront tout ce qu'il est possible de vérifier. Ils chercheront et, après eux, le juge d'instruction cher-

chera à prouver la solidité des témoignages de trois camarades d'usine de Christine Villemain. Celles-ci affirment et maintiennent l'avoir vu déposer une lettre à la poste de Lépages-sur-Vologne, vers 16 h 55, le 16 octobre. Christine Villemain, elle, affirmera que ces trois femmes se trompent. Elle a bien posté une lettre, mais la veille. Les trois témoins maintiennent et font état d'événements précis pour le prouver. Ce point est essentiel, si l'on sait que la lettre revendiquant l'assassinat de Grégory a nécessairement été postée avant 17 h 15 ce jour-là.

Les policiers cherchent. Ils vérifient les itinéraires possibles. Ils entendent les voisins de la maison des Villemain à Lépages-sur-Vologne. Ils ne négligent pas l'hypothèse Laroche, auditionnent sa jeune belle-sœur Muriel, témoin à charge lors de l'écoulement de gendarmerie et devant le juge d'instruction, avant de se rétracter. Ils abandonnent cette piste dans une sorte de non-lieu policier pour Laroche.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 8.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 7 juillet. - Tournée en Asie de M. Shultz, secrétaire d'Etat américain. Il se rend successivement à Hongkong, en Indonésie, à Singapour, en Malaisie et en Australie (fin du voyage le 14 juillet).

Lundi 8. - Mexique : élections de gouverneurs et de députés. Malaisie : début de la réunion de l'ASEAN le 11. M. Shultz se joint aux travaux. Visite à Paris du roi Juan Carlos d'Espagne.

Mercredi 10. - Le Caire : visite de M. Dumas, ministre des relations extérieures.

Jeudi 11. - Paris : visite de M. Nakasone, premier ministre japonais.

Dimanche 14 juillet. - Nouvelle-Zélande : élections générales.

SPORTS

Dimanche 7. - Tennis : Wimbledon, finale du simple messieurs.

Cyclisme : le Tour de France (jusqu'au 21).

Golf : l'Open de France à Saint-Germain-en-Laye.

Automobilisme : le Grand Prix de France au Castellet.

Escrime : championnats du monde à Barcelone (jusqu'au 15).

Mardi 9. - Football : le Tournoi de Paris (Pare des Princes).

Mercredi 10. - Athlétisme : réunion de Lausanne.

Jeudi 11. - Football : le Tournoi de Paris.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69072 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vermet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE : 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) :
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS :
399 F 762 F 1 080 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE :
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés qui paient par chèque postal doivent nous adresser une demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 50 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 3,10 \$; Grèce, 55 p. ; Irlande, 35 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Soudan, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,50 fr. ; Yougoslavie, 110 ml.

IL Y A CINQUANTE ANS, LE CONFLIT DU CHACO

La « grande guerre » de l'Amérique latine

Il y a cinquante ans, en juin 1935, le Paraguay et la Bolivie acceptaient, sous la pression de plusieurs États, de signer enfin un armistice. La guerre la plus cruelle d'Amérique latine venait de les opposer dans un enfer de broussailles et de marécages. Pendant toute la durée des hostilités, les deux camps avaient lutté pour le contrôle des forêts, minuscules positions qui jalonnaient le Chaco. C'est autour de l'un d'entre eux que le conflit s'était ébauché, quatre ans avant de devenir guerre ouverte.

Ce jour-là, le 5 décembre 1928, à 5 heures du matin, les Boliviens dormaient quand leur fortin est attaqué. Quelques heures plus tard la petite garnison du Vanguardia a péri, submergée par l'assaut des Paraguayens. Le commandant d'un fortin voisin, agissant de sa propre initiative, reconquiert la position.

La rivalité des deux pays pour le territoire frontalier du Chaco, qui vient de prendre une tournure guerrière, n'est pas nouvelle. Depuis cinquante ans, de traités en traités, il restait revendiqué de part et d'autre. Pour les Paraguayens, il s'agit de « leur terre », proche de la capitale, Asunción. Ils entendent d'autant plus la défendre qu'ils ont été vaincus et défaits pendant la guerre de la Triple Alliance (1). Pour les Boliviens, qui ont livré en vain une guerre au Chili, il importe d'obtenir un débouché sur l'océan. La route du Pacifique coupée, ils veulent en frayer une vers l'Atlantique sud, via le Chaco et le rio Paraguay.

La région tant convoitée est un désert qui tire son nom d'un mot indien désignant les espaces réservés aux grandes chasses. Celle qui se déroule de 1932 à 1935 est meurtrière et sauvage. Les vastes lagunes, les marais qui s'étendent sur des plaines sablonneuses, tendent un redoutable piège aquatique. Les pluies sont irrégulières, rares mais violentes. Elles font déborder les rivières aux berges marécageuses et malsaines. Quand la période des pluies est passée, il ne reste que des flaques pestilentielles où naissent les fièvres paludéennes. Le thermomètre monte à 42 °C à l'ombre, lorsque le vent souffle de l'équateur, mais descend à 0 °C, et parfois moins, quand il vient de Patagonie.

La moitié de la France

Sur ce territoire, grand comme la moitié de la France, vit une population bétérogène. Quelques tribus indiennes, de très grands propriétaires terriens (la famille Carlos Casados a acquis près de 5 millions d'hectares), et, à partir de 1927, une importante colonie de peaux Menonites attachés à leurs traditions et ennemis du progrès - corrompue. Le Paraguay les a installés près de la frontière bolivienne et leur concède d'importantes franchises avec une autonomie presque totale.

Après l'épisode du Vanguardia, les sanglants incidents de frontière et la menace de guerre semblent un moment écartés par l'intervention du Conseil de la Société des nations en 1929. Pendant cet intermède pacifique, la querelle de frontière se réduit à une surenchère cartographique dans la délimitation du territoire sur les ténueurs des deux pays. Mais l'arbitrage de la SDN est éphémère. La tension monte. En 1931, le Paraguay consacre 31,9 % de son budget à la défense et les Boliviens - parfaitement équipés et entraînés - cachent prudemment leurs chiffres en ce domaine. A Genève, en février 1932, leur délégué prétend : « Mon pays possède une armée si réduite par rapport à la longueur de ses frontières qu'il se trouve pour ainsi dire désarmé ». Personne n'est dupe. Les fortins se multiplient. En 1931, plus de trente d'entre eux jalonnent le Chaco. Cette terre aride, sur laquelle ne poussent guère que des épines, renferme du pétrole. Beaucoup, pense-t-on à l'époque.

Deux compagnies étrangères, la Standard Oil américaine, qui exploitait plusieurs puits en Bolivie à la limite du Chaco, et la Royal Dutch Shell, un complexe anglo-hollandais qui avait pu pénétrer au Paraguay, se livrent un combat acharné. Ont-elles joué un rôle important dans la genèse du conflit ? Sans doute, bien que le différend sur la possession du territoire soit antérieur à leur arrivée.

C'est l'attaque et l'occupation par les troupes boliviennes du fortin Lopez, le 16 juin 1932, qui déclenche les véritables hostilités. Le fort est repris un mois plus tard. Les pourparlers diplomatiques sont interrompus. La guerre si longtemps redoutée éclate. Elle est officiellement déclarée par le gouvernement paraguayen en mai 1933. Déjà les armées des deux camps s'organisent. Les Boliviens font appel à un ancien combattant des armées prussiennes, le colonel Hans Kundt, et leurs adversaires à un jeune lieutenant-colonel d'origine basque, José Félix Estigarribia, ancien élève de l'École supérieure de guerre française.

Un siège terrible

Première action d'envergure : l'épique bataille du fortin Boqueron, en septembre 1932. Dans ses Mémoires, Estigarribia en raconte l'origine : une note du président Eusebio Ayala, non signée, lui intime l'ordre de prendre le fortin « pour prouver la capacité militaire du Paraguay et satisfaire

chaleur humide et malsaine du Chaco.

Les deux chefs militaires différaient autant qu'il est possible. Pendant toute la campagne, le colonel Estigarribia soigne son apparence et - par coquetterie - ne prend qu'un repas par jour. Dans ses Mémoires, il raille son adversaire : « Comme Bismarck, le colonel Kundt avait coutume de boire et de manger avec une exubérance gargantuesque ».

A mains nues

Si les Paraguayens ont l'avantage du terrain, ils manquent cruellement de matériel. Presque toutes les demandes urgentes adressées à l'arrière par Estigarribia portent sur des camions. Il se plaint de ne recevoir que quatorze véhicules après une commande de cinquante. En décembre 1932, il est stoppé par l'absence de véhicules et décide momentanément de rester sur une position défensive face à Hans Kundt, promu général.

Quelques tentatives de conciliation menées par l'intermédiaire

macabre que j'ai vu. Le carburant des camions permet de brûler les corps des tués, pour éviter les épidémies.

Le commandant en chef paraguayen conserve pourtant une assurance à toute épreuve qui étouffe un général français en visite avec la délégation de la SDN. « N'en doutez pas mon général, je suis catégorique. La destruction de l'armée bolivienne, c'est mathématique ! » proclame Estigarribia. Ses soldats narguent l'ennemi, comme en témoigne une sculpture sur bois, grandeur nature, caricaturant le général bolivien. Mais Kundt n'a guère le temps de goûter la plaisanterie. Les déboires subis par ses troupes conduisent le gouvernement à le destituer. Son entourage se batteille de Zenteno a permis aux Paraguayens de faire prisonniers des milliers de ses soldats.

Dans une lettre, un de ses anciens officiers, le colonel Joro, lui en fait le reproche : « Vous n'écoutez vos subordonnés qu'en de très rares occasions, votre vanité personnelle a plus de force

Jesus Lara, raconte : « La mobilisation est lente et désastreuse. Dans tous les bureaux de recrutement règne une pagaille monstrueuse, les réservistes qui orientent les nouveaux venus sont des planqués qui n'y connaissent rien, buns pour un jardin zoologique... »

Avec ces troupes fraîches, les Boliviens lancent pourtant plusieurs offensives. L'armée paraguayenne les repousse et profite de plusieurs victoires consécutives pour reconstituer son armement. Les soldats d'Estigarribia atteignent les rives du fleuve Pilcomayo. Lors d'une troisième campagne, ils traversent même le fleuve Parapiti. « limite historique » revendiquée par les autorités d'Asunción.

Parvenus au pied des contreforts andins, en territoire bolivien, ils commencent pourtant à s'affaiblir. Le climat joue maintenant en leur défaveur et les problèmes de ravitaillement se font plus aigus. En mars 1935, le premier corps d'armée tire ses « neuf derniers obus ». Il remporte cependant encore d'importantes victoires. C'est un triomphe, alors qu'une retraite prudente s'organise, permet à Estigarribia d'apparaître de plus en plus comme un héros. Même les prisonniers paraguayens, selon Lara, « se caractérisent par la foi absolue qu'ils ont dans le triomphe inévitable de leur armée ». Estigarribia sera nommé maréchal peu après la guerre.

Plus de cent mille morts

Le 12 juin 1935, presque trois ans jour pour jour après l'occupation du fort Lopez, l'armistice est signé. L'année suivante, un protocole de paix est conclu. Le Paraguay reçoit les trois quarts du Chaco, tout en acceptant de laisser sous l'autorité de la Bolivie la partie déjà exploitée par la compagnie pétrolière. Les recherches en ce domaine seront toutefois décevantes et les compagnies abandonneront le Chaco quelques années plus tard. La guerre a coûté soixante-cinq mille morts à la Bolivie et trente-trois mille au Paraguay. Il faudra attendre encore deux ans avant qu'un traité de paix et d'amitié soit signé entre les deux pays, et mette un point final à la vieille querelle du Chaco.

Pour le Paraguay, cette victoire tant recherchée a eu des effets peu glorieux. Après la guerre, l'influence de l'armée dans les affaires publiques devient déterminante. Les gouvernements militaires se succèdent. La répression est de plus en plus sévère. Beaucoup d'anciens combattants parviennent à la tête de l'État, dont le maréchal Estigarribia après un exil temporaire. Jusqu'à l'arrivée en 1954, à la suite d'un coup d'État, du chef d'état-major de l'armée, un ancien lieutenant dans la guerre du Chaco. C'est le général Stroessner, qui est, trente et un ans plus tard, l'un des derniers dictateurs étouffés de cette région du monde.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.



ROUIL

l'opinion publique et la troupe. Les soldats, à vrai dire, n'ont pas dû en garder un souvenir impérissable. Le président prévoyait une « attaque rapide et un « repli sur des positions plus sûres ».

Mais le siège, difficile, dure plus d'un mois. Le matériel le plus élémentaire fait défaut à une armée bien plus faible, moins équipée et moins nombreuse que celle des Boliviens. Dans leur approche de Boqueron, les officiers se perdent faute de cartes. Ils croient faire face à quatre cents ou cinq cents hommes dans le fort, qui compte en réalité plus de deux mille défenseurs. On manque d'eau, les chevaux périssent et la cavalerie devient infanterie.

Les hommes sont assaillis par des nuées de moustiques pendant leurs courts temps de repos. Le sol, dévasté par les mortiers et les obus, est jonché de morts. Assouffis, les soldats attendent le moment où l'on parviendra à leur amener un peu d'eau du seul point où elle est potable. Partout ailleurs, elle croupit. Trois semaines se passent ainsi avant l'assaut final et l'apparition d'un petit érapeau blanc sur la position ennemie.

La première grande bataille de la guerre permet aux Paraguayens de récupérer des canons et des fusils, et surtout, selon le mot de leur colonel, de « garder un excellent moral ». Outre leur foi en la victoire et leur formidable besoin de revanche, ils disposent d'un atout majeur : le climat leur est familier. Métis d'Espagnols et de Guarani, ils se battent contre des Indiens qui, habitués aux 4 000 mètres d'altitude de l'Altiplano bolivien, supportent mal la

des pays voisins échouent. Selon le délégué bolivien à la SDN, Costa du Rosal, la diplomatie paraguayenne « se résume en trois mots : fautes, atterroissements et dérobades ». En 1934, un ministre bolivien, dans un ouvrage reflétant le point de vue officiel du gouvernement, affirme même que son pays « est seul face à la barbarie paraguayenne et à la richesse argentine, entouré de voisins prudents et débouillonnés ». C'est là une allusion à la fermeté avec la Bolivie, « pour cause de neutralité ».

« Le spectacle le plus macabre »

Toujours aux prises avec des problèmes de transport, Estigarribia reçoit, en mars 1933, un note du président indiquant que la Bolivie ne pourra résister plus de trois mois. En conséquence, il lui est demandé d'économiser les munitions et d'entretenir les armes avec le plus grand soin car « elles ne doivent servir qu'en cas d'absolue nécessité ». Les hommes se battent parfois à mains nues.

Les combats sont ralentis par des pluies persistantes et surtout par d'épouvantables épidémies de malaria qui empêchent toute action d'ensemble. Des paroxysmes se perdent. La faim et la dysenterie ravagent les régiments des deux camps.

Lorsque les attaques s'intensifient à nouveau comme à Nanawa, les Boliviens mettent en jeu tout leur arsenal : chars, lance-flammes, artillerie lourde. De cette bataille, Estigarribia dira : « Elle a été le spectacle le plus

que toute autre considération. Cette conviction d'être infatigable, qui est sans limites, vous a conduit inévitablement à désastre ». Kundt est remplacé en décembre 1933 par le colonel Enrique Penaranda au moment même où Estigarribia reçoit ses étoiles de général.

En 1934, après un armistice de deux semaines, les troupes boliviennes sont réorganisées. Le gouvernement lance une campagne de mobilisation. L'un des appels,

Les musulmans indiens de Laknau

A propos de notre article « Les musulmans frustrés de Laknau », M. Ishrat Ali Siddiqui, rédacteur en chef du Quami Awaz à Laknau, nous adresse une lettre dont voici l'essentiel :

Nous ne sommes ni frustrés ni dans une situation défensive mais participons de façon active et organisée à la vie sociale et politique de notre ville et de notre nation. Nous sommes fiers de notre langue et de notre culture, dont le gouvernement central encourage l'essor. Cette année dans les écoles primaires, trois mille cinq cents enseignants d'ourdou sont venus s'ajouter aux huit mille qui exercent normalement dans l'État d'Uttar-Pradesh. L'académie d'ourdou de l'État a reçu l'équivalent de plus de 2 millions de francs de fonds publics pour publier des ouvrages et faciliter le début de jeunes écrivains. Hindous et musulmans de notre cité historique ont d'ailleurs un atta-

chement spontané à cette langue d'une grande valeur poétique. C'est d'ailleurs un hindou qui a été le premier président de l'académie d'ourdou (...).

Par ailleurs, la guerre Iran-Irak n'a pas exacerbé les différences existant entre chiites et sunnites, car ni les uns ni les autres ne s'interessaient beaucoup au conflit. Les deux communautés entretenaient d'excellentes relations, et les heurts qui les ont opposés dans le passé ont presque toujours été l'œuvre d'éléments douteux agissant de fins politiques.

Il est absurde de présenter les musulmans de l'Inde comme des citoyens ne jouissant pas de tous leurs droits dans un pays souverain et démocratique. Alors que la politique est indépendante ici de la religion, la Constitution garantit le statut personnel des musulmans, qui ne sont l'objet d'aucune discrimination.

Le Diarra Tra

personna

ont été arrêtés

Le Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali a arrêté les membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

Ces membres du Comité de l'Union nationale pour la libération du Mali ont été arrêtés par les autorités maliennes.

هكذا من الأصل

Étranger

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

Le colonel Diarra Traoré et plusieurs personnalités d'ethnie malinké auraient été arrêtés

Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Conakry sont descendus dans la rue pour accueillir, vendredi après-midi 5 juillet, le chef de l'Etat, le colonel Lansana Conté, qui avait abrégé son séjour à Lomé (Togo), à la suite de la tentative de coup d'Etat de la nuit précédente dans la capitale guinéenne.

Selon l'envoyé spécial de l'AFP, le président guinéen a été accueilli par ses concitoyens avec enthousiasme. Sur les 17 kilomètres de la route reliant l'aéroport au centre de la ville, la population était massée, criant : « Vive Lansana Conté ! » et « A bas Diarra Traoré ! ». L'ancien premier ministre, auteur du coup d'Etat avorté, celui-ci a, semble-t-il, été arrêté vendredi vers 15 heures, dans l'une de ses villas, après plusieurs heures de recherche.

Les autorités de Conakry ont annoncé la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres, ainsi que l'instauration d'un couvre-feu nocturne. Ces deux mesures sont destinées à empêcher la fuite à l'étranger des auteurs de la tentative de putsch.

Le Comité militaire de redressement national (CMRN) a demandé aux missions diplomatiques accréditées en Guinée de remettre aux autorités les putschistes qui se seraient réfugiés dans leurs chancelleries.

On ne disposait, vendredi soir, que de peu d'informations sur les circonstances exactes de la tentative du colonel Diarra Traoré, ni même sur les suites de cette action, c'est-à-dire notamment sur les services dont auraient été victimes dans la capitale les Malinké, ethnies de l'ancien président Sékou Touré et du colonel Traoré. Il paraît cependant acquis que ces affrontements ont été rapidement circonscrits par l'armée.

Des personnalités malinké suspectées de complicité, ont été arrêtées. De source militaire à Conakry, on précise qu'il s'agit notamment de MM. Lanciné Keita, ancien secrétaire permanent du CMRN, ancien ministre de la défense, limogé en décembre 1984 ; Mamadou Mayo, ministre de la jeunesse ; Bakary Bakary Sako, gouverneur de la province de Dubreka, à l'ouest du

pays ; et Kiebé Oumar, gouverneur de la province de Boké, à l'ouest du pays. De même source, on avance également les noms de MM. Abraham Tabassan Keita, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, et Mohamed Lamine Sako, ambassadeur de Guinée au Gabon et ancien ministre de l'Industrie. Enfin, le président Conté a déclaré qu'il y avait eu des victimes et que la tentative de coup d'Etat avait eu un caractère ethnique. Il était cependant encore impossible, samedi matin 6 juillet, d'obtenir la moindre précision sur le nombre des morts. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Ethiopie

DEUX FONCTIONNAIRES DES NATIONS-UNIES SONT RELÂCHÉS APRÈS SIX ANS DE DÉTENTION

Deux jeunes femmes éthiopiennes, fonctionnaires des Nations unies, viennent d'être relâchées par le gouvernement d'Addis-Abeba, après avoir passé six ans en prison sous l'accusation d'« activité sécessionniste », a annoncé, vendredi 5 juillet, à Genève, un porte-parole des Nations unies. M^{me} Haregewin Desta et Azeh Abay, qui n'ont jamais été traduites en justice, ont repris lundi 1^{er} juillet leur travail dans la capitale éthiopienne, à la Commission économique pour l'Afrique, organisme dépendant de l'ONU. Actuellement, dix-sept fonctionnaires des Nations unies sont encore emprisonnés dans quatre pays : sept en Israël, cinq en Afghanistan, trois en Syrie et deux en Éthiopie. — (AFP.)

LE 23^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

« Nous avons échappé de peu au génocide » écrit l'agence APS

L'agence officielle de presse algérienne APS a publié, vendredi 5 juillet, un violent réquisitoire contre la France, accusée d'avoir transformé l'Algérie toute entière en un « camp de concentration » de 1954 à 1962. Dans un article diffusé à l'occasion du 23^e anniversaire de l'indépendance, l'APS affirme que « le peuple algérien a échappé de peu au génocide » et que, par les tortures physiques et psychologiques infligées par les Français, figurait « l'utilisation d'un python ou d'un boa d'une taille exceptionnelle spécialement dressé », qui s'enroulait autour du corps du prisonnier algérien « attaché-debout, les poignets tirés vers le haut ». L'APS dénonce les autres moyens de torture qu'elle assure avoir été utilisés : morsures de chiens, électricité, haïgnage, viol de l'épouse ou de la mère en présence du prisonnier. L'agence affirme que « les crânes de milliers

de malheureux civils qui n'ont pas survécu à ces tortures ne se valent pas » ont été « enfoncés » à coups de crosse et de bâton. Des centaines d'Algériens ont ainsi « perdu la raison », assure l'APS.

Cette violente diatribe contre la France intervient deux semaines après le voyage de M. Laurent Fabius en Algérie, qui, de toute évidence, n'a pas dissipé le malaise régnant entre Paris et Alger. En mai dernier, à l'occasion du quarantième anniversaire des massacres de Sétif, la France avait été accusée, dans un film diffusé par la télévision, d'avoir utilisé des Algériens comme « cobayes » dans des expérimentations nucléaires au Sahara. Le Quai d'Orsay avait alors qualifié ces allégations de « mensongères et injurieuses ». — (AFP, Reuters, AP.)

République sud-africaine

Les suites de l'affaire Biko

DEUX MÉDECINS SONT RECONNUS COUPABLES DE « CONDUITE INADÉQUATE »

Les deux médecins sud-africains qui avaient eu à soigner Steve Biko, dirigeant du mouvement La Conscience noire, durant la semaine qui précéda sa mort en détention en 1977, ont été reconnus coupables, vendredi 5 juillet, à Pretoria, de « conduite inadéquate » par un conseil de discipline de l'ordre des médecins.

Le docteur Benjamin Tucker, également reconnu coupable de « conduite inadéquate », a été suspendu pour trois mois de l'ordre des médecins. Il bénéficie cependant d'un sursis pendant une période de deux ans et pourra faire appel de cette décision. L'autre médecin, le docteur Ivor Lang, a été « réprimandé » par la commission qui lui a reproché sa « conduite inadéquate ». Le conseil, composé de cinq médecins blancs, a rendu son arrêt à l'unanimité.

La violence s'est, d'autre part, poursuivie au cours des dernières quarante-huit heures dans plusieurs cités noires. A New-Brighton, près de Port-Elizabeth, vingt personnes ont été blessées après qu'une bombe incendiaire ait été lancée contre un autobus. (AFP, Reuters, AP.)

Zimbabwe

Selon les premiers résultats

M. MUGABE L'EMPORTE LARGEMENT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'Union nationale africaine du Zimbabwe, la ZANU, parti au pouvoir du premier ministre, M. Robert Mugabe, paraissait assurée, vendredi soir 5 juillet, selon les résultats non encore officiels, de remporter assez largement les élections législatives qui se sont déroulées du 1^{er} au 4 juillet pour la majorité noire. La ZANU devrait remporter au moins cinquante-sept sièges sur les quatre-vingt réservés aux Noirs dans une Chambre de cent députés. Le principal parti d'opposition, la ZAPU de M. Joshua Nkomo, devrait cependant arriver en tête dans la quasi-totalité des circonscriptions de la province de Matabeleland, fief de M. Nkomo. Vendredi soir, les résultats lui étaient favorables sur les douze premiers sièges. Dans une circonscription noire, l'élection a été repoussée à une date ultérieure en raison du décès de l'un des candidats. Les résultats définitifs ne porteront donc que sur soixante-dix-neuf sièges. La première phase de ce scrutin à l'élection des vingt députés par la minorité blanche avait eu lieu le 27 juin. — (AFP, Reuters.)



(Suite de la première page.)

Juan Carlos, c'est un secret de polichinelle, ne s'entendait pas avec Adolfo Suarez, qu'il avait pourtant fait de toutes pièces. Il a les meilleurs rapports, au contraire, avec celui que tout le monde appelle Felipe, et dont tout le monde aussi se demande, depuis jeudi, s'il n'a pas commis sa première erreur grave avec un remaniement ministériel où la presse madrilène est unanime à voir une « crise ». La démission de Miguel Boyer, le grand maître de l'économie, sur le compte duquel le premier ministre, nous recevant quelques heures plus tôt, ne tarissait pas d'éloges, prive le gouvernement d'un homme dont le nom était devenu le symbole d'une politique de rigueur bien nécessaire pour remettre sur les rails un pays

LE BOYCOTTAGE AMÉRICAIN DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Le Liban pourrait porter plainte devant le Conseil de sécurité

Le Liban s'est réservé le droit de porter plainte contre les États-Unis devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour le boycottage international de l'aéroport de Beyrouth qu'ils veulent imposer. Un mémorandum en ce sens a été remis en fin de matinée par la mission libanaise au cabinet du secrétaire général de l'ONU. Il souligne que les mesures américaines frappent les Libanais et non les pirates de l'air et rappelle que Beyrouth a condamné le détournement de l'avion de la TWA et déployé ses efforts pour aboutir à la libération des otages américains. Il demande, en outre, aux États-Unis de s'attaquer aux racines du terrorisme et non pas à ses conséquences.

A Washington, une délégation d'ambassadeurs arabes s'est rendue au département d'État pour demander que les États-Unis reviennent sur les mesures prises.

La délégation, conduite par M. Makoud, représentant de la Ligue arabe à Washington, a été reçue par M. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint chargé du Proche-Orient. Elle a fait valoir que le Liban vient d'entreprendre des efforts pour renforcer la sécurité de l'aéroport de Beyrouth.

Le porte-parole du département d'État a rappelé qu'autre part que Washington faisait « tout son possible » pour obtenir la libération de sept Américains encore détenus par des groupes extrémistes au Liban.

« Nous avons eu des contacts étroits avec la Syrie à ce sujet », a-t-il dit. « Nous avons des raisons de croire que le président Assad fait un effort pour obtenir leur libération. » « À l'évidence, a-t-il ajouté, la Syrie a démontré son influence au Liban. »

Le porte-parole a souligné que les États-Unis « n'avaient aucune preuve leur permettant de croire que l'Iran avait joué un rôle positif » dans le détournement de la crise des otages. Selon certains journaux américains, Téhéran, à la demande de Damas, aurait fait pression sur les militants intégristes chiites du Hezbollah afin qu'ils libèrent les otages dont ils avaient le contrôle.

Le département d'État a enfin rappelé que les Américains résident au Liban couraient de graves dangers et leur a enjoint, une nouvelle fois, de quitter ce pays s'ils en avaient la possibilité.

La visite du cardinal Etchegaray

A Beyrouth, le cardinal Roger Etchegaray, émissaire personnel du pape au Liban, a été reçu vendredi par le président Amine Gemayel, auquel il a remis un message de Jean-Paul II évoquant les « efforts du Saint-Siège pour faire sortir le Liban de son épreuve ».

L'émissaire du pape, président du Cor Unum (organisation central de l'Eglise chargée de coordonner les activités d'assistance), était arrivé jeudi à Beyrouth, où il a été reçu par le patriarche maronite, le cardinal Khoreiche.

A l'issue de son entretien avec M. Gemayel, le cardinal Etchegaray a confirmé qu'il se rendait ce samedi dans la ville chrétienne de Jezzine,

au Sud-Liban. Il a réaffirmé l'intérêt de Jean-Paul II pour cette région, où « toutes les communautés devraient vivre en harmonie », et assuré que le pape avait foi dans « le maintien de la coexistence » intercommunautaire au Liban.

Auparavant, l'émissaire du pape avait rencontré le président du Parlement, M. Hussein Husseini. — (AFP.)

● Le sort des otages français de Beyrouth. — M^{me} Joëlle Kauffmann, épouse du journaliste de l'Événement du jeudi enlevé à Beyrouth le 22 mai en même temps que le chercheur Michel Scurat, a rencontré, vendredi, MM. Ayoub Houmayed, directeur au ministère de l'Information du Liban, Mohamed Nasreddine, responsable du mouvement Amal à Paris, et Youssef Hassan, chargé de l'information de l'organisation chiite. Ils l'ont assuré de leur « soutien total » à toutes ses démarches. M. Houmayed a néanmoins relevé que « les prises de position négatives du gouvernement des USA depuis la libération des otages du Boeing ne facilitent pas le dialogue avec les ravisseurs ».

Egypte

Le défi du cheikh rebelle

La Caïre (AFP). — Un rassemblement islamiste en faveur de l'application de la charia (loi islamique) se tiendra le 11 juillet sur la place Abdine, en face de l'ancien palais royal, au centre du Caire, a annoncé vendredi la cheikh Salama, chef de file des islamistes de la capitale égyptienne.

Il a fait cette déclaration, après la prière du vendredi, devant environ quatre mille fidèles rassemblés à la mosquée El-Nour, au mépris de la décision prise mardi dernier par le ministère des biens religieux de l'écartement de la direction de cette mos-

quée placée sous la tutelle de l'Etat.

Deux cents à trois cents policiers des brigades anti-émeutes, dont certains équipés de boucliers et de casques à visière, avaient pris position aux abords de la mosquée, prêts à intervenir contre un éventuel rassemblement à l'extérieur de l'édifice.

Le « noyau dur » des islamistes a scandé des slogans appelant à l'application immédiate de la charia et à l'instauration d'une « République islamique coranique, ni capitaliste ni communiste ».

Juan Carlos roi d'Espagne à Paris

qui, avec 22 % de chômeurs, détiend le record d'Europe. Il voulait plus de pouvoir encore, et pour le montrer, une vice-présidence. Felipe ne pouvait pas la lui donner sans se heurter à Alfonso Guerra, déjà vice-président et son véritable bras droit. A quoi s'ajoute qu'il est très soucieux d'affirmer sa propre autorité.

Au départ de Miguel Boyer — qui s'expliquerait aussi par des raisons personnelles — s'ajoute, au point de priver le gouvernement. Mais il se garde totalement d'intervenir dans le choix des ministres comme dans la définition de la politique : c'est la tâche du chef du gouvernement. Moyennant quoi il le voit régulièrement, le tutoie, et si celui-ci, — c'est souvent le cas, — lui demande son avis, ne se fait pas faute de le lui donner. Comme il est en même temps un maître dans l'art des relations publiques, un symbole, aussi populaire en Amérique latine et dans bien d'autres pays qu'en Espagne, de la réconciliation de celle-ci avec elle-même et avec la démocratie, il continue de jouer dans les affaires publiques un rôle bien supérieur à celui de n'importe quelle autre tête couronnée d'Europe, à l'exception peut-être de la dynastie reine des Pays-Bas, qu'il appelle familièrement « Trix » et avec laquelle il se sent, apparemment, plus d'affinités

qu'avec d'autres « cousins » plus attachés à leurs distances et à leurs privilèges.

Le roi d'Espagne n'a rien d'un intellectuel. Sur les rayonnages de son plaisant bureau, où l'on remarque un portrait de son grand-père paternel coiffé d'un casque à pointe, il y a plus de souvenirs — notamment une superbe collection de voiliers en argent — que de livres. Mais il a une philosophie. On a déjà dit ce qu'il pensait de l'avenir de la démocratie et de la monarchie en Espagne. Il faudrait ajouter qu'il prépare de plus en plus activement un autre Felipe, son fils, dix-sept ans, 1,91 m, à sa succession. Et qu'il lui arrive de penser que, dans l'avenir, avec le développement des autonomies régionales et notamment celle du Pays basque, qui lui paraît être à la longue la meilleure manière de venir à bout du terrorisme, la couronne pourrait devenir le lien principal qui continuerait de les faire tenir ensemble. Maurras, qu'il n'a sans doute jamais lu, a parlé quelque part du roi comme du « fédérateur des Républiques françaises »...

Cette philosophie vaut aussi pour les relations extérieures, et notamment pour le maintien dans l'OTAN, que le roi ne se cache pas de souhaiter, tout en se posant des questions sur le résultat du référendum qui aura lieu, à ce sujet, l'an prochain. Si jamais il devait être négatif, quelles seraient les répercussions en Grèce, en Allemagne, aux Pays-Bas ?

Quant à la France, qui le reçoit aujourd'hui, le prince d'Espagne Juan Carlos ne faisait pas mystère, il y a quinze ans, de sa volonté de dégelier les rapports avec elle. Parmi les griefs qu'il adressait à Franco, il y avait celui d'arrêter son regard aux Pyrénées. Or il est à la tête d'un pays au carac-

tère fier et qui a plus d'une fois pâti des interventions, des ingérences, des allures protectrices des Français, qui ont un peu trop tendance à se comporter vis-à-vis de l'Espagne comme les Américains vis-à-vis de nous. Le tournant décisif pris, sous l'impulsion de François Mitterrand, à la fin de 1983, dans les deux domaines de l'élargissement de l'Europe et de la lutte contre le terrorisme, a considérablement changé le climat. Mais, comme nous l'a dit Felipe Gonzalez, il suffirait de pas grand-chose pour défaire en une heure le travail de deux ans. C'est bien pourquoi le voyage du souverain sera l'occasion d'une déclaration commune visant à donner aux relations entre les deux pays un caractère de régularité et d'intimité, si l'on peut dire, institutionnelle.

Un petit événement, qui n'a pas attiré suffisamment l'attention en France, montre à quel point, du côté espagnol, les choses ont changé, et changé en bien. Un village des environs de Madrid, Mostoles, avait, en 1808, tout simplement déclaré la guerre à la France pour la punir d'avoir déposé les Bourbons d'Espagne au profit d'un frère de l'empereur. Le 2 mai dernier, jour anniversaire du soulèvement de Madrid contre les Français, qu'a immortalisé Goya, le village en question a signé la paix avec l'ambassadeur de France, Pierre Guidoni, qui regagne Paris avec la satisfaction évidente du devoir accompli. Sur une tout autre échelle, la visite de Juan Carlos en France a d'abord, elle aussi, valeur de symbole. Aux Français, s'ils veulent pouvoir compter sur l'amitié de l'Espagne, de montrer qu'ils l'ont comprise.

ANDRÉ FONTAINE.

Étranger

Vietnam

Washington « étudie » la proposition de Hanoï pour régler la question des Américains disparus

Correspondance

Washington. — La proposition du gouvernement de Hanoï d'ouvrir des conversations de haut niveau avec les États-Unis pour résoudre le problème des soldats américains disparus au Vietnam (le Monde du 2 juillet) a été accueillie avec réserve à Washington.

« Nous étudions cette proposition », a déclaré le département d'État. Si elle indique un désir sincère de la part du gouvernement du Vietnam d'agir plus rapidement que dans le passé pour résoudre un problème qui a créé tant d'anxiété dans les familles des hommes disparus, bien sûr nous le considérons favorablement.

Aucune réponse officielle ne sera donnée avant que M. Shultz n'en discute avec ses partenaires asiatiques, dans les prochains jours, à Kuala Lumpur (le Monde du 5 juillet).

Jusqu'à présent, de petites délégations de cinq ou six militaires sous les ordres d'un colonel se sont rendues à Ho-Chi-Minh-Ville six fois par an pour discuter du sort des mille trois cent soixante-quinze soldats américains dont on a perdu la trace depuis la fin de la guerre.

A cette liste, on ajoute celle des mille quatre-vingt-neuf militaires américains entrant dans la catégorie des « missing in action » (disparus au front) ou des prisonniers détenus

dans d'autres régions de l'Asie du Sud-Est.

La proposition de Hanoï, communiquée à Washington par l'intermédiaire du ministre indonésien des affaires étrangères, exprime le désir du Vietnam d'engager des conversations en vue de résoudre le problème dans les deux prochaines années avec l'espoir d'aboutir à une normalisation des relations entre les deux pays. Pour Washington, cette normalisation ne peut être envisagée tant que le Vietnam continue d'occuper le Cambodge.

Quant à la suggestion d'origine indonésienne d'établir dès maintenant une mission permanente américaine à Hanoï, M. Wolfowitz, secrétaire d'État adjoint pour les affaires de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, a indiqué qu'une décision en ce sens n'impliquerait pas une normalisation.

Les Américains, a-t-il toutefois ajouté, ne peuvent refuser de discuter avec le Vietnam si ces contacts peuvent aider à la solution du problème des disparus. Si cette question était réglée, a dit encore M. Wolfowitz, l'atmosphère entre les deux pays en sera améliorée et Washington pourrait aider à la recherche d'une solution au Cambodge.

HENRI PIERRE.

Canada

AU QUÉBEC

M. Pierre-Marc Johnson se porte à son tour candidat à la succession de M. Lévesque

De notre correspondant

Montréal. — On ne remplace pas René Lévesque. On lui succède. C'est par ces mots empreints de fausse modestie que le ministre de la justice et des affaires intergouvernementales du Québec, M. Pierre-Marc Johnson, a annoncé, vendredi 5 juillet, à Montréal — le jour de son trentième anniversaire — qu'il était candidat à la succession à la tête du Parti québécois de M. Lévesque, démissionnaire depuis le 20 juin.

Plus tôt cette semaine, le ministre des relations internationales et du commerce extérieur, M. Bernard Landry, avait été le premier à faire part de sa candidature. D'autres membres du gouvernement, en particulier le ministre des finances, M. Yves Duhaime, et celui de l'agriculture, M. Jean Garon, pourraient se porter candidat dans les prochains jours. Le nouveau chef du parti sera désigné le 29 septembre.

Selon les sondages, qui sont très défavorables au Parti québécois, M. Johnson serait le mieux placé pour affronter les libéraux dirigés par M. Bourassa.

Il n'est donc pas étonnant que sept ministres et une quinzaine de députés se soient déjà prononcés en faveur de sa candidature, alors que M. Landry n'a pas encore reçu d'appuis importants.

M. Johnson appartient à une famille d'hommes politiques très actifs au Québec depuis les

années 60. Son père, Daniel Johnson, dirigea le Québec de 1966 jusqu'à sa mort en 1968. Son frère cadet, présentement également député, est député libéral à l'Assemblée nationale de la province.

Le ministre de la justice veut apparaître comme le candidat de la continuité et de la fidélité à M. Lévesque. Il s'est démarqué très nettement des dissidents qui ont récemment créé un nouveau parti, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance, afin de protester contre le « virage fédéraliste » pris par le chef du gouvernement en novembre dernier.

A ceux qui l'accusent d'avoir abandonné la raison d'être du Parti québécois — l'indépendance du Québec — il répond qu'il n'a pas renoncé à cet « idéal ». Mais, ajoute-t-il, « la souveraineté ne saurait se réaliser sans la volonté majoritaire des Québécois ».

Plus, dit-il, « la population québécoise a d'autres priorités actuellement et il faut donc en tenir compte ».

C'est pourquoi il entend, comme son adversaire M. Landry, mettre l'accent sur les problèmes économiques. Mais, contrairement à ce dernier, il insistera davantage sur les initiatives du secteur privé que sur le rôle de l'État.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Argentine

LE PROCÈS DES MILITAIRES

Des témoins sont menacés estime le tribunal

Buenos-Aires (AP, Reuter). — Le tribunal devant lequel sont poursuivis les neuf anciens membres de la junte argentine a fait vendredi 5 juillet une déclaration marquant sa préoccupation devant « les menaces dont ont fait état des personnes venues témoigner dans cette affaire ». Il a demandé au président Raúl Alfonsín de prendre des mesures pour assurer la protection des témoins.

Ainsi, parmi eux, M. Maria Miralles, a été enlevée, battue et brûlée avec des cigarettes, jeudi à La Plata, avant d'être relâchée une heure après. Selon son fils Julio, quatre hommes, circulant dans une voiture sans plaques minéralogiques, l'ont questionnée pour savoir si sa famille avait des documents mettant en

cause le général Ramon Campes, ancien chef de la police de Buenos-Aires, actuellement détenu et inculpé de graves atteintes aux droits de l'homme. M. Miralles est l'épouse de l'ancien ministre de l'économie de la province de Buenos-Aires.

D'autre part, huit organisations de défense des droits de l'homme, dont les mères de la place de Mai, ont appelé la population à manifester le 2 août pour s'opposer à l'annulation des militaires et des policiers accusés de violations des droits de l'homme pendant le régime militaire. Le gouvernement envisagerait en effet une modification du code militaire, afin de protéger les officiers qui n'ont fait qu'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

URSS :

Haro sur les croyants !

UNE RÉOLUTION DU PARTI EN UKRAINE

Il est souhaitable de diriger vers une section psychiatrique les deux tiers des activistes catholiques

Le style, ce n'est pas seulement l'homme, c'est aussi le régime. Le document que nous publions ci-dessous, et surtout le langage utilisé, jettent une lumière brutale sur la manière dont les autorités locales soviétiques, dans l'URSS profonde, loin de Moscou, des discours officiels et des analyses sur les luttes de clan au Kremlin. Ce texte est une résolution, c'est-à-dire en fait une consigne donnée à tous les autres organes du pouvoir, et qui émane d'un comité régional du parti, autorité suprême au niveau local. Nous sommes en Ukraine occidentale, dans une région « sensible », où la population, de tout temps, a été très attachée à la préservation de son identité nationale. Les symptômes de « nationalisme bourgeois » sont intimement liés, dans bien des cas, à une fidélité à l'Eglise catholique

uniate, interdite depuis 1946 et liquidée par la force.

Le texte reproduit ici date d'il y a près d'un an. Il a d'abord été publié par la Chronique (clandestine) de l'Eglise catholique d'Ukraine, dont quelques exemplaires parviennent épisodiquement en Occident. Certains faits mentionnés dans cette résolution secrète peuvent sembler étranges : on imagine difficilement, par exemple, que le déraillement d'un convoi militaire transportant un radar a réellement, à lui tout seul, retardé de neuf mois l'action polonaise, c'est-à-dire en clair la proclamation de l'état de guerre à Varsovie et l'écrasement de la Solidarité. Mais ce document montre au moins dans quel univers psychologique évoluent les dirigeants locaux, par quels argu-

ments ils justifient leur lutte sans merci contre l'ennemi intérieur, et avec quelles méthodes.

Autre aspect d'une même réalité, même si la scène se situe cette fois non seulement en Ukraine, mais aussi à des milliers de kilomètres plus à l'est, en Sibérie. Nous rendons compte ci-dessous de l'arrestation et de la condamnation, largement ignorées elles aussi, de deux citoyens soviétiques de nationalité polonaise, frappés l'un et l'autre pour des activités religieuses « illégales », et surtout sans doute pour l'activisme qu'ils ont manifesté soit auprès de leurs propres compatriotes, dispersés comme eux en divers points de l'immense territoire soviétique, soit auprès d'autres minorités marginales.

J. K.

SECRET. Résolution du Comité régional du PC d'Ukraine, région subcarpatique, et du soviet régional des députés du peuple sur le perfectionnement des méthodes de lutte contre les manifestations de nationalisme et de sionisme.

Ouhgorod, le 3 juillet 1984.

Ces derniers temps, la propagande occidentale a renforcé son agitation antisoviétique et sa propagande. L'impérialisme des États-Unis mise avant tout sur les débris bandéristes (1) et sur la soi-disant Eglise catholique ukrainienne clandestine.

Malheureusement, l'organisation régionale du parti n'a pas mené une lutte effective contre les manifestations de nationalisme bourgeois et de sionisme sur le territoire de la région. Cela concerne aussi bien la propagande anticatholique que l'éducation de la jeunesse à la lutte athée dans l'esprit de l'internationalisme léniniste et de la fidélité au parti.

« Groupuscules bandéristes »

Durant les seuls six derniers mois, la clandestinité catholique a activé ses actions dans le sens d'une prétendue légalisation de l'Eglise ; sous le couvert de la foi, les activistes de l'Eglise catholique ukrainienne ont renforcé l'agitation antisoviétique. Cela a été exploité par nos ennemis à l'étranger. Le KGB dispose d'informations selon lesquelles la clandestinité bandériste, sous le couvert d'une nouvelle étiquette de « Front national ukrainien », a mené une série d'actions dont les conséquences ont déjà été évoquées lors des réunions du bureau du comité régional aux mois de mai 1981 et octobre 1982.

Ainsi, au village de Moujivé, district de Berechiv, le 24 mai 1981, la bande terroriste de « Tchorny » a fait dévaler un convoi militaire qui transportait un radar de la base militaire de Polok. Cela a retardé l'action polonaise de neuf mois. Dans la ville de Moukatchiv, au cimetière juif, lors de travaux de construction, on a découvert un dépôt de littérature sioniste antisoviétique et des pains d'explosif de trinitrotoluène. Ce ne sont que quelques-uns des faits montrant l'activité des groupuscules bandéristes et sionistes.

L'opération de liquidation dans les Beskides (2) en 1982, groupe terroriste à Lavotché et Volivka, n'a pas été menée à son terme. Le groupe de bandits de « Tchorny » n'a pas été liquidé entièrement. Les camarades du KGB n'ont pas encore découvert à ce jour les responsables du détroisement de deux encenseurs sur le territoire de notre région ; de même, on n'a pas découvert les individus qui se sont emparés de dix mille cartouches et quatre-vingt-neuf grenades dans une unité militaire de la ville de Moukatchiv. Les insuffi-

Borys Mykhalovych Terela (3), membre du groupe de bandits de « Tchorny ». Malheureusement, avec la mort du bandit s'est rompu le fil nous menant aux autres débris bandéristes dans la région voisine.

Dans le district d'Ircheva a été menée à bien une opération de liquidation des imprimeries clandestines catholique et baptiste. Près de mille exemplaires de littérature cléricale furent saisis. Tout cela exige de nous un effort constant et des actions précises dans la liquidation des manifestations du nationalisme et du sionisme sur le territoire de la région.

Pour ces raisons, suivant les décisions du vingt-sixième congrès du PCUS, des plénums du Comité central, des déclarations du secrétaire général du CC du PCUS, du président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, le camarade K. Tchernenko ; le comité régional du PC d'Ukraine et le Soviet général des députés du peuple ont approuvé ce qui suit :

1° Renforcer la propagande antinationaliste dans la presse ; à ce propos, démasquer toute l'essence négative du nationalisme bourgeois et du sionisme en utilisant les repentirs des anciens dissidents et des cléricaux antisoviétiques.

2° L'organisation du parti fait obligation au comité exécutif régional d'ouvrir au sein de la clinique psychiatrique régionale une section de traitements forcés en plus de celle qui existe déjà. Il est souhaitable de diriger les

d'anciens prisonniers politiques devant la population de la région, publiquement, dans les clubs de villages, et en ville dans les maisons de la culture.

3° Interdire les offices religieux du dimanche sous le motif



de la période d'été, saison de grand labeur dans les kolkhozes et les sovkhozes de la région. Envers les « grandes gueules », utiliser les punitions administratives, à savoir : amendes, privations de primes, placement de leurs enfants en crèches, jardins d'enfants et écoles d'internat. Envers ceux qui sont particulièrement actifs, utiliser les soins forcés.

4° Envers les membres actifs du catholicisme qui font partie du Comité central des catholiques ukrainiens, et les membres de ce qui se nomme : « Groupe d'initiative pour la défense des droits des croyants et de l'Eglise en Ukraine », utiliser les moyens qui ont été définis dans l'instruction n° 81 du 23 mai 1984.

Des copies de la présente résolution sont à envoyer au bureau des districts du KGB et de la milice pour information.

Signatures :
BANDROVSKIY
VOLOCHTCHOUK.

Les signataires sont de la rédaction du Monde.

(1) Du nom de Stepan Bandera (1909-1959), nationaliste ukrainien assassiné à Munich.
(2) Zone des Carpathes (N.D.T.).
(3) Frère de Yousyf Terela, président du Groupe (non officiel) pour la défense des droits des croyants et de l'Eglise en Ukraine, actuellement en prison.

150 من الأصل

Étranger

LE MILLE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DES SAINTS CYRILLE ET MÉTHODE

En Yougoslavie : participation d'un ministre

De notre correspondant

Belgrade. — L'Eglise catholique de Yougoslavie a célébré, les jeudi 4 et vendredi 5 juillet, à Djakovo (Croatie), le mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode, qui, avec son frère Cyrille, fut le grand évangélisateur des peuples slaves.

A cette occasion sont arrivés à Djakovo Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican et délégué du pape ; six autres cardinaux, dont Mgr Lustiger, archevêque de Paris, et Mgr Glomp, primat de Pologne, ainsi qu'un groupe d'éminents théologiens catholiques et orthodoxes serbes, croates, bulgares et macédoniens. Selon un prélat catholique, le souverain pontife aurait espéré pouvoir assister, lui aussi, à ces cérémonies, mais il n'a pas reçu le consentement du gouvernement yougoslave.

Le 4 juillet, l'Eglise de Croatie avait organisé un symposium consacré à la vie et à l'œuvre des deux saints et à leurs efforts pour réunir dans la foi chrétienne tous les peuples slaves. A ce symposium ont également pris la parole plusieurs laïcs, notamment un ministre de la Répu-

blique fédérée de Croatie ; celui-ci a rendu un vibrant hommage aux deux frères, vénérés en Yougoslavie aussi bien par les catholiques que par les orthodoxes et dont le message fut inspiré par « l'humanisme, le progrès et la dignité de l'homme ».

Le 5 juillet, Mgr Casaroli a célébré une messe solennelle dans la cathédrale de Djakovo, l'une des plus belles et des plus grandes de Yougoslavie, en présence de trente mille personnes. Au cours de cette cérémonie, il a prononcé un sermon à la gloire des saints Méthode et Cyrille en serbo-croate.

Avant de se rendre à Djakovo, le cardinal Casaroli était passé par Belgrade, où il avait été reçu par M. Hasani, vice-président de la direction collégiale de l'Etat, et M. Planinc, chef du gouvernement fédéral. Il avait aussi rendu visite au patriarche de l'Eglise orthodoxe serbe, Mgr German, avec lequel il avait échangé l'écolade et offert le texte en français de l'encyclique *Slavorum Apostoli* et une médaille papale.

PAUL YANKOVITCH

En Tchécoslovaquie : peu d'étrangers

Les autorités tchécoslovaques semblent redouter le pèlerinage organisé le dimanche 7 juillet à Velehrad pour célébrer saint Méthode et saint Cyrille. Des milliers de personnes sont, en tout cas, attendues dans la petite ville de Moravie.

Le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, est arrivé vendredi à Prague, en provenance de Yougoslavie. Le prélat, accompagné de Mgr Luigi Foggi, nonce itinérant pour l'Europe orientale, a aussitôt rencontré M. Gustav Husak, chef de l'Etat. D'après l'agence officielle tchécoslovaque, les deux hommes ont exprimé leur intérêt « pour la poursuite de contacts et la solution de questions pendantes dans les relations bilatérales ». Selon les milieux catholiques, l'une de ces questions est la vacance de neuf des treize évêchés du pays — certains étant dépourvus de titulaire depuis plus de trente ans. L'agence officielle ayant qualifié l'entretien entre Mgr Casaroli et M. Husak de « franc et sérieux », on estime, dans les milieux diplomatiques, que les deux hommes n'ont guère trouvé de terrain d'entente. Le secrétaire d'Etat du Vatican doit

rester en Tchécoslovaquie jusqu'au 9 juillet.

Les autorités communistes ont refusé la venue de plusieurs prélats étrangers, dont Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et Mgr Basil Hume, primat d'Angleterre. On a appris, vendredi, que le cardinal Franz Koenig, primat d'Autriche, s'était également vu interdire l'entrée dans le pays pour les cérémonies de Velehrad. Les autorités tchéques expliquent ce geste en déclarant que les fêtes commémoratives de la mort de Méthode sont « nationales » et que les étrangers n'ont donc pas à y être invités. L'Eglise tchèque est l'une des plus durement contrôlées de tout le bloc communiste.

On apprendait enfin le 5 juillet, à Rome, qu'un journaliste de l'hebdomadaire catholique italien *Il Sabato*, M. Luigi Geminazzi, avait été expulsé. M. Geminazzi avait, à la fin de mai, interviewé le cardinal František Tomasek, primat de Bohême, qui lui avait révélé que le pape avait l'intention de publier une encyclique sur les relations de l'Eglise avec les pays de l'Est. — (AFP, AP, Reuter.)

A travers le monde

Chine

● PROTOCOLE D'ACCORD COMMERCIAL AVEC L'INDONÉSIE. — Chinois et Indonésiens ont signé, vendredi 5 juillet, à Singapour un protocole d'accord devant permettre le rétablissement de relations commerciales directes entre les deux pays. En 1967, le gouvernement de Djakarta avait « gelé » ses relations diplomatiques avec Pékin, accusé de collusion dans le coup d'Etat du 30 septembre 1965. Le protocole d'accord a été signé par la Chambre de commerce indonésienne (Kadin) et par le Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT).

● INCULPATION D'UN AMÉRICAIN POUR INCENDIE. — M. Richard Ondrik, un homme d'affaires américain, a été inculpé lundi 1^{er} juillet par un tribunal de Harbin (Mandchourie). Il est accusé d'avoir involontairement allumé un incendie dans un hôtel de la ville qui avait fait, le 19 avril dernier, dix morts. M. Ondrik, qui était depuis lors en résidence surveillée dans un hôtel de la ville, risque une peine de sept ans de prison maximum. — (UPI.)

Grande-Bretagne

● ÉLECTION PARTIELLE : VICTOIRE CONFIRMÉE DES LIBÉRAUX. — Les résultats définitifs de l'élection législative partielle dans la circonscription de Brecon and Radnor (Pays de Galles) ont été proclamés le vendredi 5 juillet dans l'après-midi. Ils ont confirmé les premières indications (*le Monde* du 6 juillet). Le candidat de l'Alliance (Parti libéral et Parti social démocrate) l'a emporté avec 36 % des suffrages, devançant de peu celui du Parti travailliste

(34 %). Le Parti conservateur ne recueille que 28 % des voix, soit 20 % de moins qu'en 1983. Selon le nouvel élu, M. Richard Lacey, ce nouveau et net recul des Tories, après celui enregistré lors des élections régionales en mai dernier, « marque la fin du Thatcherisme ». — (Corresp.)

Israël

● LOURDES PEINES DE PRISON POUR CINQ JEUNES ARABES ISRAËLIENS. — Un jeune Arabe israélien de dix-neuf ans a été condamné à douze ans de prison, dont huit ferme, pour avoir lancé une bouteille d'essence sur un véhicule militaire israélien. Quatre de ses camarades plus jeunes, du village de Cana, en Galilée, ont été condamnés à des peines un peu moins lourdes. L'incident, qui a eu lieu il y a trois mois, n'avait fait ni victimes ni dégâts. — (AFP.)

Timor-Oriental

● VIOLENTS AFFRONTEMENTS. — De violents affrontements ont opposé en juin les troupes indonésiennes aux combattants du FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental) au Timor-Oriental. 64-000 après, vendredi 5 juillet, de source diplomatique à Djakarta. Ils auraient fait entre vingt et trente-cinq tués ou blessés parmi les forces gouvernementales, à en croire ces mêmes sources. Un officier supérieur indonésien, de retour de la province, a nié les pertes gouvernementales, reconnaissant néanmoins l'existence de ces affrontements. De source indonésienne, on affirme que les unités concernées étaient de jeunes recrues sans expérience envoyées sur place pour y recevoir une formation de combat. — (Reuter.)

Jean-Paul II vient de publier une encyclique sur les chrétiens d'Europe de l'Est. Il se garde d'y condamner trop ouvertement l'attitude des autorités. Prudence oblige ! Pourtant, en URSS, on tracasse le croyant « activiste » qui entend faire partager sa foi. Haro sur le prêtre qui dit la messe ou — horreur ! — veut catéchiser la jeunesse ! Il a vite fait d'être condamné à la prison. Plus encore que les orthodoxes — épargnés s'ils continuent à être dociles — les catholiques et protestants, les juifs religieux, les musulmans trop fervents, risquent le « traitement psychiatrique » et les redoutables « soins forcés » réservés à ceux qui ne chantent pas en chœur le credo du pouvoir.

UN PROCÈS EN SIBÉRIE

Trois ans de prison pour avoir célébré la messe

Un prêtre catholique d'URSS, le Père Jozef Swidnicki, accusé d'avoir organisé des « réunions illégales » pour ses paroissiens, a été condamné à la prison, à Novossibirsk, à trois ans de détention. Il avait été arrêté peu avant Noël 1984 et avait disparu plusieurs mois.

Le Père Jozef Swidnicki est né en 1937 en Pologne (URSS). Après avoir fait son service militaire dans l'armée rouge, puis ses études à Riga et à Leningrad, il avait décidé de se préparer seul au sacerdoce, les autorités soviétiques lui ayant interdit d'entrer au séminaire. Après cinq ans de vaines démarches, un évêque avait passé outre au refus de l'administration et avait conféré l'ordination à Jozef Swidnicki en 1971. Mais le nouveau prêtre s'était vu interdire l'exercice de son ministère. Ce n'est qu'en 1975 qu'il a pu devenir vicaire à Zytomir, en Ukraine. Très vite, les autorités l'ont de nouveau empêché d'exercer son sacerdoce. Dès l'automne 1976, a commencé pour lui une vie de missionnaire au Kazakhstan, en Kirghizie, puis au Tadjikistan, à Douchanbe, où il a célébré le 24 décembre 1976 la première

messe de Noël pour des Allemands de la Volga et d'Ukraine, déportés quarante ans plus tôt et privés de prêtre et d'église.

Après avoir construit deux églises et réuni plus de mille deux cents fidèles autour de deux paroisses à Douchanbe et à Kurgan-T'Ube, le Père Swidnicki a été jugé « trop actif » par le pouvoir soviétique et chassé du Tadjikistan en mars 1983.

C'est alors qu'il s'est rendu à Novossibirsk, où demeurait un groupe d'environ deux cent cinquante croyants, survivants d'une paroisse catholique d'avant la révolution. Il s'est également chargé de la ville de Tomsk, où vivent encore des Polonais déportés par les Soviétiques pendant la seconde guerre mondiale, là même où jadis des insurgés polonais déportés au dix-neuvième siècle en Sibérie par les tsars avaient créé une paroisse en 1805, puis construit en 1833 l'église de l'Immaculée Conception, transformée aujourd'hui en observatoire.

Cambriolé à la veille de Pâques 1984 par des inconnus qui lui ont dérobé tous les objets du culte, le Père Swidnicki a été

arrêté peu avant Noël 1984 — et depuis on avait perdu sa trace.

Grâce à des informations diffusées au Vatican, en Italie et en France, ainsi qu'à des interventions à divers niveaux, dont celle de l'ACAT (Action chrétienne pour l'abolition de la torture), il a été retrouvé en mars dernier, détenu à la prison de Novossibirsk même.

Cependant, tous ces efforts n'ont pu lui éviter un procès à l'issue duquel il a été condamné à trois ans de prison pour avoir célébré la messe dans ses paroisses de Novossibirsk et de Tomsk.

Un insigne de Solidarité

Un autre cas, étroitement lié à l'affaire de Novossibirsk, est signalé à Rome. Une jeune femme de vingt-six ans, Zofia Bielak, organiste à la cathédrale de Zytomir, en Ukraine, avait été condamnée en octobre 1983 à cinq ans de prison et à cinq ans de déportation pour possession de littérature religieuse « dangereuse pour l'Union soviétique » et d'un insigne du syndicat polo-

naï Solidarnosc. La jeune femme a été également accusée d'avoir recopié et distribué des ouvrages religieux et d'avoir « ruiné la vie spirituelle de certaines personnes » qu'elle avait essayé de convertir à la religion et de convaincre de quitter le Komsomol (Jeunesse communistes), selon le journal ukrainien *Radyanska Zytomirshchyna*.

Neuf jeunes filles et jeunes gens ont témoigné au procès de Zofia Bielak, et ont reçu un avertissement du tribunal. L'un d'entre eux avait quitté le Komsomol. Les autres avaient refusé de payer les cotisations à l'organisation communiste. Une jeune fille avait prononcé au Club du jeune athlète de la ville un discours contre l'athéisme. Une autre avait organisé des cours privés de catéchisme pour des enfants d'école maternelle. Enfin, tout ce groupe se réunissait pour prier et pour lire les Évangiles, évitant de prendre part aux manifestations politiques.

Zofia Bielak a été condamnée en vertu de l'article 209 de la première partie du code pénal de la République soviétique d'Ukraine pour avoir « détourné des personnes, sous un prétexte religieux, de leurs devoirs envers la société ». L'affaire de Zofia Bielak et celle du Père Jozef Swidnicki ont étroitement coïncidé dans le temps. Un recoupement a permis de constater que trois perquisitions ont eu lieu simultanément à la veille de Pâques 1984, à Novossibirsk, chez le Père Swidnicki, à Zytomir et à Riga. L'arrestation du prêtre aurait été le suite du procès de Zytomir. En effet, il a été accusé par la cour d'avoir été le « principal instigateur » de l'action du groupe des jeunes catholiques dans cette ville, où il avait été vicaire en 1975-1976. Zofia Bielak avait à l'époque quinze ans. Le tribunal a mis en cause également des « hôtes polonais » reçus par les catholiques de Zytomir.

Zofia Bielak, à son tour, est introuvable. Personne n'a pu lui rendre visite depuis sa condamnation, personne non plus n'a réussi à savoir où elle était détenue.

ALEXANDRA VIATTEAU.

Correspondance

Liban

Une mise au point du Conseil œcuménique des Eglises

M. Leopoldo Nillus nous écrit de Genève, au nom du secrétaire général du Conseil des Eglises du Moyen-Orient (CEMO), à propos du rapport dont nous avons publié une synthèse et qui portait sur les épreuves des chrétiens du Liban (le Monde daté 16-17 juin).

Cet article mentionne un rapport d'une cinquantaine de pages de M. Georges Assaff qui aurait été rédigé pour « le Conseil des Eglises du Moyen-Orient, émanation régionale du Conseil œcuménique des Eglises (Genève) ». Nous n'avons jamais commandé ce rapport, qui nous est totalement inconnu.

M. Assaff a travaillé occasionnellement comme chercheur au siège du CEMO à Beyrouth. Il ne peut en aucun cas s'exprimer au nom du CEMO. Par conséquent, le CEMO décline toute responsabilité en relation avec le contenu de l'article cité.

Nous vous saurions gré également de préciser que le CEMO est une organisation d'Eglises autonome, et non pas une « émanation » d'une autre entité.

A.-M. BORGEAUD.

Qu'il est difficile de vivre sa foi !

« L'éradication des survivances du passé », qu'il s'agisse de religion, de philosophie, d'opinions politiques, économiques ou scientifiques, de création artistique ou littéraire — a, dès sa naissance, été l'un des objectifs du régime soviétique. Pour pouvoir imposer sa doctrine, il a besoin de fonder dans un moule unique non seulement le comportement, mais aussi les pensées de deux cent cinquante millions de citoyens de « nationalités » multiples.

La régime né en 1917 s'attaque plus particulièrement à cette tâche dans les régions qui n'étaient pas encore tombées sous son emprise pendant l'entre-deux-guerres, tels les pays baltes. Et aussi surtout à l'ouest de l'URSS, dans cette Ukraine occidentale dont une bonne partie était avant guerre polonaise et tchécoslovaque.

Ouhgored, d'où est daté l'étonnant document publié ci-contre, était avant la seconde guerre mondiale la principale ville de cette Russie subcarpatique qui, avec la Bohême, la Moravie et la Slovaquie, formait la République tchécoslovaque, créée en 1918 sur les débris de l'empire austro-hongrois.

Le regard halluciné

Il est surprenant que le Parti communiste et les organismes civils locaux aient éprouvé il y a un an le besoin d'activer le zèle du KGB. Cette police soviétique a toujours été particulièrement active et brutale à l'égard des Ukrainiens, dont la foi de base est catholique, alors que l'Eglise orthodoxe officielle, l'Eglise orthodoxe ukrainienne, a toujours soutenu la pouvoir en place, est la seule à être tolérée — ce qui n'empêche pas, à ce moment, la persécution de croyants orthodoxes, — à condition de se consacrer moins à la religion qu'à son rôle d'élite moral à destination de l'étranger en matière de « lutte pour la paix ». Tout comme elle avait séjourné pendant la guerre Staline à galvaniser la population an-

exaltant abnégation et patriotisme.

Les moyens préconisés pour perfectionner les « méthodes de lutte contre les manifestations de nationalisme et de sionisme » concernent en réalité l'Eglise catholique ukrainienne clandestine et, au passage, les baptistes. Le texte confidentiel ordonne notamment pour les catholiques ukrainiens « des soins forcés » dans des établissements psychiatriques ou bien des inculpations « pour des actions criminelles » qui discréditeraient l'Eglise. Ce n'est pas bien nouveau. Qui e oublier le regard halluciné de Leonid Brejnevitch débarrassant en Occident après de longs « soins forcés » de ce genre ? Il avait été tellement drogué qu'il fallut de longues semaines avant de découvrir qu'il avait les yeux bleus et non pas noirs, tant ses pupilles étaient dilatées par les drogues administrées.

En tout cas, les consignes ont été suivies depuis juillet 1984, date du document : les condamnations en Ukraine se sont multipliées comme partout ailleurs. Quant au « Groupe d'initiative pour la défense des droits des croyants et de l'Eglise en Ukraine », créé en 1982, il a été traité selon l'instruction n° 81 du 28 mai 1984 mentionnée dans le document. Son fondateur, l'ouvrier Yosi Terella, est en prison depuis février 1985 tout comme son actuel président, Vasili Kobrine, arrêté en novembre 1984. L'activité du groupe est considérée par les autorités comme « antisoviétique ». Terella (né en 1943) avait été arrêté pour la première fois en 1962, sous le prétexte d'un délit de droit commun. En 1969, il fut relâché dans le camp où il purgeait sa peine, en 1972 on l'interna dans une prison psychiatrique. Relâché en 1976, il fut peu après placé à nouveau dans un hôpital psychiatrique, arrêté à nouveau en 1977 pour un motif politique et réincarcéré dans une prison psychiatrique où il resta jusqu'en 1981.

Étranger

MEXIQUE

Le neveu du grand Madero en campagne

Peut-on secouer au Mexique la lourde tutelle du parti dominant, celui dont le nom — l'ouïe partout ailleurs — juxtapose les adjectifs « révolutionnaire » et « institutionnel » ? Le petit neveu du grand Madero va s'y essayer en menant un combat électoral l'opposition de droite du PAN.

De notre envoyé spécial

Mexico. — « Le président n'a donné sa parole d'honneur que ces élections seraient démocratiques. C'est dans sa parole qui est en jeu. Nous verrons jusqu'où le régime est prêt à courir le risque de la démocratie, c'est-à-dire de perdre une élection. » Pour M. Pablo Emilio Madero, chef de file du Parti d'action nationale (PAN), comme pour les autres formations d'opposition, le scrutin de dimanche 7 juillet représente un important test pour l'avenir de l'ouverture timidement esquissée au Mexique.

L'œil clair, la chevelure blanche, le teint coloré, une petite moustache grise et une auréole de double menton, M. Madero porte bien sa soixantaine. Lié aux puissants milieux industriels de Monterrey et ingénieur de formation, c'est un homme du Nord. Réserve, il s'exprime posément et sans emphase.

M. Pablo Emilio Madero est aussi le neveu de l'illustre président Francisco Madero, « père de

la révolution mexicaine ». Cet héritier d'un nom prestigieux est à la tête de l'opposition de droite au tout-puissant Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Député du PAN de 1979 à 1982, il avait été son candidat à la dernière élection présidentielle, avant d'assumer la direction du parti en 1984.

Au Parlement, où le PAN dispose de cinquante et un députés sur quatre cents, M. Madero reconnaît que l'opposition « ne peut pas grand-chose pour changer l'orientation du pays ». Pourtant, sans nourrir trop d'illusions, il ne désespère pas de faire évoluer le système vers un meilleur respect du pluralisme. Fort de certains succès récents de son parti, il compte bien encore sensiblement améliorer ses positions et exploiter à son profit le mécontentement latent qui couve dans le pays.

« Une dicta-douce »

« Depuis quarante-six ans que nous luttons, dit-il, nous savons que nous sommes engagés dans une entreprise de longue haleine. Mais, par notre action, nous avons déjà obligé le gouvernement à rectifier le système. C'est la majorité de nos victoires n'a pas été reconnue. Mais nous avons gagné les maires des capitales de plusieurs États : Chihuahua, Durango, San Luis Potosí ou Hermosillo. Si les élections étaient vraiment libres, nous pensons que nous pourrions obtenir la majorité ou presque au Congrès. »

L'explication du maintien de l'hégémonie du PRI, parti domi-

nant, M. Madero la trouve dans les limites mêmes du système. « Bien entendu, admet-il, nous avons le droit de faire campagne et de présenter des candidats, mais il n'y a pas de tribunaux auxquels recourir en cas d'abus. Le PRI se sert de l'appareil d'État pour sa campagne. La presse est, en grande partie, à ses ordres. Il dispose de la télévision pour sa propagande et en empêche l'accès à l'opposition. »

Autre explication avancée par le dirigeant du PAN, « le recours à la fraude ». « En cas d'élections propres, explique-t-il, nous devrions être en mesure de l'emporter au moins dans les États de Sonora, Nuevo-Leon, Guanajuato, sur les sept sièges de gouverneur à pourvoir dimanche. Or certaines pratiques laissent déjà prévoir la fraude. »

Dans de telles conditions, qu'est-ce qui fait alors courir le PAN ? « Nous participons aux élections, répond M. Madero, parce que nous croyons en la voie électorale et pacifique, non dans la guérilla, et que ne rien faire serait pis. Certes, nous considérons que les règles actuelles du jeu sont partielles et injustes. Elles ne nous donnent pas la possibilité d'accéder au pouvoir. Mais nous pouvons faire campagne et tenter de convaincre la population de la nécessité d'un changement. Pour faire un jeu de mots que l'espagnol autorise, nous sommes pas dans une « dicta-douce » mais dans une « dicta-douce ». Si nous parvenons à maintenir notre pression, nous finirons par gagner, même si nous ne savons pas combien de temps cela nous prendra. »

Le chef de file du PAN s'anime lorsque nous lui demandons de définir son parti par rapport à la révolution. « Le PRI se veut le parti de la révolution ; mais c'est celui qui, en fait, trahit l'esprit de la révolution. La révolution, c'est fait pour le respect du suffrage universel, pour la terre et la liberté. Or, le suffrage effectif, le PRI l'accapare. La terre, il n'en reconnaît pas la propriété individuelle aux membres des communautés paysannes ; la liberté, il l'interprète à sa guise. Aujourd'hui, s'il vivait, mon oncle Francisco Madero serait certainement du PAN, car nous luttons pour les mêmes objectifs que lui. »

Le PAN est sans doute le principal bénéficiaire du mécontentement que suscite la crise économique, mais son programme demeure encore passablement vague pour offrir une véritable solution de rechange au PRI. A cette critique, M. Madero répond qu'il ne saurait « être plus concret tant qu'il n'arrivera pas au pouvoir ». Prenant le contre-pied du PRI sur certains points fondamentaux, il préconise l'école libre, la remise des terres communales aux paysans, la liberté syndicale ou l'interdiction de l'avortement. Il réclame aussi un meilleur équilibre des pouvoirs et une réelle décentralisation.

Ces idées qui lui reprochent son manque de pratique dans la gestion des affaires publiques, il rétorque que l'argument est la négation de l'idée même d'alternance démocratique. C'est pourquoi M. Madero estime que l'élection d'un gouverneur du PAN

aurait un immense impact dans l'ensemble du pays. « D'une part, cela encouragerait la mise dans l'impossibilité de l'emporter contre le PRI. D'autre part, le gouvernement y gagnerait en crédibilité à l'intérieur et pourrait ainsi récupérer une partie de la confiance qu'il a perdue. Si le Mexique prêche la démocratie en Amérique centrale, il est temps qu'il la pratique chez lui. »

Un souvenir encombrant

Idéologiquement, le PAN cherche à faire peau neuve et à se débarrasser du souvenir encombrant de certaines tendances autoritaires de ses fondateurs qui ne cachaient pas leur sympathie pour Franco. M. Madero réclame l'éti- quette qui veut attribuer au PAN ceux qui voient en lui « l'arrivée de l'ancien parti conservateur et de la tradition catholique mexicaine ». « Les conservateurs, déclare-t-il, sont ceux qui détiennent le pouvoir depuis cinquante-six ans et ne veulent rien changer. Dans nos principes, nous sommes d'accord avec la doctrine sociale de l'Eglise, mais nous ne mélangeons pas politique et religion. Sur le plan international, nous entretenons des relations respectueuses avec la démocratie chrétienne, sans appartenir à ce courant. L'Eglise ne nous appuie pas, elle dit simplement que le citoyen doit voter et penser par lui-même. »

M. Madero conteste vivement que le PAN soit le « parti des États-Unis », comme le prétendent certains de ses adversaires. « Nous avons toujours critiqué



PANCHO.

les ingérences de Washington dans les affaires du Mexique, par exemple quand le secrétaire d'État américain, Alexander Haig s'était entretenu avec M. de La Madrid pendant la campagne électorale. Le gouvernement, qui a toujours reçu l'appui des États-Unis, cherche à nous discréditer en exploitant le sentiment anti-américain de la population. Nous ne sommes pas anti-américains, nous sommes voisins et nous devons vivre en paix. »

Enfin, M. Madero qualifie de « mensonges » certaines affirmations des dirigeants du PRI qui ont soupçonné le PAN de se préparer à des actes de violence au moment des élections. « Nous n'avons pas d'armes, insiste-t-il. Pendant la révolution, un million de Mexicains sont morts pour défendre le mot d'ordre de « suffrage effectif ». En 1985, nous luttons pour la même cause. Le gouvernement doit reconnaître que la fraude n'est pas une voie pour sortir le pays de la crise qu'il traverse. »

JEAN-CLAUDE BUIRER.

GRANDE-BRETAGNE

Les sept joyeux espions de Chypre

Le procès défraie la chronique scandaleuse des journaux anglais, qui en ont vu d'autres. En garnison à Chypre, des « tommies » trop bien renseignés ont remis des documents confidentiels à des agents étrangers. En échange, l'argent, la drogue et le sexe. Et sur ce dernier point, l'ennemi n'a pas eu besoin de faire donner ses belles espionnes.

De notre correspondant

Londres. — L'aventure se passe à Chypre au sein d'un Orient réputé compliqué, troublant et dangereux, dans les parages d'une des stations d'écoute les plus secrètes du système de défense occidental. Mais des sans-grade insensibles à l'attrait et à l'importance de leurs fonctions s'y ennuient à mourir.

Chapitre premier : où l'on apprend qu'un jeune soldat britannique cède aux avances d'un Arabe qui se fait appeler « John » et prétend être marchand de légumes tout en négociant le haschisch. Chapitre deuxième : où notre héros, saisi par la débâcle et le chantage, entraîne ses camarades dans des soirées très particulières sur un balcon de la caserne. Chapitre troisième : où des documents ultra-confidentiels disparaissent dans la pénombre d'un night-club. Le Chiquito. Chapitre quatrième : où l'on découvre qu'un homosexuel court à sa perte du fait de sa conversion dans les bras d'une danseuse philippine. Epilogue : les protagonistes se retrouvent à Londres sous les lambris d'un prétoire de l'Old Bailey pour répondre de leur trahison.

Avec tant d'exotisme et de rebondissements quelque peu rocambolesques et désuets, ce pourrait être un feuilleton d'autrefois — l'électronique en moins. Étant donnée la liberté de mœurs des principaux personnages, on pourrait aussi penser au scénario d'un roman érotico-policier pour bibliothèques de gare ou à celui de l'une de ces « porno-videos » que l'on sert aux amis après le cigare ou le « joint ». Mais il

convient de prévenir le lecteur en lui rappelant que la vérité dépasse parfois la fiction et en lui précisant que tous les éléments de ce résumé sont rigoureusement authentiques selon un dossier d'accusation qui peut conduire les sept personnes qu'il vise à la détention à perpétuité pour espionnage. Ce devrait être pour ce « genre d'affaire » le procès le plus long de l'histoire britannique. Les audiences ont commencé le 10 juin, et le verdict n'est pas prévu avant l'automne.

« Des dommages incalculables »

Qu'on ne s'y trompe pas, les accusés ont beau avoir fait preuve de si peu de sérieux que leurs agissements prêtent à sourire, les conséquences de leur faute passent pour être des plus graves. En ouvrant les débats, le procureur, M. Michael Wright, a déclaré qu'ils avaient « transmis à des agents étrangers certains des secrets militaires les plus précieux de ce pays », et il a ajouté : « Le dommage est tout à fait incalculable. » Sur ce, on n'en saura pas davantage, car le huis clos est désormais imposé lors de la plupart des audiences à chaque fois qu'il peut être question de la nature des informations qui ont été très régulièrement divulguées pendant deux ans au profit d'une puissance dont l'identité n'est pas formellement établie, mais M. Wright a indiqué que « les accusés eux-mêmes, interrogés à ce sujet, ont dit être convaincus que c'était l'Union soviétique ».

Avant d'être arrêtés en février 1984, les sept militaires, hommes du rang ou sous-officiers, étaient employés au centre des transmissions d'Ayios-Nikolaos, qui fait partie de l'une des deux grandes bases que possède l'armée britannique à Chypre, au sud de l'île. Là, en un point névralgique du globe, non loin des côtes libanaises ou libyennes, à mi-distance de ces couloirs très fréquentés que sont le Bosphore et le canal de Suez, se dressent sur des hectares de maquis de multiples antennes qui « écoutent ». Ces installations, sans cesse perfectionnées, forment une grande oreille tendue tous azimuts vers l'ensemble de la région. L'oreille très fine des équipements de la station peut capter

jusqu'aux riviages du Golfe ou aux confins soviétiques de la mer Noire, jusqu'en Iran et même au-delà — l'Afghanistan — d'autant mieux qu'elle peut recueillir les informations d'avions ou de satellites espions.

Un soir de février 1982 donc, Geoffrey Jones, vingt et un ans, est abordé dans les rues de Larnaca par un personnage qui se présente sous le nom de John, se dit saoudien et prétend être commerçant en primeurs. Celui-ci invite le jeune militaire à passer un moment avec des amis. On boit, on « fume », et Jones a tôt fait de participer à des ébats entre hommes. Dès le lendemain, il apprend de son hôte qu'il devra fournir des renseignements sur son travail, sous peine de voir ses supérieurs avertis de ses activités nocturnes. « John » affirme avoir

conservé les preuves (sous-entendu des photos) de ce qui s'est passé au cours de la soirée précédente. Les semaines suivantes Jones commence à fournir des documents dont il a la charge et les dissimule comme convenant dans les toilettes du bar Le Chiquito. Mais les informations qu'il procure sont jugées insuffisantes. John exige de sa victime qu'elle recrute d'autres collègues du centre. Jones s'exécute et devient ainsi à son tour maître chanteur.

Souvent, sur un balcon des quartiers de la base, précise le dossier, il organise des « parties » avec des camarades sélectionnés selon leur penchant et leur emploi, puis il les soumet aux mêmes menaces qu'il a subies. Le réseau est constitué. Il fonctionne sans éveiller la moindre suspicion pendant vingt-quatre mois.

Tout aurait duré les « parties de l'escadron ». Dans le jargon des participants, ces divertissements sont baptisés « splashes », un terme que le tribunal a jugé intraduisible en bon anglais. Certains jurés auront parachevé leur éducation en apprenant avec surprise que les plaisirs étaient assez variés pour être bisexuels. L'un des membres du réseau qui s'est marié entre-temps a déclaré, lors de ses aveux, qu'il mis son épouse à contribution sous l'effet du chantage exercé par le reste de la bande.

« Cherchez la femme »

Curieusement, c'est lorsque Jones tombe amoureux d'une certaine Joëlle, artiste de cabaret d'origine philippine, que ses supérieurs, au début de l'an dernier, commentent enfin à s'inquiéter de sa vie privée. « Cherchez la femme » est l'une de ces expressions françaises dont les Britanniques font grand usage. Un responsable des services de sécurité de la base s'est conformé à cet adage sans savoir qu'en l'occurrence il est assez inapproprié, mais il lui permettra quand même de confondre finalement tout le groupe. Il s'étonne que Jones, qui a fini son temps à Chypre, veuille s'y attarder alors que d'ordinaire les militaires britanniques s'empressent de rentrer au pays. Interrogé sur sa liaison avec Joëlle, Jones va « craquer » et révéler ce que l'on ne soupçonnait pas. Lui et ses camarades seront arrêtés en février. Sur les destinataires des nombreuses informations qu'ils ont communiquées, ils ne seront pas en mesure de donner d'utiles indications — si ce n'est que le fameux « John », qui n'était qu'un intermédiaire, était en rapport avec un individu dénommé « Papa Artine », un imprésario chypriote, et un mystérieux « Alex », alias Alexei Konstantin, supposé être officier du KGB. Tous deux ont disparu.

Lors des premières audiences, le procureur a déclaré, à propos des accusés : « Leurs récompenses étaient l'argent, la drogue et le sexe. Il semble qu'il ne soit aucune motivation idéologique ou politique. » Pour l'accusation, il n'y a guère que « l'ennui » pour expliquer la

« disponibilité » des sept soldats. En Grande-Bretagne où les grandes affaires d'espionnage n'ont pas manqué ces dernières décennies, cette analyse est particulièrement appréciable. Elle signifie que les temps changent, de même que les méthodes de l'adversaire. Finie l'époque de ces universitaires marxistes qui, ayant de hautes fonctions, ont dans les années 50 ou 60 servi l'Union soviétique avec plus ou moins de conviction. Les Guy Burgess, Donald Maclean, Kim Philby ou encore Sir Anthony Blunt, critique d'art de réputation internationale, attaché à la cour, dont la trahison n'a été révélée qu'en 1979 alors qu'il était passé aux aveux dès 1964.

L'an dernier, les Britanniques ont découvert un cas que l'on pourrait appeler de transition, celui de Michael Bettaney, un cadre du service de contre-espionnage (MI 5), un personnage fait sinon ridicule, et par là même inquiétant étant données ses responsabilités. Bettaney voulait travailler pour les Soviétiques. Mais ceux-ci ont refusé son offre, faisant en quelque sorte preuve de plus de discernement que les dirigeants du MI 5. Certains soirs d'ivresse, Bettaney traînait dans les rues de Londres en clamant qu'il était un espion ou un traître.

Le procès actuel tend à le confirmer, l'adversaire emploie maintenant des subalternes avec un côté minable, qui ne savent pas très bien ce qu'ils font ni ce qu'ils fournissent, mais dont les informations, par recoupements avec celles d'autres sources, peuvent s'avérer éminemment précieuses.

La trahison des sept jeunes gens ne peut qu'inciter les autorités britanniques — ou d'autres — à réviser leur système de sécurité dans les secteurs les plus « sensibles ». Comment, pendant deux ans, la joyeuse vie menée par ces gars, dans l'insouciance même de leur lieu de travail, n'a-t-elle pas attiré l'attention de leurs chefs ? La « scène du balcon » et d'étranges va-et-vient dans une base considérée du plus haut intérêt stratégique auraient sans doute dû être considérées avec davantage de vigilance que la soudaine attraction de Jones pour la belle Joëlle.

FRANCIS CORNU.



SERGUI.

France

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Une querelle momentanément réglée

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, se sont rencontrés en tête-à-tête, à l'hôtel Matignon, vendredi après-midi 5 juillet, à la veille du comité directeur du PS, qui a, ce samedi, évoqué leur différend. On indiquait, vendredi, dans l'entourage du premier ministre, que la conversation entre les deux hommes (qui s'étaient déjà vus la veille lors d'une réunion entre M. Fabius et les principaux dirigeants socialistes) s'est « très bien passée ». Il n'y aurait ainsi « plus de problème ». A l'hôtel Matignon, on rappelle aussi que M. Fabius n'avait jamais accédé lui-même l'idée d'un conflit avec M. Jospin. Le premier ministre, en déplacement à Strasbourg, ne devait pas apparaître au comité directeur.

Après le jugement rendu par M. Mitterrand à Saint-Brisson (le Monde du 23 juin), il semble qu'une clarification ait bien eu lieu.

M. Jospin a soumis au comité directeur un texte ne gênant personne et ayant vocation à être voté par la quasi-totalité du comité directeur (les rancœurs avaient déjà fait savoir qu'ils ne voteraient probablement pas le texte du premier secrétaire).

Cette démarche, qui visait à régler le conflit en douceur, semblait largement admise mais ne faisait pas, néanmoins, l'unanimité. M. Gaston Defferre, qui

avait prononcé à Marseille, le 14 juin, un hommage remarqué à M. Fabius, devait être présent au comité directeur, ce qui est inhabituel. Or M. Defferre n'était pas favorable au dépôt d'un texte.

Les négociations internes se sont poursuivies, par ailleurs, vendredi 5 juillet, à propos de la constitution des listes socialistes pour les élections. Ces négociations n'ont pas abouti et il semblait difficile, samedi matin, que le comité directeur puisse, le cas échéant, adopter, à l'unanimité, une procédure de désignation des candidats.

Le courant A (mitterrandiste) et les courants minoritaires du PS entretiennent, à ce propos, un dialogue de sourds. Comme M. Jospin l'avait fait jeudi (le Monde du 6 juillet), les responsables de la majorité du PS ont réaffirmé que les courants retrouveraient dans le groupe parlementaire de 1986 les proportions qui étaient les leurs dans celui de 1981. Mais ils demandent du temps pour régler les difficiles problèmes internes du courant A. Les minoritaires refusent de croire sur parole les miterrandistes et veulent que les majoritaires passent tout de suite des intentions aux actes.

La réunion du comité directeur a débuté, comme à l'accoutumée, par la lecture du rapport d'activité de M. Jean Poperen, numéro deux du PS.

LES CONTACTS DU GOUVERNEMENT AVEC LES ACTIVISTES GUADELOUPEENS

M. Lemoine parle de « politique-fiction »

Le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, M. Georges Lemoine, qui effectue en ce moment une visite officielle à la Réunion, a réagi, vendredi 5 juillet, aux révélations de Luc Reinette sur les contacts engagés en 1984 par certains élus de la gauche locale et des émissaires du gouvernement avec les dirigeants de la branche la plus active du mouvement indépendantiste antillais. Il a affirmé que si l'avocat Christian Charrière-Bournazel s'était effectivement rendu en Guadeloupe, à l'époque, pour y rencontrer Luc Reinette, c'était dans le cadre d'une action de justice et muni d'une lettre de son bâtonnier.

« Tout le reste, a-t-il dit, est de la politique-fiction. »

A Paris, le Comité de soutien aux prisonniers politiques de Guadeloupe a affirmé, au contraire, que « jamais M. Charrière-Bournazel n'a été contacté par Luc Reinette ou tout autre prisonnier politique guadelou-

péen et n'a fait partie du collectif des avocats de la défense ou sollicité d'en faire partie ». « Ainsi, selon ce comité, aucune raison professionnelle ne peut expliquer les contacts que M. Charrière-Bournazel reconnaît avoir eus avec Luc Reinette. »

Le député communiste de la Guadeloupe, M. Ernest Moutoussamy, a reconnu, à son tour, vendredi, avoir eu à l'époque une conversation téléphonique avec « un interlocuteur qui s'est présenté comme étant Luc Reinette ».

Au nom de l'opposition, M. Camille Petit, député RPR de la Martinique, souligne, à son tour, dans une question écrite, que « les faits rapportés sont tellement graves et suscitent une telle émotion dans les Antilles françaises que le gouvernement ne peut différer une déclaration à ce sujet ».

M. Jean Poperen : les communistes affaiblissent la gauche

A propos de la situation économique, M. Jean Poperen note : « Les plus récents indicateurs signifient que nous continuons de progresser dans la voie de l'assainissement économique, mais au fur et à mesure que nous progressons, les marges nous sont plus mesurées. » « Pour le moment, ajouta-t-il, les efforts de la nation et d'abord du monde du travail, ne se sont pas retrouvés dans le mouvement des investissements, des créations d'emplois. »

Après avoir dénoncé le comportement du CNPF, le numéro deux du PS affirme : « La droite (...) a annoncé la couleur (...) la droite revient (au pouvoir), la France entrerait dans une phase de réaction sociale et politique systématique, sans précédent sans doute depuis Vichy (...) ». Ce serait « le retour en arrière », avec la volonté de défaire (...) les garanties des travailleurs (...), la Sécurité sociale (...), la garantie des salaires (...), la justice fiscale (...), la victoire contre l'inflation (...), le progrès industriel. Quelles que soient les disputes parfois spectaculaires entre les chefs de la droite, et dont il serait dangereux que la gauche espère tirer un avantage décisif, les forces de la droite, et d'abord sur le terrain, sont profondément unies dans cette volonté de réaction, par l'impatience de la revanche. »

M. Poperen critique aussi la direction du Parti communiste en notant : « Comme aux pires époques

de son histoire, la PCF désigne les socialistes comme [ses] adversaires principaux. Délibérément les dirigeants communistes affaiblissent la gauche, ils agissent comme s'ils voulaient créer les conditions d'un succès de la droite. »

M. Poperen souligne que « cette conjonction n'est pas favorable au renforcement de la confiance dans l'action du gouvernement, dans le PS » et que les socialistes ne peuvent « trouver réconfort » dans le fait que « la confiance ne grandit pas envers les formations de la droite ». Selon lui, le « résultat global de ces mouvements d'opinion est « une évidente désaffection vis-à-vis de l'action politique en général et de ceux qui l'animent ».

La question des équilibres de courants est l'un des éléments les plus complexes avec lesquels doivent compter les socialistes. Les courants minoritaires s'en tiennent à l'accord sur le respect des proportions de chaque sensibilité dans l'actuel groupe parlementaire : maoïstes et rocardiens ont une cinquantaine de députés, le CERES un peu plus d'une trentaine. Le maintien des rapports de forces actuels donnerait plus de poids au groupe parlementaire le plus probable après mars 1986, une trentaine de députés pour les amis de M. Mauroy comme pour ceux de M. Rocard, une vingtaine pour ceux de M. Chevènement.

Accusé des trois courants, pour le moment, n'obtient son chiffre théorique. Les moins mal lotis semblent être maintenant les amis de M. Mauroy. A dix-neuf sièges, il manque encore au rocardien une dizaine de députés. Quant au CERES, il ne signera pas un accord qui ne lui garantirait pas sept à huit députés en région parisienne, où il a douze sortants. Il se voit pour le moment quatre ou cinq.

Un rocardien fait valoir, avec une certaine amertume, que le courant A (mitterrandiste) gagne pour le moment près de 10 points d'un coup, passant d'une petite majorité à 61 % du groupe parlementaire, tel qu'il est prévu. Sans nier ce chiffre, un membre de l'appareil du courant A réfute l'idée d'une volonté hégémonique des miterrandistes. Pour lui, c'est l'écoulement des secteurs à prendre en compte qui limite l'application de la règle arithmétique des proportions. Plus que d'une volonté de puissance du courant A, les minoritaires seraient, selon cette analyse, victimes de « pesanteurs » incontournables.

La tenacité que mettent les rocardiens à demander rente des députés, comme l'insistance avec laquelle les miterrandistes refusent, pour le moment, tient sans doute à un certain type de « pesanteur » : trente, c'est le chiffre qui permet de constituer un groupe parlementaire.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Les missions de M. Charrière-Bournazel

On l'imagine assez, emmitouflé dans un de ces costumes de bonne coupe qu'il affectionne, son indélébile et son papillon vissé au col, partant à la rencontre de Luc Reinette, cerveau présumé de l'Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC), mouvement clandestin s'il en est. Oui, on imagine cet avocat talentueux aux rondeurs de notable se glissant dans la nuit guadeloupéenne, direction région des Abymes, en mai 1984, et région de Baie-Mahault, en juillet de la même année, pour aller converser avec l'impétueux et intrinsèque Reinette. Et l'on imagine aussi l'irritation de M. Christian Charrière-Bournazel qui assiste aujourd'hui, impuissant, au défilé public par ledit Reinette de ces contacts supposés il y a un an si secrets.

Pourtant, c'est juré ! M. Charrière-Bournazel ne parlera pas. Lui, il ne déroge pas aux règles qu'il s'est une fois pour toutes imposées. Plein bryllement sous les projecteurs au moment où il s'y attendait le moins, il repousse tous les micros d'un de ces beaux gestes du bras que l'on fourbit dans le prétoire.

L'Association pour le référendum

A-t-il évoqué avec Reinette la libération des nationalistes guadeloupéens emprisonnés ? A-t-il amorcé une négociation sur l'autodétermination des Antilles françaises ? Non comment. Fut-il messager de haut vol ou émissaire du gouvernement ? Seule cette dernière question lui orna le début de réponse : « Je l'ai rencontré en tant qu'avocat, à la demande d'un avocat de Reinette, après en avoir référé à mon bâtonnier. » Cet homme de trente-neuf ans n'en dit pas plus.

Ce minicoup de tabac guadeloupéen doit lui rappeler que la prudence est décidément un art difficile, sinon impossible, et que la chance ne le poursuit pas de ses assiduités lorsqu'elle lui offre des missions délicates. Serait-il, en ces affaires-là, malade, dépressé, lui le « pro ».

En tout cas, les étés sont durs pour M. Charrière-Bournazel. N'était-il pas, voilà tout juste un an, alors que la gauche se remettait fort mal d'un printemps aux couleurs de l'école « libre », propulsé secrétaire général de l'Association pour le référendum sur les libertés publiques ? Ne signait-il pas un beau texte paru dans le Monde le 1^{er} août sous le titre : « La consultation du peuple est juste et nécessaire » ? Mais voilà... Sous l'initiative généreuse, l'opposition ne voulait voir qu'une « manipulation du pouvoir ».

Ni brouillon ni pressé

Mais n'anticipons pas. Ce passionné des questions de propriété littéraire et artistique et du droit de la presse n'est ni brouillon ni pressé. A le voir pleider avec précision et sérénité au palais, on mesure qu'il possède la force de ces hommes sûrs de leurs qualités. On l'a vu défendre M. Philippe Alexandre, éditeur-éditeur à RTL, contre M. Jean-Baptiste Daumeng, PDG de la société Interagra, surnommé le « milliardaire rouge », vu aussi aux côtés d'une journaliste de l'hebdomadaire La vie contre M. Maurice Papon.

Les belles affaires ne lui ont pas manqué. Citons encore la défense assurée avec M. Dumas,

de M. Roger Delpey, confident de l'ancien empereur centrafricain Bokassa, et celle de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, accusé en 1983 par Minute de concussion dans des opérations immobilières à Chertres. M. Charrière-Bournazel, d'ordinaire si pondéré, fut alors vivement dénoncé « la mécanique de la calomnie » et faire condamner l'hebdomadaire.

Courtois, d'une « jovialité distinguée », selon le formule d'un ami, et secret, cet avocat s'est également forgé un rôle de conseil auprès de M. Ahmadou Ahidjo, ancien président camerounais, et tout récemment, en marge de la polémique autour du film de Mosco. Des « terroristes » à la retraite, auprès de M. Lucienne Goldfarb accusée par certains des survivants du groupe Manuchian d'avoir contribué aux arrestations de mars 1943.

Un radical

Le rythme de ces affaires ne l'a pas pour autant découragé de la défense des droits de l'homme. Et la politique reprend indirectement ses droits. En 1981, il assiste, en tant qu'observateur, au procès du premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Maroc. Avec plusieurs confrères il représente des organisations juridiques internationales et catholiques. D'autres missions l'avaient précédemment conduit dans ce pays du Maghreb qu'il connaît bien. De même s'est-il rendu à plusieurs reprises en Turquie.

Avocat d'anc. Avocat toujours. Mais l'engagement, même pondéré, parce souvent. Cosignataire avec quarante confrères d'un texte opposé à la loi dite « sécurité et liberté », proposée naguère par M. Alain Peyrefitte alors garde des sceaux, il est membre du comité de soutien à M. Mitterrand en 1981. Cet engagement, encore relativement discret, fait place en 1984, on l'a vu, à une position stratégique au sein de l'Association pour le référendum sur les libertés publiques.

Socialiste ? Ce n'est pas un militant. Compagnon de route ? Sans doute. Un radical, résumé ses pairs. Un catholique de surcroît, qui s'était plu à faire l'éloge, lorsqu'il fut reçu premier secrétaire de la Conférence du stage au barreau de Paris, de Georges Izard (1903-1973), qui fut tout à la fois écrivain, député, résistant, avocat, cofondateur de la revue Esprit et académicien. L'histoire ne dit pas si ce modèle, intellectuel et homme d'action, avait du goût pour les missions difficiles, voire périlleuses.

LAURENT GRELSAMER.

LA CONSTITUTION DES LISTES ÉLECTORALES

Le jeu des chaises musicales...

Le jeu des chaises musicales est en ce moment l'oeuf des principales activités des dirigeants socialistes. Mais aucun d'eux ne trouve drôle de devoir s'y livrer pour constituer les listes électorales du PS. Difficile, pourtant, de faire autrement : le nombre de candidats est largement supérieur à celui des sièges à pourvoir, à fortiori à celui des places assurant une élection sans problème.

L'hypothèse de travail de l'état-major du PS repose sur l'élection d'un peu moins de 170 députés socialistes en 1986, soit une centaine de moins qu'aujourd'hui. En outre, la volonté d'ouvrir les listes à quelques personnalités extérieures diminue d'autant le contingent. Les quelques sortants qui ne se représentent pas fournissent, à l'inverse, un tout petit peu d'oxygène.

Dans les départements où les socialistes disposaient de tous les députés, le couperet de la proportionnelle est tombé : les socialistes détenaient les 2 sièges du Territoire de Belfort. La proportionnelle ne leur en donnera plus qu'un. Il sera pour M. Jean-Pierre Chevènement. Exit M. Raymond Forni.

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, il faudra choisir entre un notable, M. François Massot, avocat élu sous l'étiquette MRG en 1981, comme en 1978, lorsqu'il avait succédé à son père, mais passé depuis au PS, et M. André Belton, un polytechnicien, venu au PS dès le congrès d'Epineux, qui allie militantisme et technicité. Un choix qui sera révélateur de l'image que voudront se donner les socialistes.

Dans l'Indre, M. Michel Sapin, un jeune rocardien qui a largement fait ses preuves à l'Assemblée nationale depuis 1981, sait qu'il ne peut espérer rivaliser, pour la seule place gagnante, avec M. André Leignel, miterrandiste et trésorier national du parti.

Trois cas où aucun des « battus d'avance » n'a démissionné, et devrait donc être « recasé ». Il y en a d'autres. Avec les ministres qui cherchent un point de chute et les membres de l'appareil en quête d'un siège, il y a surabondance de candidats à la candidature, qui se rabattent sur les départements présomés accueillants.

Certains font un véritable tour de France. M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS, qui n'est pas député, aurait ainsi un pied dans les Hauts-de-Seine, un autre en Haute-Savoie. On évoque, pour M. Jack Lang, le Vercors, après avoir envisagé la Meurthe-et-Moselle...

Mais les places disponibles sont rares. Seuls six départements n'ont aucun député sortant de gauche (Haute-Loire, Luzerne, Maioc-et-Loire, Meyenne, Orne, Haute-Savoie). Le PS peut espérer gagner là quelques élus, mais bien peu. En revanche, dans vingt-sept départements, les sièges sont entièrement délaissés par des socialistes ou des radicaux de gauche. Il faudra y laisser de la place pour l'opposition.

Autre aspect de la question : les têtes de liste. L'un des cas douloureux est celui du Rhône, où MM. Charles Hernu, ministre de la défense, et Jean Poperen, numéro deux du PS, peuvent chacun prétendre à la première place. Il est difficile d'expliquer à l'un des deux, quel qu'il soit, que l'autre doit être coté parce qu'il drainera plus de voix.

Le cas de Paris

Si la question de la tête de liste est réputée réglée pour Paris, — ce devrait être M. Jospin suivi de M. Quilès — la capitale représente un tel concentré de difficultés que son cas a été « réservé ». Paris compte aujourd'hui douze députés socialistes et n'en retrouvera que quatre à cinq en 1986, compte tenu aussi de la diminution du nombre de sièges attribués à la capitale. Or, parmi les douze sortants, figurent des hommes tels que MM. Bertrand Delanoë, Claude Estier, qu'il est hors de question de « laisser tomber ». Mais comme Paris est une place forte du CERES, les amis de M. Chevènement doivent trouver leur compte. On pensait ainsi à M. Michel Charzat en position d'éligible. M. Georges Sarre, autre figure du CERES aurait pu opérer un rétablissement au Sénat, tandis que M. Edwige Avice, elle aussi membre du CERES, aurait retrouvé une place qu'elle a déjà su conqui-

France / société

L'INCUPLATION DE CHRISTINE VILLEMEN

La solitude du juge d'instruction

(Suite de la première page.)

Et puis, petit à petit, en décortiquant les déclarations de Christine Villemén, en vérifiant tout, les notes de téléphone, un bloc de papier à lettre, en accumulant ainsi les présomptions, en soulignant les invraisemblances, les enquêteurs arrivent à une conviction et à des certitudes. Leur rapport de synthèse désigne une seule personne : Christine Villemén.

Cette thèse, cette conviction, M. Lambert l'a aura faite siennes. Non sans avoir réfléchi à deux fois. Non, diront ses proches, sans qu'il y perde le sommeil et y trouve quelques minifs d'angoisse. Il faut, d'une certaine manière, beaucoup de courage, ou beaucoup d'inconscience, pour inculper d'assassinat Christine Villemén. Elle n'était jusqu'à présent que la mère éplorée d'un enfant jeté à la Volange, l'épouse d'un homme emprisonné pour

avoir tué l'assassin de leur enfant - et une femme enceinte de six mois.

Il faut tout cela, ou peut-être davantage : un compte, ce compte que le juge Lambert aurait à régler avec lui-même, bref, la vérité, pour que Bernard Laroche, l'heure victime, ne passe pas par profits et pertes d'une justice dangereusement tatonnante.

M. Lambert a délivré un mandat d'amener, vendredi matin. Les policiers de Nancy sont allés chercher Christine Villemén à l'endroit le moins fait pour une arrestation, le mieux choisi pour dérober la meute des photographes : en prison.

A 14 h 30, Christine Villemén s'est présentée à la maison d'arrêt de Saverne pour rendre visite à son mari incarcéré là. Elle était souriante. Une demi-heure plus tard, elle en sortait, sans

menottes, dans un véhicule de la PJ. A 16 h 30, accompagnée de son avocat, M. Geraud, elle était présentée à M. Lambert. Elle entendait notifier l'inculpation d'assassinat et se voyait placée par le magistrat sous mandat de dépôt. Elle était ensuite conduite à la maison d'arrêt de Metz, écrouée et, immédiatement après, examinée par un médecin.

A ciel ouvert

M. Lambert, seul, dans toute sa solitude, avait décidé de la mesure d'écrou. Le parquet général de la cour d'appel de Nancy était, semble-t-il, d'un autre avis et aurait souhaité, après la notification de l'inculpation, une mesure de placement sous contrôle judiciaire.

M. Geraud, lui, devait immédiatement déposer une demande de mise en liberté de sa cliente avant d'affirmer : « L'irréparable vient d'être commis ».

D'une certaine manière, le mot est exact. Quoique un peu tardif. L'irréparable a depuis longtemps été commis dans cette affaire. Irréparable, la mort d'un enfant jeté à la rivière. Irréparable, le meurtre d'un homme. Bernard Laroche, coupable, aurait mérité un jugement. Innocent, il ne devait pas être jeté ainsi en pâture à l'opinion publique, à la vengeance d'un père fou de douleur ou d'un mari malade d'interrogations.

Irréparable enfin et presque insupportable, cette forme d'enquête, à ciel ouvert, dirigée depuis des mois contre Christine Villemén. Le 3 avril dernier, dans le petit cimetière de Jussarupt, Bernard Laroche était enterré.

M. Henri-René Geraud : « L'irréparable vient d'être commis »

M. Henri-René Geraud, avocat des époux Villemén, à sa sortie du palais de justice d'Epinal, a fait la déclaration suivante : « L'irréparable vient d'être commis. Les pressions d'une certaine presse ont été plus fortes que les procès-verbaux de gendarmerie et les accusations de Muriel ».

Jean-Marie et Christine Villemén, ce jeune couple irréprochable, travailleur, uni, heureux jusqu'au 16 octobre 1984 n'a pas réussi à convaincre.

Au moment où cette mère, portant en son sein le frère ou la sœur de Gregory, est jetée en prison, remonte à la mémoire les certitudes de l'avocat général de la cour d'appel de Nancy, qui, le 7 décembre 1984, déclarait : « Laroche est le criminel vraisemblable, l'inculpé, il est le criminel véritable. Tout concorde. Il faudrait très peu

de ceux, gens de police, de justice et de presse, qui étaient là autour de ce moment bien du mal à ne pas s'interroger sur le sens de leur enterrait et dont le juge d'instruction fera savoir par lettre, un peu plus tard, qu'il s'apprêtait à lui accorder un non-bis, tout avait été dit : son crime, sa famille, ses mobiles, la jalousie, son fils handicapé. Tout un Bernard Laroche coupable, sur un plateau, avec ses envies meurtrières et ses talents graphologiques de corbeau.

Bernard Laroche faisait un beau prisonnier assésin. Il en est mort. Voilà bien pourquoi l'idée que déjà le même traitement puisse être infligé à Christine Villemén - innocente ou coupable, les deux hypothèses sont également arrosées - est inadmissible. Alors ne disons pas qu'elle est, comment elle est, ce qu'elle est, ce qu'elle est, ne cherchons pas un introuvable mobile.

Des paroles de sagesse ont été prononcées vendredi à Epinal. Il est bien qu'elles l'aient été par M. Gérard Weizer, l'un des avocats de Marie-Ange Laroche : « Ce soir, mes pensées vont à la mémoire de Bernard Laroche et à sa famille. Le meurtre de Gregory ne peut rester impuni. Néanmoins, mon client a trop souffert des mouvements d'opinion pour que je n'appelle aux calmes et à la sérénité, conditions indispensables d'une bonne justice. Christine Villemén, doit aujourd'hui bénéficier des garanties des droits de la défense qui étaient refusées par certains au malheureux Bernard Laroche ».

PIERRE GEORGES.

A LA COUR D'AIX-EN-PROVENCE

Fausse factures de Marseille : huit peines aggravées en appel

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a aggravé, vendredi 5 juillet, les peines prononcées en première instance contre les huit principaux protagonistes de l'affaire dite des « fausses factures de Marseille ».

Les prévenus, dont une partie des peines avait été assortie du sursis au tribunal de Marseille (le Monde du 23 janvier), ont tous été condamnés, en appel, à des peines de prison ferme.

Les juges ont ainsi condamné Julien Zémour, inspecteur général des impôts à Nice, considéré comme l'instigateur du réseau de fausses factures, à huit ans de prison, Roger Salel, ancien secrétaire parlementaire et directeur de la société Chaferman, à six ans de prison, les dirigeants de sociétés, Jacques Venturi et Pierre Trac, à cinq ans de prison chacun, Domini-

que Venturi, Guy Halimi et Jacques Cohen à quatre ans de prison. Jules Diaz, directeur de banque, à deux ans de la même peine. De plus, Trac et Halimi devront payer un million de francs d'amende chacun, Zémour, Salel, Dominique et Jacques Venturi devront verser respectivement 700 000 F, 600 000 F, 80 000 F et 60 000 F d'amende.

L'affaire avait éclaté en juin 1982, au cours d'une enquête judiciaire qui tentait d'établir les causes de la mort de l'ancien directeur de la CPAM des Bouches-du-Rhône, M. René Lucet, retrouvé « suicidé » dans sa villa, le 4 mars 1982.

La brigade financière découvrait alors un important trafic de fausses factures - au détriment de la municipalité de Marseille - mis sur pied par un réseau de sociétés dites « taxis ».

En bref

Trafic de vidéo-cassettes à Paris : vingt-sept inculpations

Vingt-sept personnes viennent d'être inculpées à Paris de contrefaçon de marques en matière artistique, faux et usage de faux, escroquerie et recel, à la suite de la découverte par la gendarmerie d'un trafic de vidéo-cassettes contrefaites, écoulées à bas prix et sans facture dans des vidéo-clubs.

Neuf des inculpés sont détenus : il s'agit d'un des dirigeants de ce trafic, Dominique Battistelli, du photographe Christian Beylot et de l'inspecteur Henri Kleckner - qui ont réalisé les jaquettes de ces cassettes vidéo - du technicien affecté à la duplication, Jean-Luc Henry, et de cinq représentants se chargeant de la vente auprès des vidéo-clubs, Joseph Souffan, Alain Bémil, Patrice Maillard, Bernard Marcoux et Pascale Fichot.

Disparition d'un enfant : le ravisseur présumé remis en liberté.

Guy-Antoine Roméro, trente-cinq ans, ravisseur présumé de Ludovic Janvier, disparu en mars 1983 près de Grenoble, à l'âge de six ans, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, vendredi 5 juillet, sur décision du juge d'instruction, M. Marie-Claude Messinat. Arrêté et inculpé d'enlèvement le 15 mai dernier (le Monde du 25 mai), Guy-Antoine Roméro a toujours protesté de son innocence. Mardi dernier, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble avait refusé une autre demande de mise en liberté.

Afin de protester contre sa détention, Guy-Antoine Roméro avait entamé une grève de la faim le 13 juin. Très affaibli et ayant perdu 28 kilos, il avait été transféré, lundi dernier, à l'hôpital de la prison de Fresnes.

La propriété des œuvres de Jacques Lacan

Un jugement du tribunal de grande instance de Paris en date du 28 juin 1985 vient de rejeter la demande de M. Jacques Alain Miller, ex-directeur testamentaire de M. Jacques Lacan, de M. Michel Miller, ex-directeur université et des Editions du Seuil, qui avaient assigné en référé l'association Apres pour son bulletin *Scritura* (7).

Ce bulletin, vendu par abonnements, avait fait paraître un texte avec appareil critique à partir des notes, sténogrammes et enregistrements du séminaire 1960-1961 de Jacques Lacan sur « le transfert ». Il s'agissait de remettre à la carrière de diffusion de l'enseignement du psychanalyste.

Cette entreprise avait été attaquée par l'association testamentaire et par la fille (M. Judith Miller) de Jacques Lacan. Après un premier référé du 22 avril 1985, où les demandeurs avaient été déboutés, concluant d'avoir utilisé un faux contrat d'édition pour faire admettre leurs prétentions, M. Hugues Le Foyer de Costi, président du tribunal de Paris, lors d'un deuxième référé, a estimé que les droits de M. et M. Miller et du Seuil n'étaient pas établis et qu'ainsi le bulletin *Scritura* pouvait continuer son travail.

(1) Chez Danièle Arnoux, 47, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

Annulation d'une procédure de l'encontre d'un militant basque. Le tribunal de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) vient de prononcer la nullité de la procédure engagée à l'encontre de Jean-Pierre Sainte-Marie, inculpé après l'attentat contre la gendarmerie de Mauléon, le 20 janvier dernier.

Interpellé dix jours après le plastage, Jean-Pierre Sainte-Marie avait fait l'objet d'une procédure de flagrant délit et inculpé de « détentions d'armes et d'engins explosifs et participation à l'association de malfaiteurs ». Le groupe Iparakarak anquei il n'est reconnu appartenir (le Monde du 2 février). Le tribunal a fait état aux conclusions de ses avocats tendant à faire annuler la procédure, menée selon eux « sans indices préétablis et sans l'assentiment express de l'intéressé ».

Alerte à la bombe : un Boeing de British Airways dérouté. Un avion Boeing-737 de la compagnie British Airways assurait une liaison régulière entre Londres et Malaga (Espagne), a été dérouté, vendredi 5 juillet, vers 18 h 15, à la suite d'une alerte à la bombe. L'appareil, qui transportait soixante-quatorze personnes, équipage compris, s'est posé en urgence sur l'aéroport de Dijon (Yvetot-Villeneuve), et les passagers ont été évacués par les toboggans. Un appel téléphonique reçu au siège de la compagnie aérienne avait fait état de la présence d'une bombe dans l'appareil. Après une fouille de Boeing et des bagages effectuée par une équipe de sécurité britannique, les passagers ont quitté Dijon dans la nuit pour rejoindre Malaga à bord d'un second appareil de la British Airways.

Preuves et intime conviction

Un juge d'instruction ne travaille jamais que sous bénéfice d'inventaire. Au cours de l'instruction, ses décisions, du moins les plus importantes, sont susceptibles d'appel, soit du parquet (procureur et substitut), soit de l'inculpé, soit de la victime si elle est constituée partie civile pour avoir accès au dossier et, le cas échéant, en contester le contenu. Ces appels sont jugés par la chambre d'accusation.

Lorsque l'instruction est close, par une ordonnance du magistrat instructeur, c'est l'ensemble de son travail qui va être soumis à l'appréciation d'autres juges, ceux qui siègent en audience publique. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, reprendre l'instruction à son début.

Présomption d'innocence

Durant l'instruction proprement dite, les actes les plus connus du public sont les inculpations. Elles peuvent être prononcées pour deux motifs : parce que le juge « a l'intime conviction » que les preuves sont suffisantes, (article 427 du code de procédure pénale) ; ou bien pour protéger un témoin contre lequel, aussi, « existent des indices graves et concordants de culpabilité » (article 105 du code de procédure pénale).

Dans ce dernier cas, il s'agit d'une obligation. Car, à l'absence du témoin, l'inculpé est assisté d'un avocat qui prend connaissance du dossier. Pour les mêmes raisons, un témoin

peut demander à être inculpé. Quels qu'en soient les motifs, l'inculpation ne fait pas obstacle au principe de la présomption d'innocence qui ne tombe qu'au moment où intervient une condamnation définitive. De sorte que, mentionner l'inculpation de quelqu'un ne saurait en aucun cas constituer une diffamation.

Le juge apprécie librement les preuves qui lui sont fournies ou qu'il découvre. Il peut ne pas tenir compte de l'aveu, s'il l'estime peu vraisemblable. En effet, bien qu'il reste, dans les codes, la preuve par excellence, son crédit oscille.

Ca principe de l'intime conviction est surtout connu par le serment des jurés de cour d'assises : « Je loir ne demander pas compte aux juges des moyens par lesquels ils sont convaincus (...) Elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement (...) La loi ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ? » (article 353 du code de procédure pénale).

Mais ce principe vaut pour l'ensemble des juges (article 427 du code de procédure pénale), qui se prononcent librement, sous réserve de la vérification, par la Cour de cassation, que le juge ne s'est pas prononcé arbitrairement.

Ph. B.

Nouvelle agression contre un fourgon de la société Protecval : trois blessés

Un fourgon de transport de fonds appartenant à la société Protecval a été attaqué vendredi 5 juillet, en fin d'après-midi, sur l'autoroute de l'Est, à la hauteur de Mandelieu-La Napoule (Alpes-Maritimes). Les agresseurs ont fait stopper le véhicule, puis l'ont éventré en tirant au lance-roquettes. Ils auraient aussi tiré au pistolet-mitrailleur. Les trois convoyeurs ont été blessés : l'un d'eux, le chauffeur, M. Roger Mas-

soni, quarante-trois ans, est atteint gravement à la colonne vertébrale. Les malfaiteurs ont pris la fuite en emportant plusieurs sacs.

C'est le sixième fourgon de la société Protecval, dont le siège est à Marseille, attaqué depuis le début de l'année dans le sud-est de la France. Le 31 mai au nord de Marseille, des gangsters avaient déjà utilisé un lance-roquettes pour piller un fourgon de cette société. Les trois convoyeurs avaient été tués (le Monde daté 2-3 juin).

Carnet

Décès

M. Pierre Pflimlin, M. et M. Edouard Pflimlin, leurs fils Edouard et Thomas, M. Antoinette Pflimlin, M. et M. Gérard Prévost, leur fille Coline, M. Annie Heinrich, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marie-Odile PFLIMLIN, née Heinrich, survenu le 4 juillet 1985.

Les obsèques auront lieu le lundi 8 juillet, à 10 h 30, à la cathédrale de Strasbourg.

24, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg, 27, rue de Constantin, 75007 Paris, 127, rue Haxo, 75019 Paris.

M. Monique Crépin, sa mère, Sophie et Camille Lacarré, ses filles, Louis Plater-Zyberk, son époux, Les familles Van der Ecken, Chris, Plater-Zyberk, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

la comtesse ARX PLATER-ZYBERK, survenu accidentellement le 2 juillet 1985, à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 juillet, à 15 heures, à la paroisse du Sacré-Cœur à Croix-d'Ouchy, Lausanne (Suisse). Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris. Cet avis tient lieu de faire-part. « La Sologne », chemin de Ballègue, CH-1066 Epalinges Lausanne.

CONDAMNÉ EN PREMIÈRE INSTANCE POUR TRAFIC DE STUPEFIANTS

Le lieutenant-colonel Deveaux est relaxé par la cour d'appel

La dixième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jacques Seguin, a rendu, vendredi 5 juillet, un arrêt relaxant le lieutenant-colonel Roland Deveaux, que la seizième chambre du tribunal correctionnel avait condamné le 12 décembre 1984 à quatre ans de prison pour importation d'Egypte en France de 37 kilos de haschisch (le Monde du 19 février et du 27 mai 1985).

Le lieutenant-colonel Deveaux, mis à la disposition des observateurs des Nations unies pour la surveillance de la trêve au Liban (ONUST), avait été arrêté, au Caire, le 3 février 1983. La police égyptienne avait découvert deux valises portant des étiquettes à son nom et contenant respectivement 17 900 kilos et 16 690 kilos de haschisch. Condamné par la justice égyptienne aux travaux forcés à perpétuité, mais cette peine n'ayant pas un caractère définitif en raison d'un pourvoi qu'avait formé l'officier, ce dernier devait être libéré et renvoyé vers la France, où il fut alors inculpé et écroué avant d'avoir à répondre

de ces mêmes faits de trafic de stupéfiants.

Le lieutenant-colonel Deveaux devait alors contester la propriété des valises qui avaient entraîné sa perte. On retenait contre lui, à l'époque, un certain nombre de voyages qu'il avait effectués du Caire à Beyrouth et à Jérusalem, et qui n'entraient pas dans le cadre des missions officielles confiées à un observateur des Nations unies. L'accusation s'appuyait aussi sur le témoignage de collègues du lieutenant-colonel auxquels son comportement avait paru insolite et qui disaient l'avoir vu, au moment où il embarquait à Beyrouth pour revenir au Caire, près d'un chariot portant une valise avec une étiquette à son nom.

La cour d'appel a estimé que les voyages effectués par un officier chargé de lourdes responsabilités correspondaient à la liberté de mouvement qui doit être celle d'un homme n'obligeant de prendre ses distances en raison de ses fonctions. Et elle considère en outre que les témoignages invoqués ne prouvent pas que le lieutenant-colonel Deveaux ait transporté lui-même les valises remarquées.

Cependant, la charge essentielle qu'avait retenue le tribunal correc-

tionnel se fondait sur une expertise en écritures dont les conclusions présentaient le lieutenant-colonel comme le scripteur des étiquettes portant son nom et apposées sur les valises qui renfermaient le haschisch.

Sans contester l'expertise, la cour d'appel a fait droit à l'un des arguments du prévenu selon lequel n'avaient pu être parfaitement utilisées, par d'autres, des étiquettes effectivement remplies par lui à l'occasion d'autres voyages et qu'il lui était arrivé ensuite de jeter. Enfin, l'arrêt admet comme vraisemblable l'hypothèse qu'avait présentée le défenseur de M. Deveaux, M. Tony Dreyfus, et selon laquelle l'officier aurait pu être « victime » d'une manœuvre destinée à discréditer les observateurs français de l'ONUST, et plus particulièrement Roland Deveaux, qui, à l'époque, en était le responsable au plus haut niveau.

En définitive, conclut l'arrêt, la cour ne peut que constater l'existence d'un doute dont doit bénéficier le prévenu, doute que viennent confirmer les faits de service irréprochables du lieutenant-colonel Deveaux.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

سكدا من الأصل

TENNIS

Curren, service compris à Wimbledon

Après avoir éliminé McEnroe, le tenant du titre en quarts de finale, Curren s'est qualifié pour la finale internationale de Wimbledon en battant, sur sa lancée, Connors en trois manches. L'adversaire du néo-Américain, dimanche 7 juillet, ne devait être connu ce samedi en début d'après-midi la demi-finale Becker-Jarryd ayant été interrompue, vendredi par la pluie alors que les deux joueurs étaient à un set partout et un jeu partout dans la troisième manche, service à venir pour l'Allemand de l'Ouest.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - La foudre est tombée vendredi 5 juillet sur un chèque centenaire de Wimbledon, un peu avant le début des demi-finales du tournoi masculin. Jadis, les Romains auraient considéré cette manifestation céleste comme un présage. Connors n'est-il pas le vieux chèque du tennis ? A bientôt trente-trois ans, Jimbo tient toujours sa place au faite du classement mondial. McEnroe et Lendl, après Borg, ne l'ont pas déterminé à prendre sa retraite. Il a

essuyé toutes les tempêtes du tennis de ces quinze dernières années sans perdre sa verdeur. Des racides, Connors en a pris plus d'une au cours de sa longue carrière. Et spécialement à Wimbledon, où le jeu sur herbe s'apparente souvent au tout ou rien de la roulette russe. Pas plus tard que l'année dernière, McEnroe ne lui avait pas laissé faire plus de quatre jeux en finale. Mais parions que Connors se souviendra longtemps de la claque que lui a administrée Curren.

Connors, qui passe pour un des meilleurs renvoyeurs du circuit, a été aussi incapable que McEnroe de prévoir la trajectoire de la balle qui sortait de la raquette de l'ex-Sud-Africain. Celui-ci la frappe quand elle monte encore, à la manière de Tanner naguère. Mais il a une façon très personnelle de lâcher les genoux et de casser le poignet au moment de l'impact. Cela lui permet de donner les effets les plus insoupçonnés. Face à ce problème insoluble, Connors a largement perdu ses moyens : il s'est mis à commettre une quantité invraisemblable de fautes directes quand il était lui-même au service ; vingt-quatre au total.

Reste à savoir si Curren sera dans les mêmes dispositions en finale. S'il se prend à douter et que sa première balle de service ne passe pas, il redou-

viendra vulnérable. Or Becker et Jarryd, qui n'avaient pas réussi à se départager avant le retour de la pluie, sont véritablement des combattants. En changeant de côté au tie-break du deuxième set, ils ont failli se heurter plutôt que de céder le passage. Cela moutrait bien l'intensité d'un bras de fer qui devait s'achever samedi, avant la finale du simple dames.

ALAIN GIRAUD.

Les résultats du vendredi 5 juillet

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

Septième étape : Reims - Nancy (217,5 km). - 1. L. Wijnants (Bel.), 5 h 55 mn 7 s (moyenne 36,74 km/h) ; 2. L. Herrera (Col.), à 5 s ; 3. P. Wippen (P-B), m.t. ; 4. I. Gaston (Esp.), m.t., etc.

Classement général : 1. K. Andersen (Dan.), 40 h 5 mn ; 2. E. Vanderaerden (Bel.), à 40 s ; 3. G. Lemoine (E-U), à 1 mn 5 s ; 4. B. Hinault (Fra.), à 1 mn 5 s ; 5. S. Kelly (Irl.), à 1 mn 9 s ; etc.

TOUR DE FRANCE FÉMININ Cinquième étape : Liguy-en-Barrois - Nancy (102,4 km). - 1. J. Vanhuyse (Bel.), 2 h 33 mn 59 s (moyenne 39,9 km/h) ; 2. J. Longo (Fra.), à 14 s ; 3. G. Fleerackers (Bel.), m.t., etc.

Classement général : 1. J. Longo (Fra.), 10 h 23 mn 35 s ; 2. M. Canals (Ita.), à 32 s ; 3. V. Simonnet (Fra.), à 49 s ; etc.

Tennis

INTERNATIONAUX DE WIMBLEDON (Demi-finales)

B. K. Curren (E-U) bat J. Connors (E-U), 6-2, 6-2, 6-1 ; 5. A. Jarryd (Aust.) bat B. Becker (RFA), 6-2, 6-7, 1-1 (match interrompu).

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Rivalités

La septième étape Reims-Nancy a marqué, vendredi 5 juillet, l'échec des routiers-sprinters, qui imposaient leur loi depuis le début du Tour de France. Animée par le Colombien Luis Herrera, elle est revenue au Belge Ludwig Wijnants. Andersen conserve le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

Nancy. - Nous avons connu dans le Tour de France la rivalité Bobet-Robic, puis la rivalité Anquetil-Poulidor, et l'on nous promettait, cette année, le match revanche Fignon-Hinault. Nous sommes passés à côté. Dommage. L'épreuve, qui souffre de ses longueurs, aurait pu bien servir de ce piment.

En attendant un problème de duel au sommet qui pourrait se produire dans la montagne (pourquoi pas Hinault-Pascal Simon, Hinault-Herrera ?), nous avons dû nous contenter d'un affrontement entre les routiers-sprinters, plus marginal, mais aussi plus violent et infiniment moins noble. Lorsque la victoire est

en jeu, les puncheurs du vélo, capables d'émerger d'un peloton lancé à 65 kilomètres à l'heure, sont saisis d'une fureur de vaincre qui les conduit parfois à de regrettables excès.

Deux rivaux irréductibles, le Belge Vanderaerden et l'Irlandais Sean Kelly, semblent essentiellement préoccupés, dans ces conditions, de régler leurs comptes. Tous les coups sont bons ; ils s'entraident, ils se balancent, ils s'écartent de la main quand ils ne quittent pas leur trajectoire, ce qui leur a valu d'être déclassés l'autre jour à Reims. Dans cet exercice de haute voltige, Vanderaerden est passé maître. Cependant, son numéro n'émeut plus personne. Car il menace la sécurité de cent cinquante coureurs, et Bernard Hinault a publiquement dénoncé le danger.

Mais le Tour va pénétrer dans la montagne, et les arrivées massives au sprint seront moins nombreuses. D'autres hommes vont apparaître. Parmi eux, un certain Herrera, qui intrigue déjà ses adversaires. L'an passé, le jeune Colombien se contentait de grimper ; maintenant, il attaque sur le plat, et à Nancy, il a coupé l'herbe sous le pied des routiers-sprinters. Nul ne s'en est plaint.

JACQUES AUGENDRE.

DANS LES UNIVERSITÉS

L'informatique au secours des candidats à l'inscription

Bousculades, enrôlement, le cycle habituel de la course aux inscriptions dans les universités parisiennes est à nouveau à l'honneur. Si, en province, les délais accordés aux bacheliers pour s'inscrire dans les premiers cycles des universités sont assez longs, dans la région parisienne, depuis mercredi 3 juillet, date de la proclamation des résultats du baccalauréat, règne une certaine affluence. Dès le premier jour, les files d'attente se formaient autour de la vénérable Sorbonne ou rue d'Assas à Paris.

Mal informés sur les possibilités offertes par les treize universités parisiennes, ou attirés par des établissements aux noms prestigieux, les jeunes lycéens tentent d'obtenir un dossier à Paris-I ou à Paris-IV. Les capacités d'accueil dans ces établissements sont rapidement atteintes dans des disciplines très recherchées telles que les sciences économiques ou les langues étrangères appliquées (LEA). Jouant les samaritains modernes, des militants de l'UNEF indépendants et démocrates renseignent les bacheliers désemparés en planchant sur les claviers des minitel. Grâce à un réseau informatique qui relie les treize universités parisiennes, ils indiquent aux futurs étudiants la liste des places disponibles dans chaque établissement supérieur.

Il reste encore des places en LEA d'Orsay. lance Christian dans la cohue de l'étroite galerie de la Sorbonne. Deux jeunes filles autrises à Paris-IV demandent des renseignements sur cette université de banlieue, inconnue d'elles. - Nous venions de Versailles, explique la plus jeune, on souhaitait s'inscrire

ici, mais apparemment nous arrivons trop tard. - Munies de l'adresse de l'université de Paris-XII à Créteil, elles se précipitent vers le RER.

Les treize universités de la région parisienne offrent des capacités globales d'accueil suffisantes, surtout cette année où le nombre de candidats au baccalauréat a légèrement diminué. Au-delà du tumulte, chaque bachelier qui le désire devrait pouvoir s'inscrire dans une université, mais peut-être pas dans l'établissement de son choix. La liberté laissée à chaque étudiant, quel que soit son lieu de résidence, ainsi que l'autonomie des établissements de clore sans préavis ses registres comportent des contraintes.

SERGE BOLLOCH.

Des renseignements sur les capacités d'accueil des treize universités de la région parisienne sont communiqués par le recteur de Paris, aux numéros d'appel suivants : 354-56-44 pour les formations juridiques et économiques ; 354-56-75 pour les formations scientifiques ; 354-57-27 pour les formations linguistiques ; 354-56-44 pour les formations lettres et arts.

Nouveau président de la Conférence des grandes écoles. - M. Daniel Gourrès, directeur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, a été élu président de la Conférence des grandes écoles, instance qui rassemble les responsables de cent trente et une écoles d'ingénieurs et de gestion et des cinq écoles normales supérieures. Il remplace M. Pierre Laflitte, ancien directeur de l'Ecole des mines de Paris.

LES PRÉVISIONS TOURISTIQUES DE L'ÉTÉ

Saison tiède

Voitures révisées, cartes routières dans la boîte à gâteaux, billets de train composés, places réservées dans l'avion. Ils partent.

Combien seront-ils à circuler en France ou hors des frontières ? Quelle sera la manne qui se déversera dans les tiroirs-caisses des hôteliers, des voyagistes, des agences de location et des restaurateurs ? Le ministère du tourisme estime que des premiers chiffres pourront être donnés seulement à la fin-juillet. Les « perturbations » estivales, de la météorologie au cours du dollar, de la tension internationale à la situation économique, sont si nombreuses qu'il est très difficile d'avancer des prévisions. Les performances de l'été ne seront connues qu'au mois d'octobre.

Il existe cependant des tendances. Au cours des deux derniers mois, du 29 avril au 21 juin, 18 609 personnes ont demandé à l'ANIT (Agence nationale pour l'information touristique) des renseignements à propos de leurs vacances en France. Elles étaient 42 200 en 1984 sur trois mois. Les locations meublées ont, toujours selon les responsables de l'ANIT, suscité le plus de questions. Les régions Provence-Côte d'Azur et Aquitaine intéressent particulièrement les futurs vacanciers. On remarque également une forte demande à propos du Pays basque. Enfin, les stages sportifs, les fêtes et les festivals captivent les Français.

Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), 46 % des vacanciers - environ 13 millions d'entre eux - se tondront au bord de la mer. Les autres iront à la campagne (23 %), à la monta-

gne (16 %), dans une autre ville (8 %), ou participeront à des circuits touristiques (7 %).

Ensemble, ces actifs devraient dépenser plus de 100 milliards de francs selon une étude de la revue professionnelle. Répertoire des voyages.

Ni catastrophe ni euphorie

Ces déplacements massifs, concentrés sur deux mois, vont une fois de plus donner lieu à des drames, tant il est vrai que le sentiment de liberté procuré par les vacances engendre souvent précipitation et imprudence. Le COIA prévoit, pour cet été encore, quelque 3 000 tués sur les routes, 600 noyés, près de 100 accidents mortels en montagne.

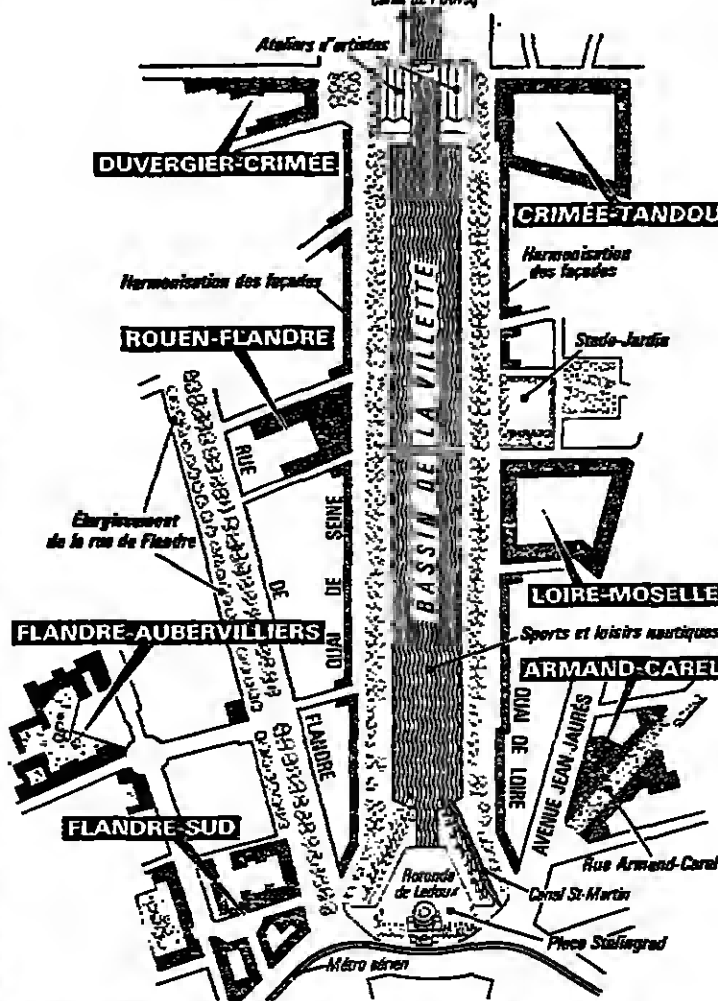
Fort critiques envers la gouvernance qui a décidé d'établir un nouveau contrôle plus serré des prix dans le secteur hôtelier, les professionnels se montrent pourtant « relativement » optimistes. Il est vrai que l'augmentation de plus de 10 % des étrangers venant en France, par rapport à la précédente saison, rétablit une situation difficile. Les Américains, aux poches pleines de dollars, permettent aux hôtels de luxe et aux prestations haut de gamme d'augmenter l'avenant avec sérénité. Il n'est pas de même pour les « deux étoiles », qui, comme l'année dernière, auront du mal à boucler leur budget. Nos compatriotes, moins fortunés, se rabattent sur les meublés, la maison familiale ou les terrains de camping. Les Américains iront donc à l'hôtel et les Français sous la toile de tente.

JEAN PERRIN.

LES GRANDS TRAVAUX DU MAIRE DE PARIS

L'axe liquide de La Villette

Dans quelques années, le quartier de La Villette, à Paris, sera sans doute aussi célèbre et aussi couru que les Champs-Élysées, le Champ-de-Mars et l'ensemble Forum des Halles-Baubourg.



Les sept zones identifiées par des lettres en caractères blancs sur fond noir représentent l'essentiel du programme de construction-réhabilitation.

construire le péristyle qui ornait sur cette face la rotonde de Ledoux et qui a été soigneusement démolie jadis.

« Bateau-lavoir »

Au-delà s'étend le bassin sur lequel navigueront, nous promet-on, des bateaux de promenade, les embarcations d'une école de canoë-kayak et de petits voiliers. L'aménagement des quais en promenade est déjà commencé. A l'exception de deux d'entre eux, les batardeaux qui l'encerment seront démolis au pro-

fit d'esplanades plantées d'arbres et d'aires de jeux. Au printemps prochain, les habitants du quartier bénéficieront d'une innovation qui bouleverse quelques habitudes administratives. En raison du quai de la Loire, la Ville ouvre un terrain de sport qui pourra être utilisé tout à tour par les scolaires et par les associations sportives.

De part et d'autre de ce grand axe s'alignent des constructions disparates. De vieilles bâtisses médiévales alternent avec des blocs de grande hauteur dont une tour qui culmine à 100 mètres d'altitude. Le plan d'oc-

cupation des sols sera modifié de manière qu'à l'avenir il y ait davantage d'harmonie dans les nouveaux programmes. La ligne de crête des immeubles ne devrait pas dépasser 26 mètres, soit huit étages.

A l'extrémité du plan d'eau s'élèvent d'anciens entrepôts plus ou moins délabrés dont l'architecture originale mérite mieux que la démolition. Des artistes y ont installé leurs ateliers. La vocation culturelle de ce nouveau « Bateau-lavoir » est confirmée. Une centaine de peintres, de graphistes et d'architectes continueront à travailler là avec une vue imprenable sur le bassin.

Une avenue plantée d'arbres

La fréquentation par des millions de visiteurs du parc de La Villette impose à la Ville une amélioration de la voirie qui y conduit. La rue de Flandre, en cours d'élargissement, va devenir une avenue plantée d'arbres. Au sud du bassin, on ouvre, au départ de la place Stalingrad, une nouvelle artère : la rue Armand Carrel, dont les fondations conduiront d'un trait jusqu'aux Buttes-Chaumont. Le célèbre architecte Fernand Pouillon édifie à cet endroit le nouveau conservatoire du musée du dix-neuvième arrondissement. Il sera flanqué d'une synagogue et d'immeubles de bureaux.

Tout le quartier qui s'étend de part et d'autre du bassin de La Villette est d'ailleurs en pleine transformation. Une demi-douzaine d'opérations de construction et de réhabilitation sont en cours ou prévues dans de brefs délais. Des crèches, des écoles, des logements pour personnes âgées, 10 000 mètres carrés d'ateliers pour les artisans et 50 000 mètres carrés de bureaux sont programmés. Dans quelques années, deux mille appartements supplémentaires, soit neuf fois plus, seront à la disposition de ceux qui seraient tentés par les agréments de ce coin de Paris.

Entre la rotonde de Ledoux et la Géode du Musée des sciences et des techniques, sur près de 2 kilomètres et demi, autour de la voie d'eau, un des nouveaux paysages de la capitale est en train de s'affirmer.

MARC AMBROISE-RENDU.

France/services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 6 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : Volpone. Pour le centenaire de Jules Romains, J. Mercurio a remonté et joué, cet hiver au Théâtre de la Ville, cette célèbre comédie d'intrigues et de mœurs, où le riche et diabolique Levolone exerce ses folies dans la Venise du sixième siècle. Une des œuvres les plus connues de J. Romains, qui l'a écrite avec Stefan Zweig.

23 h 10 Nuits vagabondes. Émission de Roger Gicquel et M. Soria. Des jeux, des voyages, des courts métrages, des chansons... La soirée se poursuit après le journal, jusqu'à 1 h 30.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



20 h 35 Variétés : Guy Bedos au soir à Nice. Le spectacle comportait deux parties. C'est la seconde que se consacre cette émission. Celle où Guy Bedos abandonne le sketch pour se lancer dans une improvisation sur des thèmes d'actualité politique ou de vie quotidienne.

21 h 35 Magazine : Les Enfants du rock. Rock'n'roll graffiti, avec Little Richard, Richard Anthony, Bee Gees, Sheila... En deuxième partie, le Festival rock international de la Rose d'Or de Montreux 1983.

22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h Feuilletton : Comment se débarrasser de son patron ? Produit par Jane Fonda et Bruce Gilbert. Trois secrétaires de choc, Violet, Judy et Doralee. Elles sont belles, jeunes et follement drôles. Elles vivent

ensemble, travaillent pour la même société, supportent des patrons abusifs... dont elles voudraient se débarrasser : elles doivent garder leur sang-froid face à des collègues - très entreprenants... Tiré d'un film à succès de la 20th Century Fox, 9 à 5, ce feuilleton nous entraîne dans de joyeuses péripéties bourrées d'humour... et de bon sens.

20 h 35 Série : Boulevard du rio. Réal. C. Vajda et G. Marx. Animé par Victor Lacombe. Le feuilleton des années 70 : quel plaisir de retrouver Devière, Mfou-Mfou, Coluche, Bedos, Zouz ! Une suite de huit émissions dont la qualité des scènes de plateau dépend totalement des invités présents.

21 h 40 Journal.

22 h Dymatis.

22 h 45 Au nom de l'amour.

23 h 10 Musiclub.

CANAL PLUS

20 h 30, Massacre à Kansas City : 22 h 55 Série : L'homme au Katana : 23 h, Dorsoir des grandes, film de P. Uria : 0 h 30, Le Roi des cœurs, film de C. Conforti : 2 h 5, Tous une nuit, film de C. Akerman : 3 h 45, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis) : 4 h 15, Le Survivant d'un monde parallèle, film de D. Hemmings : 5 h 35, Hill Street Blues : 6 h 25, Série : L'hôtel en folie.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 - Près de la dernière fenêtre, de Carlos Ruiz Zaldívar.

22 h 10 Démarches, avec... Hervé Guibert.

22 h 30 Musique : Mahler.

0 h 1 Clair de nuit : Rémances.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Avant-concert : œuvres de Balakirev, Rimski-Korsakov, Borodine.

21 h 30 Concert (donné le 11 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour cor et orchestre, de Grieg ; Symphonie n° 9 en ré majeur, de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Lettau, sol. H. Baumann et autres ; 10 France, terre promise : Tableaux d'une exposition, de Moussorgski, par A. Brendel, piano.

0 h 5 Romantiques.

Dimanche 7 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Messe.

Sur le parvis de Notre-Dame de Paris, avec dix mille « petits chanteurs », Prédicateur, Mgr J.-M. Lustiger.

12 h 2 Midi perle.

Invité : M. Jean Popere, secrétaire national du PS.

12 h 30 Journal.

13 h 35 Sports dimanche vacances.

14 h 40 Les animaux du monde.

15 h 10 Série : Guerre et paix.

19 h 7 sur 7.

Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Anne Sicalet, avec Roland Castro, architecte.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : César et Rosalie. Film français de Claude Sautet (1972), avec Y. Montant, R. Schneider, S. Frey, U. Grani (réal.). Une femme n'arrive pas à choisir entre deux hommes, dont l'un est en proie à la crise de la cinquantaine. Il y a aussi les problèmes de l'amitié, du travail.

22 h 20 Sports dimanche soir.

22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Série : Le bar de l'escadron.

12 h 15 Jeux de bandes.

12 h 45 Journal.

13 h 20 Les carnets de l'aventure.

13 h 45 Sports été.

14 h 30 Stade 2 (à 20 h 20).

15 h 35 Le Journal du Tour.

20 h Journal.



20 h 45 Jeu : La chasse aux trésors.

21 h 45 Sports : catch à Gousses.

15 h 15 Héros nocturnes : Herbie Hancock. Série présentée par P. Blanc-Francard, réal. K. O'Neill. Premier d'une série de neuf émissions consacrée à quelques « grands » du jazz. Un portrait de Herbie Hancock, ancien pianiste de Miles Davis, récente star des vidéos-clips, artiste baroque, abondant, sensuel. Un virtuose des claviers, du synthé.

23 h 20 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 RFO Hebdo.

19 h 35 Série : Méditerranée. Tridimensionnelle. Pendant des millénaires, les Méditerranéens ne se sont pas aventurés sur leur mer et la Méditerranée est demeurée à peu près déserte. Comment les civilisations orientales ont pénétré en Méditerranée et en ont provoqué le progrès.

20 h 30 Jazz à Juan-les-Pins. Émission de Jean-Christophe Averty, avec Claude Luter, René Franc, Bob Wilber, Alain Bouchet...

22 h 30 Cinéma de minuit : L'honorable Catherine. Film français de Marcel L'Herbier (1942), avec E. Feuillère, R. Rozeau, A. Lagneau, G. Génia, C. Granval, D. Grey (N.). Une jeune femme pratique le chantage au fléau de la délinquance en vendant des pendules pour prix de son silence. Elle tombe amoureuse d'un homme qui elle voulait rançonner. Avec le concours, pour scénario et dialogues, de Solange Trépo, Jean-Georges Aurio et Henri Jonsson. Marcel L'Herbier révisé, en pleine Occupation, la comédie américaine.

0 h 5 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Top 50 : 8 h 10, Chroniques romanes : Les Lohans du Rajasthan : 9 h, Cabou Cadin (et à 13 h 5) : 9 h 25, Vire la sociale, film de G. Mordillat : 10 h 55, Les noirs, film de A. Bonnot : 13 h 25, Chronique policière : 15 h, Dessin

animé : David Copperfield : 16 h 15, Top 20 : 17 h 10, Série : Les pionniers du Kenya : 18 h, Harlequin, film de S. Wincer : 19 h 45, Club de la presse : 21 h, P'tit coin, film de G. Lauzier : 22 h 35, Le Pigeon, film de M. Monicelli : 0 h 15, Lisa, film de J.-P. Mocky : 1 h 40, Série : L'homme au Katana.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les suites de France-Culture : 7 h 3, Chasse de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous, avec Joël Schmidt ; 7 h 45, Dites récents : contes de Grimm ; 8 h, Foi et tradition ; 8 h 25, Protestations : 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France ; 10 h, Messe à l'abbaye des bénédictines de Vauhallan ; 11 h, Mémoires de l'épiscopat ; 12 h, Des pages dans la République : 13 h 4, L'exposition du dimanche : Dubouffé à la fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La légende des siècles, de Victor Hugo ; 16 h 10, La tasse de thé : rencontre avec... Jacques Weber ; 17 h 45, Histoire de France : la France, terre promise ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes : bilan de la saison cinématographique ; 20 h, Musique : Angers 84.

20 h 30 Atelier de création radiophonique : Nina Hagen, dir. Daniel Caute.

22 h 30 Musique : libre-parcours jazz, the Lennon Rock Band.

0 h 1 Clair de nuit : tentatives premières.

FRANCE-MUSIQUE

1 h, Les suites de France-Musique : Lettres de Bobème ; 7 h 3, Concerto pour piano ; musique viennoise et musique légère ; œuvres de Dutilleul, Métra, Audran, Godard, Lacombe, Chopin, Dvorak ; 9 h 5, Les voyages musicaux de docteur Burgey : Comment le docteur Burgey se promène dans Venise comme le plus ordinaire des touristes ; œuvres de Vieux, Schumann, Marcello, Vivaldi, Michelis, Stravinski ; 11 h, Récital : Sergé Edelmann, piano (en direct de Montpellier) ; 13 h 5, Concert (en direct de Montpellier) : Modeste indépendante, de Padmé Miguel, par l'École de musique de Rio-de-Janeiro ; 14 h 4, Les pages du dimanche : œuvres de Borodine, Rossini, Bruch, Albeniz, Bragg, Dvorak ; 15 h, 17 h, Comment l'opéra de l'Opéra de Montpellier : œuvres de Wagner, Mozart, Jaucourt, Ravel ; 19 h 5, Concert (en direct de Montpellier) : « Messe canonique », de Brahms ; Messe pour chœur et orgue, de Liszt/Jaucourt ; six chants sacrés, de Wolf, par le Konzechor de Darmstadt, dir. W. Seifert.

20 h 30 Avant-concert.

21 h 30 Concert (en direct de la cour Saint-Jacques) : Slava pour orchestre, de Bernstein ; Variation sur un thème rococo, Chœurs liturgiques, Symphonie n° 7 en mi bémol majeur, de Tchaïkovski par l'Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon.

0 h 5 Jeanne Castier, violoncelle.

LES SOIRÉES DU LUNDI 8 JUILLET

TF 1 20 h 35, Cinéma : Soupçons, de A. Hitchcock : 22 h 10, Les ateliers du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde : 23 h 25, Choses vues : Victor Hugo, par Michel Piccoli.

A 2 20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : Don Carlos, opéra de Verdi.

FR 3 20 h 35, Cinéma : Effraction, de D. Duval ; 22 h 35, Thalassa ; 23 h 20, Histoire de l'art : 23 h 35, Prélude à la nuit.

CANAL PLUS 20 h 30, Cinéma : L'homme à tout faire, de J. Riché ; 22 h 15, Corrida ; 23 h 15, Festival de jazz d'Antibes 1984 ; 23 h 45, Hill Street Blues ; 0 h 30, Cinéma : Dorsoir des grandes, de P. Uria ; 2 h, Série : L'hôtel en folie.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 7 JUILLET

« M. Jean Popere, secrétaire national du PS, répond aux questions des journalistes de « Midi Presse », sur TF 1, à 12 heures.

« M. Michel d'Ornano, député UDF de Calvados, est l'invité de l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

« M. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 h 45 (diffusé en clair sur Canal Plus).

LUNDI 8 JUILLET

« M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 20.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.7.85 À 0 h G.M.T.

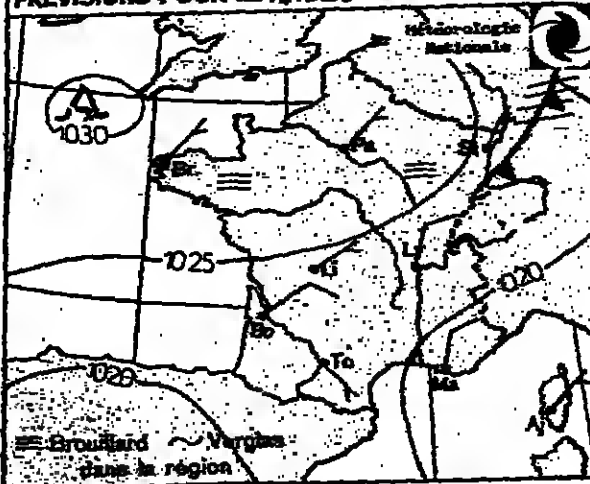


Évolution probable des temps en France entre le samedi 6 juillet à 0 heure et le dimanche 7 juillet 1985 à minuit.

Situation générale : Le flux perturbé océanique est repoussé sur les îles britanniques mais une masse d'air plus fraîche irradiera la majeure partie de la France.

Prévisions : Dimanche : Le matin, hormis quelques passages nuageux sur les régions de l'extrême Nord et du Nord-Est, le ciel sera souvent dégagé mais le temps breux avec même localement des brouillards sur le Nord-Ouest. Au cours de la journée, le ciel clair à peu nuageux se généralisera sur l'ensemble de nos régions. Le vent faible à modéré tournera au nord-est-est.

PRÉVISIONS POUR LE 7.7.85 DÉBUT DE MATINÉE



Le matin, les températures minimales se situeront entre 9 à 12 degrés sur le quart nord-ouest, de 11 à 14 degrés ailleurs, atteignant 17 à 18 degrés près des côtes méditerranéennes.

Les températures maximales de l'après-midi seront de l'ordre de 20 à 28 degrés du Nord au Sud, avoisinant toujours 30 à 32 degrés près des côtes méditerranéennes.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 5 au 6 juillet) : Ajaccio, 29 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Brétat, 20 et 12 ; Brest, 20 et 10 ; Cannes, 24 et 18 ; Cherbourg, 22 et 11 ; Clermont-Ferrand, 25 et 15 ; Dijon, 22 et 15 ;

Disard, 20 et 10 ; Embrun, 25 et 11 ; Grenoble-St-M-H, 23 et 15 ; Grenoble-St-Genès, 24 et 17 ; La Rochelle, 22 et 16 ; Lille, 27 et 15 ; Limoges, 20 et 14 ; Lorient, 25 et 8 ; Lyon, 23 et 17 ; Marseille-Marseille, 30 et 22 ; Menton, 24 et 18 ; Nancy, 23 et 17 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Montsouris, 27 et 14 ; Paris-Orly, 28 et 15 ; Pau, 25 et 17 ; Perpignan, 32 et 22 ; Rennes, 25 et 9 ; Rouen, 26 et 11 ; Saint-Etienne, 24 et 15 ; Strasbourg, 24 et 16 ; Toulouse, 26 et 17 ; Tours, 24 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 21 ; Genève, 22 et 15 ; Lisbonne, 34 et 21 ; Londres, 27 et 10 ; Madrid, 35 et 17 ; Rome, 30 et 19 ; Stockholm, 25 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4003 HORIZONTALEMENT

I. Elles sont à l'origine de très nombreuses découvertes. - II. Elles vivent parmi les grains. A l'ombre. - III. Accompagnent Ulysse au bout du monde. Mesure. Donne un plein usage aux articulations. - IV. N'a donc pas été dérobé. Ont de profondes racines. - V. Il est inutile de faire appel ici au bon sens pour découvrir un prénom. Circulent à Bravou. Il est pour la conservation des espèces. - VI. En entier. Plus inconnu. A peut-être trop fait les frais de la conversation. - VII. De l'eau froide. Adverbe. Entendu à Flushing Meadow. - VIII. Construite. Point de chute de maints espoirs. Par-dessus la jambe. - IX. Justifie parfois l'envie de faire peu neuve. Note. Peut se faire en crachant. - X. Démentit. Crachées en vomissant. - XI. Donne le mot d'ordre. Circonstance. Quasiement inexistant pour la « cloche ». - XII. Où l'on trouve facilement du verre trempé. Mise en boîte. Pronom. - XIII. Forme de folie. Il peut s'agir d'un gros lot. - XIV. Un endroit de rêve, en somme ! Vient après coup. Conjonction. Quelqu'un de très populaire. - XV. Spécialités de

dindes. Tendue par un misérable. Assiette.

VERTICALEMENT

I. En voilà un qui fait du propre ! Une façon de porter le corps en arrière. - II. Là, il y a toujours de quoi « manger ». Sans issue. - III. Tousse régulièrement. Refuge douillet. Les zébrés la recouvrent. - IV. Têtes chercheuses. - V. Grecque. Avait donc trouvé un emploi. Econo-

miste. - 6. Sont en toc. Epelée : un endroit parfois très chaud. Bonne pâte. Forge l'attente. - 7. Terre des rêves pour des joueurs de lyre. Un manque d'inspiration. - 8. La bonne excuse ! Pronom. Préfixe. Se touchent en « finesse ». - 9. Pronom. Une abréviation sans secret pour Morgan. Emporté au Paradis. - 10. Font preuves d'un certain idéalisme. Répoussent des coups de cannes. - 11. Ses bagages sont plutôt légers. C'est encore le printemps lorsqu'elle arrive. - 12. Qui consomme un lit. Tranche de pain. Permettait de faire une entrée fracassante. - 13. On comprendrait aisément qu'il puisse pleurer à chaudes larmes. Très favorable. - 14. Entendu à Pâques et à la Trinité. Sans lui, il n'y a pas de bons résultats. - 15. Démontre. Ne craint pas la chaleur. Utile pour avancer.

Solution du problème n° 4002

Horizontalement

I. Percuteur. - II. Epigramme. - III. Rires. - IV. Ces. Noste. - V. Or. Pinson. - VI. Pétina. - VII. Au. R.O. - VIII. Tour. Anet. - IX. Doc. - X. Ut. Entier. - XI. Rut. Cello.

Verticalement

I. Percuteur. - 2. Epier. Nô. Tu. - 3. Rics. Ut. 4. C.G.S. Pierre. - 5. Urmie. Onc. - 6. Ta. Extracite. - 7. Emission. II. 8. U.M. Ton. Etel. - 9. Revenant. Ré.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 8 JUILLET

« Les divisions nouvelles et le columbarium du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombes juives dans un cimetière chrétien », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Dans les ateliers d'un restaurateur de cristal », 14 h 30, 84, quai de Jemmapes.

« Présence de l'architecture chez Victor Hugo », 15 h, angle rues de Départ et d'Odessa.

« L'église Notre-Dame-des-Victoires », 15 h, devant église.

« De l'hôtel Saint-Alban à l'hôtel des ambassadeurs de Hollande », 15 h, place de l'Hôtel-de-Ville devant la poste (P.-Y. Jassot).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, devant façade (devant la poste).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité (devant marché aux fleurs).

« L'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou.

« Le quartier de l'Horloge », 15 h, 2, rue du Renard.

« Les expositions universelles à Paris », 15 h, piller nord Tour Eiffel devant statue Eiffel.

« Architecture et projet urbain », dans les thermes de l'hôtel de Clugny, 15 h, cour moussu.

« Versailles : l'Orangerie », 14 h 30, statue Louis XIV cour d'honneur du château.

MARDI 9 JUILLET

« Les divisions nouvelles et le columbarium du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombeaux de musiciens célèbres à Montparnasse », 14 h 45, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« Les vieux Méditerranéens », 15 h, métro Saint-Fargues (M. Leblanc).

« Le cimetière Montparnasse », 15 h, 2, boulevard Edgar-Quinet.

« Renard au jardin des poètes et dans les serres », 15 h, métro Porte d'Auteuil.

Pour les 7 à 12 ans exclusivement : « La Seine à Paris, l'eau, son importance historique », « Le jeu des pous », sur un bateau-moulin, inscriptions (1) 277-23-31 Paris Basket.

« La place des Voages, ses habitants illustres, ses lieux inconnus », 14 h 15, n° 1 de la place (M. Bannet).

« Les catacombes et l'exposition du photographe Nadar », 15 h 15, devant entrée, place Denfert-Rochereau.

« La frano-maçonnerie », 15 h, 16, rue Cadet (P.-Y. Jassot).

« Filouterie le long de la Seine », 21 h, métro Pont-Marie (M. Hager).

« Les manufactures des Gobelins, Beauvais, Savonnerie », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Hôtels du Faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Madeleine.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 6 juillet :

DES LOIS

« Autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunication maritimes par satellites (Intelsat). »

« Autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (Cos 43) (ensemble trois annexes). »

« Tendat à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation. »

VACANCES SPORTIVES

L'opération « Vacances sportives », proposée par l'Union sportive de la fédération de l'éducation nationale (USFEN) à Chambon (Charente-Maritime), privilégie tennis, (quatre courts), équitation, bicyclette, spéléologie, escalade, canot-kayak, planche à voile et golf. Pour cadre, une belle demeure en pierre de taille située dans une propriété de 70 hectares de champs vallonnés avec une rivière, des falaises et des lacs. L'USFEN ayant ouvert ses portes au grand public, n'est exclu, que l'on vienne en famille ou en solo. Sept jours, jusqu'au 24 août : adultes, 1250 F. ; moins de dix ans, 950 F. L'USFEN propose d'autres séjours et d'autres activités, parachutisme et tir à l'arc notamment.

« USFEN, 28, bd Roune-Nouvelle, 75016 Paris. Tél. : (1) 776-95-72. »

سكنا من الأصل

1500

Culture

Lire le spectacle

Ce samedi 6 juillet commence le trente-neuvième Festival d'Avignon, qui dure jusqu'au 31 juillet, avec *Macbeth*, par la Comédie-Française, dans la cour d'honneur. Dès le dimanche 7, ce sera le Mahabharata, de Peter Brook et Jean-Claude Carrière. Tout est déjà joué. Que les candidats malheureux retiennent leurs places pour l'année prochaine ! Il leur reste suffisamment de spectacles à découvrir dans ce Festival où tout est création, et parmi les troupes off.

Hors Avignon, l'activité est grande. L'été, la France, en particulier au sud de la Loire, se couvre de manifestations fondées sur le théâtre, la danse, le jazz, toutes les musiques. Le cinéma se réfugie dans les salles climatisées des villes et se consacre principalement aux « grandes reprises », histoire de compléter l'éducation des gens qui travaillent.

Et quand on part en vacances, on cale ses valises avec les livres et les revues mis de côté pour le temps des loisirs, en prévision des jours de pluie et des soirées sans télévision.

Beethoven, plus loin que le mythe

On a beaucoup écrit sur Beethoven depuis deux siècles et l'on peut penser raisonnablement que ce n'est pas fini. De son vivant déjà circulaient dans les journaux des légendes sur sa naissance royale qu'il ne prit jamais la peine de démentir, et lui-même s'est toujours rajouté de deux ans en dépit des preuves qu'on lui opposait.

Peu enclin aux confidences, il cultiva comme homme et comme artiste une attitude suscitant l'étonnement et les commentaires, aussi n'est-il guère de ses connaissances, proches ou lointaines, qui n'ait colporté des souvenirs curieux, souvent exagérés mais assez concordants pour conserver quelque valeur. Quant à sa musique, il n'est que de consulter les revues musicales de l'époque pour y trouver des analyses judicieuses de ses œuvres les plus répandues, preuve que ses contemporains se souciaient déjà d'expliquer et de justifier ses audaces.

Ainsi chaque nouvel ouvrage, biographique ou analytique, est-il à la fois superflu et inévitable, la seule question étant de savoir à quel degré...

Avec ses quatre cents pages « seulement », le *Beethoven* de Maynard Solomon, publié aux États-Unis en 1977 et dont Hans Hildenbrand vient de donner une traduction remarquable aux éditions Jean-Claude Lattès, ne saurait prétendre traiter tous les aspects d'un sujet aussi vaste, mais ayant la sagesse de concentrer délibérément sa réflexion sur certains points, il a le mérite d'éclaircir quelques coins du tableau laissés dans l'ombre ou déformés à cause de l'absence de méthode critique de tant de biographes.

Si la compilation resta, par la force des choses, le principal fondement de toute biographie d'un artiste sur lequel beaucoup de documents originaux ont disparu, la tentation est grande d'ignorer ceux qui existent encore et d'opérer un

choix parmi les écrits de seconde main pour conforter l'idée qu'on veut donner de son héros. L'un des mérites de Maynard Solomon vient de la grande diversité de ses sources, de la précision avec laquelle il les indique en note, et de son souci de justifier ses choix. On trouve en appendice une bibliographie sélective fort précieuse, même si la plupart des ouvrages sont en allemand ou en anglais et difficilement accessibles en France.

L'autre particularité de cette biographie vient de ce que l'auteur met à profit, pour ses recherches et la construction de ses hypothèses, l'enseignement de la psychanalyse et de la sociologie. Cette tendance récente, et de plus en plus répandue, de couvrir les grands hommes sur un divan et d'accorder une importance primordiale au contexte n'est pas une garantie de pertinence : ce n'est souvent qu'un cache-misère destiné à masquer l'absence d'intuition personnelle du biographe, derrière des démonstrations brillantes et creuses, car la complexité d'Édipe n'explique pas plus le génie de Mozart que la cour du prince Esterházy celui de Haydn. Maynard Solomon va plus loin et donne moins de réponses qu'il ne soulève de questions.

L'immortelle bien aimée

En détruisant le mythe du titan incompris, du révolutionnaire amoureux de l'humanité, il réexamine ce qui a pu donner naissance à des interprétations excessives sans leur dénier tout fondement puisque cela correspond pour partie à l'image que Beethoven a voulu donner de lui à certains moments de son existence.

Le livre est divisé, chronologiquement, en quatre parties : l'enfance à Bonn, Vienne, la période héroïque (1802-1812) et la phase finale. Chacune s'achève par un examen, nécessairement succinct

(une vingtaine de pages en moyenne), des œuvres écrites à ces époques. Mais, en feuilletant le volume, on est tenté de donner la priorité aux points forts de ces quatre étapes.

Le milieu familial d'abord, où chaque ascendant, jusqu'aux grands-parents, est présenté pour recréer les tensions et le contexte très particulier, si déterminant, des premières années ; puis les rapports complexes avec Joseph Haydn et enfin les deux figures énigmatiques : l'immortelle bien-aimée et le neveu Karl.

Sur les relations, avec ce dernier, de celui qui voulait à toute force devenir son père adoptif, les biographes n'ont souvent donné que les bons côtés, sans lier outre mesure ce besoin de se créer une famille, à la crise personnelle et créatrice que traversait Beethoven dans ces années-là. C'est ce que fait Maynard Solomon, avec beaucoup de circonspection, en réunissant impartialement toutes les pièces du dossier où figurent aussi bien quelques brutalités que les liens orageux de Beethoven avec son frère et sa belle-sœur.

Pour l'immortelle bien-aimée, l'enquête tient davantage du roman policier avec, à l'appui d'une démonstration irréfutable, la carte des routes suivies respectivement par Beethoven et le prince Esterházy dans la nuit du 4 au 5 juillet 1812, la situation météorologique, les horaires des courriers en partance, etc., afin de dater avec certitude la lettre célèbre. Encore fallait-il désigner l'heureuse élue parmi toutes les destinataires possibles... La seule ayant répondu aux sept conditions posées se trouve être celle qu'on attendait la moins. Antonie Brentano, dont le portrait figure souvent à la place de Maria von Erzbach, mieux placée qu'elle dans la course.

La solution, qu'on peut croire définitive, de cette énigme célèbre est précieuse surtout parce qu'elle



Beethoven en promenade (vers 1820).

Dessin au crayon de Joseph Daniel Böhm.

dans le monde de la musique, mais dans le cas présent elle a le mérite de servir de point de départ à une réflexion sur le goût de Beethoven pour les situations impossibles. A rapprocher de cette phrase notée dans un de ses carnets : « L'union parfaite de deux voix empêche, somme toute, le progrès ».

de l'une vers l'autre : sous son ingénuité apparente, elle résume toute la doctrine de Beethoven, et la leçon que son œuvre livre à la postérité.

GÉRARD CONDÉ.

* *Beethoven*, par Maynard Solomon, traduit de l'américain par Hans Hildenbrand, 413 pages, Éditions Jean-Claude Lattès, 260 F.

Le théâtre en souvenirs

On ne quitte pas le théâtre, on emmène dix ans d'histoire en cent cinquante pages qui, à travers les souvenirs de Dominique Darzacq, parlent du théâtre « comme il n'était pas à prévoir, mais comme il est à espérer » (1).

Pourquoi ce « mais », qui prend l'air d'une excuse ? Journaliste à TF1, après avoir servi la culture sur France-Inter, à *Connaissance des arts*, *ATAC Information*, *Révolution* (sans oublier le *Monde*), Dominique Darzacq a vu trop de galères, de promesses décevantes, de réusites flamboyantes et fragiles pour lancer des affirmations péremptives et jouer les prophètes. Simplement, elle reprend les activités d'un théâtre précis, le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

Avec la lucidité que donne le recul du temps, spectacle après spectacle, elle dégage les éléments qui entraînent l'avancée et gardent leur charge émotionnelle, malgré le recul du temps et les inévitables « événements » dont les scènes, tout le temps et partout, se peignent.

Sous la direction de René González, de 1977 à 1985, le TGP était comme une maison familiale, tourbillonnante, un peu brouillonne, sujette à des coups de tête, des coups de foudre, des coups de déprime, mais ouverte aux aventures. Il y en a eu de bonnes, de formidables, d'entraînantement oubliées. Quoi qu'il en soit, là, les aventuriers ont pu concrétiser leurs rêves.

Dominique Darzacq se sert des spectacles — bons ou mauvais, ils n'existent plus — pour évoquer les gens ; ils sont vivants, donc portent l'avenir. Alfredo Arias avec le groupe TSE, Delphine Seyrig et Sami Frey ; Gilles Bourdet et la Salamandre, avec *Attention au travail* et *les Bas Fonds*, le *Saperleau* ; Jacques Lassalle avec Marivaux et Anna Seghers ; David Warilow avec les Mabo Mines et solitaire fantôme beckettien ; Beckett avec Christian Colin ; Heiner Müller avec Karge et Langhoff ; et avec Jean Jourdhéuil ; Jean Jourdhéuil avec Gérard Desarthe, Mechthild Grossmann ; André Engel ; Daniel Mesguich ; Saskia Cohen-Tanugi et Anna Prucnal, Michel Hermant dans le petit cabaret hors du temps où les chansons ont rapté le cœur.

Quelques noms dont parle Dominique Darzacq, le nom de gens qui comptent, et il se trouve qu'ils sont passés par Saint-Denis. Elle les examine sans indulgence, avec une attention passionnée. Est-ce qu'on peut parler de théâtre sans affectivité ? Et c'est tout un monde, sérieux et ludique, qui bouge au long des pages.

Très différent est le *Comédie du théâtre*, de Moussa Abadie (2). Pendant un quart de siècle, Moussa Abadie a passé ses soirées au spectacle et longuement interviewé les auteurs, les comédiens, les metteurs en scène pour la radio. Il connaît tout, tout le monde, a vu les petits grands, les grands vieillir, les funestes s'effondrer ; ça l'amuse. Le titre est clair : la comédie du théâtre, c'est ce qui se passe avant et après la représentation, les tics, les rodonnements, les ridicules pitoyables ou pathétiques.

Personne n'y échappe, pas même les journalistes. Autant de chapitres, autant de pamphlets. Moussa Abadie force sur l'anecdote exemplairement pittoresque, rassemble en un seul trait les caractères éparpillés récoltés en ses vingt-cinq ans d'expérience. C'est vrai comme une caricature — pas davantage — et aussi drôle. Moussa Abadie ne décrit pas les spectacles, mais il parle sans cesse du public dont il veut se faire le porte-parole, puisque la parole, le public ne l'a pas — mais il a le pouvoir, puisque, en fin de compte, c'est lui qui décide.

Moussa Abadie s'amuse à jouer le rôle du cochon de payant indigné. Il se fait moraliste, chanteur du bon sens. Comme si le théâtre avait quelque chose à voir avec quoi que ce soit de sensé. Et le bongo le sait, qui avoue ne pas savoir pourquoi « les gens » y vont ou n'y vont pas, ni

pourquoi, lui, il aime les pantins puérils vampirisés par le théâtre. Et citant Villon, il prévient : « N'ayez contre eux le cœur endurci ».

A emmener également la revue de Giorgio Strehler *Théâtre en Europe*, numéro 7, qui sort en juillet avec un dossier sur la Royal Shakespeare Company, des interviews de John Gielgud, Laurence Olivier. Occasion de connaître cette troupe étonnante qu'on voit très peu chez nous — comme si l'Angleterre était un autre monde. C'est un peu vrai, elle vit un temps décalé, on n'a jamais fini de la connaître. On peut toujours essayer de comprendre la RSC et son Shakespeare, qui ne ressemble pas aux nôtres. Shakespeare est beaucoup joué de ce côté-ci de la Manche, presque autant que Marivaux. Pour ce savoir plus sur l'auteur vedette de l'année, lire le numéro 6 *Théâtre en Europe*, presque entièrement occupé par lui, avec des photos splendides (3).

COLETTE GODARD.

* Le numéro 22-23 (avril-mai) d'*Alternatives théâtrales* est consacré en lazo (58 F).

(1) Éditions Solin, 163 pages, illustrées, 95 F.
(2) Julliard, 218 pages, 75 F.
(3) Éditions Beba, 60 F, abonnement 210 F pour quatre numéros ; demandez à adresser aux Éditions Beba, 103, rue Réaumur, 75002 Paris.

Kaléidoscope du cinéma indien

Guy Hennebelle affirme avec persévérance son ambition de faire connaître les cinémas du monde entier. Comme Jean-Loup Passek à Beaubourg, responsable d'un livre sur le cinéma indien, il s'efforce toujours de confier à un ou plusieurs critiques du pays concerné la réalisation de ces dossiers. Le numéro de *Cinéma indien*, publié sous le titre « Cinémas indiens », est particulièrement réussi.

Pour ce trentième numéro, Guy Hennebelle a demandé à une journaliste, Aruna Vasudev, familière de la France, de composer un ensemble où les Indiens auraient la parole. Philippe Lenglet, ancien responsable des activités culturelles à l'Alliance française de New-Delhi, actuellement attaché audiovisuel à l'ambassade de France en Inde, a coordonné la traduction des textes avec une rigueur qui mérite d'être relevée.

L'ouvrage commence par deux articles généraux, historiques du sous-continent, l'un de Raghunath Raina, ancien collaborateur d'Indira Gandhi et qui a dirigé, de 1978 à 1981, le Festival international du cinéma de l'Inde. L'autre, de B.D. Garga, ami de longue date de la Cinéma-thèque française. Les deux études se complètent, l'une regar-

dant le cinéma indien de l'intérieur, l'autre le replaçant dans une perspective internationale.

Chidananda das Gupta, ami de Satyajit Ray, cofondateur avec lui de la Calcutta Film Society, se concentre plus spécifiquement sur le nouveau cinéma. Sont ensuite passées en revue les productions régionales. Une troisième subdivision aborde le contenu des grands films commerciaux, avec des télex de chapitre qui sont à elles seules des programmes : l'Esthétique du cinéma indien ; le kitsch par excellence ; Ou, plus agressif : Un réalisme de bazar ; par le Jean-Marie Straub de Bombay, Kumar Sahani. Un substantiel dictionnaire, en avance sur celui publié par Jean-Loup Passek, complète ce panorama.

Nous osons donc dans une immense industrie — sept cents films par an. Ce qui est, frappant, c'est la passion avec laquelle le public populaire se projette dans les films. S'identifie, ou bien les rejette. Mais d'autre part — car cette hypothèse séduisante a fait son chemin, lancée par une critique américaine, Connie Hyam, — il faut reconnaître le rôle du grand cinéma commercial — grand par l'argent investi comme par le public visé et touché — dans la société. Par delà le côté kitsch, doit-on admettre avec Miss Hyam, spécialiste de la culture indienne, que l'écran, comme à l'époque glorieuse d'Hollywood, reflète les mythes fondateurs des peuples ?

LOUIS MARCORELLES.

* Dossier de *Cinéma indien* : « Les cinémas indiens », 237 pages, 80 F. (En vente en librairie).

FESTIVALS

Le nouvel Aix-en-Provence

Le nouveau théâtre de l'Archevêché, récemment inauguré par M. Jack Lang, ministre de la culture, est devenu opérationnel depuis quelques jours. Il ouvrira, le mercredi 10 juillet, avec *les Noces de Figaro*, le trente-huitième Festival international d'art lyrique et de musique.

Il s'agissait d'aménager un théâtre d'opéra éphémère dans l'enceinte d'un site classé, Bernard Guillemot, architecte scénographe, a relevé le défi d'un véritable édifice de spectacle à l'italienne à ciel ouvert, gardant les volumes spécifiques au théâtre lyrique, bénéficiant d'un maximum de visibilité, et qui s'intègre aux façades intérieures de la cour de l'ancien archevêché.

La structure d'accueil du public est démontable (1 640 places contre 1 250 dans la salle précédente) ; d'autre part, la cage de scène est escamotable avec un habillage amovible. Le plafond de scène est mobile sur le plan vertical et peut


s'effacer complètement sous le niveau de la cour en dehors des périodes de festival. Le plancher de scène de 330 mètres carrés et les locaux annexes amélioreront considérablement le dispositif de l'ancien théâtre de Cassandre. Il a fallu reculer de 4,50 mètres le mur du fond de scène, déplacer d'autant une fontaine du dix-huitième siècle, en même temps que préserver un sous-sol archéologique très riche. Il semble qu'on ait pu le faire avec bonheur.

Les opposants à la municipalité UDF-RPR estiment qu'on a payé cher pour avoir à peine quatre cents places supplémentaires. Quant aux associations hostiles à toute innovation qui n'est pas purement locale, le festival a été créé en 1948 par des Marseillais, ils pensent que cette musique mozartienne fait décidément trop de bruit.

JACQUES LONCHAMPT.



Participe à l'organisation du
**Congrès International des
PETITS CHANTEURS**
A Paris (2 au 7 Juillet 1985)
un spécialiste à votre service
... pour tous vos voyages culturels (pays du bassin
méditerranéen, berceau de la civilisation chrétienne)
vos congrès et grands rassemblements,
**votre circuit ou votre croisière à thème (croisière
sur les pas de Saint Paul, croisière musicale...)**
**votre pèlerinage (Terre Sainte, Rome, Fatima,
Compostelle, la Pologne, etc)**
Demandez notre brochure !
1, rue Garancière - 75006 PARIS
Tél. (1) 329.56.70
LIC. A 545



présente KOSTIA KOTLAROW
DIMER-SPECTACLE à partir de 21 h - GRANDE CUISINE RUSSSE
LES MEILLEURES ENTRÉES - MALVAULT et ses Taganets
1, r. des COLONELS-RENAUD, 17^e (tél. 574.22.99) Paris

Économie

REPÈRES

Chômage : stabilité en juin aux Etats-Unis

Le taux de chômage aux Etats-Unis est resté inchangé en juin - 7,3 % - pour le cinquième mois consécutif. La population employée est pourtant tombée à 106,4 millions, contre 107 millions en mai. Mais les effets de diminution ont été annulés par la baisse importante du nombre de personnes à la recherche d'un emploi - en fait des jeunes sortant de l'école.

L'emploi dans les industries de transformation a une nouvelle fois reculé (de 45 000 personnes de mai à juin) portant à 220 000 le nombre d'emplois perdus dans l'industrie américaine depuis le début de l'année.

Nucléaire : accord entre la Chine et le Japon

La Chine et le Japon ont paré, le 5 juillet, un accord de coopération nucléaire qui devrait être signé dans le courant du mois à Tokyo, au cours d'une conférence ministérielle, a-t-on annoncé à l'ambassade japonaise à Pékin. La question du contrôle des déchets a été la dernière à être réglée. La Chine a finalement accepté que ses sites nucléaires soient placés sous le contrôle de l'Agence internationale. A Tokyo, des sources proches des milieux industriels ont affirmé que l'accord sino-japonais pourrait stimuler les exportations japonaises d'équipements nucléaires. Mitsubishi Heavy Industries Ltd., un grand constructeur de machines industrielles, projette de vendre à la Chine des conteneurs pressurisés pour la première centrale commerciale électronucléaire chinoise qui doit être construite à Qinshan, dans la province du Zhejiang.

LE PROJET DE LOI SUR LES CONGÉS DE CONVERSION

Les entreprises pourront négocier avec le Fonds national de l'emploi

Le ministère du travail a présenté le 5 juillet aux organisations syndicales le texte du projet de loi sur les congés de conversion qui sera examiné par le conseil des ministres du mercredi 10 juillet. Il s'agit bien, pour l'essentiel, de conventions que les entreprises pourront négocier avec le Fonds national de l'emploi. Le texte ajoute un paragraphe à l'article L.322-4 du Code du travail qui prévoit déjà, dans le cadre de conventions avec le FNE, des « actions de reclassement, de placement et de reconversion professionnelle » (le Monde des 3 et 4 juillet).

Comme le ministre du travail l'avait indiqué, les congés de conversion seront le fait d'un double volontariat : celui des entreprises qui pourront y recourir librement, celui des salariés qui pourront préférer, au moment de

leur licenciement, aller s'inscrire à l'ANPE. Il s'agit là d'une différence essentielle avec le projet présenté par le CNPF le 24 juin, qui prévoyait que les entreprises licenciées plus de dix salariés dans une période de trente jours étaient dans l'obligation de recourir aux congés de conversion « après avoir épuisé toutes les autres mesures prévues dans le plan social ». Le système n'était véritablement optionnel que pour les salariés.

Autre différence avec le projet du CNPF : le projet de loi prévoit que le contrat de travail du salarié licencié placé en congé de conversion sera « suspendu » - comme dans les congés parentaux ou individuels de formation - et non « rompu ». ce qui signifie que, pendant la durée de la formation, le lien juridique sera maintenu avec l'entreprise. Les licenciés n'auront donc pas à s'inscrire comme demandeurs d'emploi. La durée du congé de conversion et le montant de la participation de l'Etat seront variables.

Pour entraîner la contribution financière de l'Etat, le congé de conversion devra être d'au moins six mois (durée prévue par le texte du CNPF) et, au plus, de dix mois, l'entreprise étant libre de poursuivre la formation au-delà de ce délai.

La part des pouvoirs publics dans le financement ne dépassera pas 50 %. Ainsi la participation de l'entreprise pourra être de la moitié, ou plus suivant les cas. Il n'y aura ni contribution de l'UNEDIC ni contribution du salarié licencié par abandon de ses

indemnités de préavis. L'aide de l'Etat portera à la fois sur l'allocation de congé de conversion (qui sera de 65 % du salaire brut antérieur) et sur les dépenses engagées pour la formation du licencié. En tout état de cause, les entreprises seront exonérées de charges sociales, et les dépenses qu'elles engageront seront déductibles pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés. Pour le salarié, toutefois, la protection sociale sera totalement maintenue.

En choisissant un mécanisme de type FNE, le gouvernement répond aux préoccupations de FO, de la CGC et de la CGPME - même si ce système doit jouer surtout dans les grandes entreprises, y compris dans le secteur nationalisé, - mais il ne répond pas aux préoccupations de la CFDT qui entendait privilégier la négociation dans les branches. Il est clair en effet que les entreprises pourront s'engager dans des congés de conversion même si l'Etat n'a pas à préalable d'accords de branches.

Le rendement d'un tel système optionnel étant beaucoup moins élevé que dans l'hypothèse d'une généralisation des congés de conversion à l'ensemble des licenciés économiques, vingt mille congés de conversion d'ici à la fin de l'année écouleront à l'Etat de 700 à 800 millions de francs. En année pléine, sur une hypothèse de trente mille congés de conversion, le coût serait de 1,4 à 1,5 milliard. Il ne s'agit cependant, indique-t-on au ministère du travail, que d'hypothèses basses...

MICHEL NOBLECOURT.

Selon ses propres statistiques

FO AFFIRME DÉPASSER LA CGT AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES OU ELLE EST PRÉSENTE

Selon sa statistique annuelle d'élections professionnelles - établie depuis 1968 mais partielle car ne concernant que les entreprises où elle présente des candidats - pour la première fois, Force ouvrière dépasse la CGT de 143 000 voix et de plus de 5 points, affirme un communiqué de FO le 5 juillet. Pour la période juillet 1984-juillet 1985, la statistique de FO porte sur 4 millions d'inscrits (1) (soit 400 000 de moins qu'un an plus tôt) et 285 394 suffrages exprimés. Selon ces résultats, FO arrive en tête avec 27,64 % (- 1,98 point sur juillet 1984), devant la CGT 22,61 % (- 9,20 points), la CFDT 19,59 % (+ 0,17), les autonomes - score de la FEN dans l'éducation nationale inclus - 17,73 % (la comparaison avec 1984 n'a ici pas de valeur car les élections dans l'enseignement n'étaient pas comptées), la CGC - dont le score, précise FO, doit être majoré d'environ un point - 4,77 % (+ 0,03 point), la CFTC 3,29 % (- 2,69), les listes communales et diverses - 3,29 % (+ 0,49), et les indépendants - (CSL) 1,08 % (+ 0,11).

Par rapport à 1968, où sa statistique ne portait que sur 1 600 000 inscrits, FO indique qu'elle a progressé de 9,2 points, la CFDT de 3,4 points, la CGC de 1,77 tandis que la CGT reculait de 25,7 points et la CFTC de 2,2.

(1) FO rassemble des statistiques portant sur 4 millions d'inscrits en tenant compte de « tous les résultats » où elle est présente dans le secteur privé et nationalisé et aussi dans la fonction publique. Les derniers résultats du ministère du travail sur les élections dans les comités d'entreprise - secteur privé et SNCF - portent sur 1983. Avec la SNCF, il y avait 2540 839 inscrits, FO obtenant 10,8 % (et 11,1 % sans la SNCF).

L'étrange politique de l'indice des prix

(Suite de la première page.)

Sujet difficile, parce que la question a été posée publiquement. Si elle ne l'avait pas été, l'Etat aurait prélevé en toute tranquillité une somme représentant les deux tiers de ce que coûtera au budget 1986 la baisse générale de 3 % de l'impôt sur le revenu.

Coup de maître, mais non point coup d'essai, car le gouvernement a, ces dernières années, beaucoup usé du procédé. Les prélèvements sociaux et l'impôt de l'assurance automobile ne représentaient encore que 23,5 % du montant des primes en 1983. Douze points d'augmentation en à peine deux ans, la note est tout de même un peu lourde, même si elle démontre l'ingéniosité du système : mieux vaut des cotisations sociales que des impôts quand il s'agit de trouver de l'argent, puisque les premiers dispensent du vote du Parlement et évitent les questions gênantes des députés ou des sénateurs ; mieux vaut des cotisations sociales dissimulées sous des primes d'assurance automobile que des cotisations annoncées à l'Etat brut au moment où l'on parle de baisse des prélèvements obligatoires et d'équilibre retrouvé des comptes sociaux.

Mais, en pratiquant de la sorte, le gouvernement fait semblant d'oublier deux choses. La première est qu'après cinq années de déficit (1978-1982), l'assurance automobile a rééquilibré ses comptes. D'où la décision prise par le ministre de l'économie et des finances d'obliger les automobilistes à afficher une attestation de paiement sur leur pare-brise. Décision sans doute justifiée mais qui escamote complètement le problème : le gouvernement presse l'automobiliste parce que les taxes qu'il prélève sur lui par le biais de l'assurance ne sont pas prises en compte dans l'indice des prix de l'INSEE, indice sur lequel se jugera - à tort d'ailleurs - le succès ou l'échec du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation.

Résultat : les Français pour lesquels la voiture est souvent un instrument de travail sont de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir payer et à rouler sans assurance. D'où la décision prise par le ministre de l'économie et des finances d'obliger les automobilistes à afficher une attestation de paiement sur leur pare-brise. Décision sans doute justifiée mais qui escamote complètement le problème : le gouvernement presse l'automobiliste parce que les taxes qu'il prélève sur lui par le biais de l'assurance ne sont pas prises en compte dans l'indice des prix de l'INSEE, indice sur lequel se jugera - à tort d'ailleurs - le succès ou l'échec du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation.

L'annonce faite par le gouvernement, fin juin, du financement partiel d'un plan coûteux de modernisation de la police par un « relèvement substantiel » du montant des amendes prévues de la même stratégie visant à accroître les ressources de l'Etat sans majorer les taxes - apparemment du moins - et surtout sans peser sur l'indice des prix.

Qu'une augmentation trop forte de l'indice des prix risque de relancer les hausses de salaires en France et que, par contre, il soit plus difficile de vendre à l'étranger et de rééquilibrer nos comptes extérieurs, cela est probable et même évident. Le gouvernement a-t-il pour autant raison de pratiquer une politique de l'indice dont le machiavélisme pourrait bien se retourner contre lui ?

M. Fabius comme M. Bérégovoy chantent les louanges de l'entreprise et du marché, de la liberté et des décisions décentralisées. Selon eux, l'Etat interviendra de moins en moins : à chacun son métier. Le premier ministre promet qu'avant les élections législatives de 1986, les prix seront tous de nouveau en liberté.

Liberté de qui, liberté de quoi ?

A y regarder de plus près, cependant, il apparaît qu'en ce mois de juillet nous sommes encore loin de compte. Selon l'INSEE, 18 % seulement des prix étaient fin avril en liberté, un pourcentage qui atteindra 23 % en septembre lorsque sera supprimée la réglementation sur l'automobile.

Le ministère de l'économie et des finances ne fait pas le même calcul, estimant que 40 % des prix sont déjà libérés. La différence - importante - s'explique par le fait que les prix des produits importés sont libres quand ils passent la frontière mais doivent supporter - dès qu'ils sont commercialisés - la réglementation des marges édictée par les pouvoirs publics. *Stricte sensu*, l'interprétation de l'INSEE est la plus rigoureuse.

En réalité, un produit peut être taxé et ne subir aucun contrôle faute d'effectifs suffisants de la direction générale de la concurrence et de la consommation, alors qu'un produit ou un service prétendu libéré continuera d'être l'objet d'une surveillance attentive.

C'est ce qui vient de se produire avec l'hôtellerie trois étoiles et pour un grand nombre de catégories d'autres catégories. Les prix en avaient été libérés le 7 février dernier, après signature d'un accord dit de régulation. La profession s'était engagée à ce que l'évolution des prix « reste comparable » avec les objectifs gouvernementaux en matière d'inflation. Malheureuse petite phrase. Plus de la moitié des établissements hôteliers, selon M. Bérégovoy, ont profité de leur liberté toute neuve pour augmenter leurs tarifs de plus de 12 %, certains dépassant même 30 %. On est évidemment loin de l'objectif du ministre qui voudrait limiter à 4,5 % la hausse des prix de détail cette année.

Voilà donc l'hôtellerie sanctionnée et à nouveau réglementée. Voilà donc l'association Hôtellerie et Liberté refusant la sanction et prête à affronter l'administration devant les tribunaux.

Les pouvoirs publics ont peut-être raison d'agir de la sorte pour défen-

dre une stratégie globale de désinflation, mais ils exagèrent sûrement beaucoup en assurant que 40 % des prix sont libérés en France. Plusieurs professions ont reçu des avertissements et pourraient bien, elles aussi, recevoir du bâton. Que l'automobile dérape à son tour - si l'on ose dire - et la profession sera punie comme vient de l'être l'hôtellerie.

Les questions qu'on peut se poser sur le degré de liberté réelle de notre économie ne sont pas du tout de pure forme. Les réponses éclairent deux problèmes essentiels. Le premier est la juste appréciation des contraintes et des handicaps que supportent les producteurs français qui ne peuvent fixer librement leurs prix par rapport à des concurrents étrangers disposant de marges de manœuvre beaucoup plus amples. Le second est une bonne estimation des risques que prendrait le gouvernement s'il supprimait complètement les contrôles de prix et de marges.

Une réponse à la première question permettrait de savoir si la politique actuellement menée par le gouvernement affaiblit l'industrie française en empêchant de manœuvrer ou d'augmenter suffisamment ses marges. Une réponse à la seconde question permettrait de savoir si le rythme actuel des hausses de prix - tel qu'il ressort de l'indice INSEE - correspond à la réalité de notre inflation ou si dissimule des tensions qui ne peuvent pas encore s'exprimer. Un haut fonctionnaire nous avait récemment dit que le relèvement de la taxe sur l'assurance automobile lui semblait être une erreur importante et que mieux aurait valu des taxes supplémentaires sur l'alcool. « Mais on m'a tout de suite objecté que celles-ci passeraient sur l'indice des prix et qu'il ne pouvait en être question ».

On peut se demander si les progrès accomplis depuis deux ans dans la lutte contre l'inflation ne relèvent pas un peu de l'illusion. Il n'est pas utile, en revanche, de s'interroger sur l'ambiguïté des moyens utilisés. Elle est totale.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Voir l'analyse de l'article 23 de la loi de finances pour 1985 dans *Le Monde* du 27 mars.

* Hôtellerie et Liberté regroupe la Chambre nationale de la restauration et de l'hôtellerie, la Fédération nationale de l'industrie hôtelière, la Confédération française des hôtelleries-restaurants, cafés et discothèques, la Fédération nationale générale de l'industrie hôtelière touristique.

● ARCT : le préalable de l'évacuation. - Le PDG de la société CRIT (Centre de recherche industriel et technique), M. Claude Guedj, a indiqué le 5 juillet qu'il était prêt à reprendre partiellement les ARCT de Roanne, en liquidation de biens depuis le 26 juin, mais que ce projet ne serait pas présenté aux pouvoirs publics tant que l'usine n'aurait pas été évacuée. Celle-ci est

occupée par cinq cents des sept cents salariés. Le CRIT se déclare prêt à reprendre les activités de retardage et de texturation des ARCT, avec dans un premier temps l'embauche de cent vingt personnes. L'effectif pourrait être porté à trois cent cinquante mais cette augmentation ne concernerait pas les actuels salariés à cause des niveaux de qualification requis, a précisé M. Claude Guedj.

Une enquête de l'Expansion auprès des patrons

L'OPPOSITION SERA MAJORITAIRE EN 1986

Comment les patrons envisagent-ils l'avenir immédiat ? Selon le panel de l'Expansion-Entreprise (1), 76 % d'entre eux croient que l'opposition actuelle sera majoritaire en 1986, mais 70 % pensent qu'elle cohabitera avec le président de la République.

Ce changement de nature politique aura-t-il des effets sur le plan économique ? Oui, répondent 76 % des patrons, en ce qui concerne l'investissement. Mais seulement 53 % pensent que la position du franc se renforcera, et près de 70 % sont d'avis que le changement de majorité aura peu d'effet sur la situation de l'emploi et sur la hausse des salaires ; peu d'effet aussi sur la hausse des prix (61 %) et sur l'activité économique (52 %). Au total, si 71 % des chefs d'entreprise interrogés considèrent que les choses vont rester ce qu'elles sont au cours des six prochains mois, 63 % envisagent l'amélioration de leur résultat net en 1986.

[L'enquête de l'Expansion fait apparaître un seul point vraiment positif, qui concerne les investissements. Or, l'enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise (*Le Monde* du 5 juillet) laisse prévoir une baisse des investissements en volume pour 1986. Toutefois, la confirmation peut s'être qu'apparemment si l'on considère que l'enquête de l'Expansion traduit plus des désirs que des réalités économiques (et que de son côté l'enquête de l'INSEE sera révisée). Cela confirmerait ce que l'on sait de la mentalité patronale, les patrons majoritairement, croyant à une victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986, mais, tout aussi majoritairement, acceptant la cohabitation, source de paix sociale. Le rétablissement de la confiance semble par ailleurs entraîner dans leur esprit un accroissement des investissements.]

F. S.

(1) L'Expansion, 5/18 juillet 1985.

Le père Lustucru n'arrive pas à divorcer

Nouvel épisode judiciaire entre les actionnaires minoritaires et majoritaires du holding Rivière et Carret-Lustucru, deuxième fabricant de pâtes alimentaires en France (après Panzani-Millat Frères) : la Cour de cassation de Paris, annulant la séparation prononcée le 25 mai 1984 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence vient de reconstruire juridiquement le groupe. L'affaire est renvoyée devant la cour d'appel de Paris qui devra à son tour se prononcer.

L'histoire remonte à 1967, date à laquelle Lustucru et Rivière et Carret signent un protocole d'accord et créent un holding possédant 70 % des deux affaires. La famille Carret possède 58 % du holding, et la famille Carret-Million (Lustucru) de Grenoble 42 %.

En 1971, la famille Carret vend sa participation dans le holding à un des plus gros semenciers français, le groupe familial Cohen-Skalli de Marseille. Selon la famille Carret-Million, cette opération se fait sans l'accord de l'associé minoritaire. Un *statu quo* se met en place vaillant que vaillent qui fonctionnent dix ans. Puis, rien ne va plus, et le fossé se creuse entre les deux groupes d'actionnaires, les désaccords sur les prix et les

qualités des semoules de blé dur (achetées bien sûr au groupe Cohen-Skalli), sur les restructurations, sur les gammes de produits, sur la diversification, ne cessent de s'accroître. Le chiffre d'affaires du groupe, qui emploie 1500 personnes dans trois usines, atteint 1,5 milliard de francs.

En juin 1981, Lustucru demande le divorce au tribunal de commerce de Grenoble. La spirale judiciaire commence à tourner. Le tribunal se commerce de Marseille enjoint aux partenaires devenus ennemis de continuer à vivre ensemble. Puis la cour d'appel d'Aix-en-Provence annule l'accord de 1967. La Cour de cassation vient de casser cet arrêt. En attendant que la cour d'appel de Paris se prononce, il faudra bien que la société holding fonctionne. Pas de problème, affirme le groupe Skalli. Le directoire continue à fonctionner, et la famille Carret-Million n'y siège pas. Pas question, rétorque la famille Carret-Million qui rappelle que les décisions doivent être prises à l'unanimité par le directoire dont elle doit faire partie... Les décisions seront difficiles à prendre.

J. D.

(Publié)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre du financement français de leur plan de développement, les charbonnages du Maroc (CDM) lancent deux appels d'offres pour l'acquisition de :

- Une installation de téléport d'une longueur de parcours de 1650 m avec une pente de neuf degrés uniforme sur un trajet rectiligne et pour un débit de 700 personnes/heure. A.O. N° 40/2634/XK.
- 20 installations de monorail et 320 containers. A.O. N° 40/2633/VD.

Les documents de consultation en langue française peuvent être retirés par les sociétés françaises intéressées auprès des CDM à l'adresse ci-dessous contre le somme de 100 dollars US ou équivalent pour chaque jeu de documents.

Le retrait des cahiers des charges est fixé entre les 5 et 12 juillet 1985.

Charbonnages du Maroc, direction des approvisionnements et marchés, 9, rue Al-Jabli, Rabat - Maroc. Téléc : numéros 319-23 et 317-17 M.

٥٥٥ من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. Après le coup d'État manqué en Guinée.

FRANCE

7. Les contacts du gouvernement avec les activistes guadeloupais.
8. Le lieutenant-colonel Devesse est relâché.
9. Les grands travaux du métro de Paris.
- Les Internationaux de tennis de Grande-Bretagne.

CULTURE

11. LIRE LE SPECTACLE : Beethoven, plus loin que le mythe ; Le théâtre au souvenir ; Kaldéoscope du cinéma indien.

En juillet Sur CFM

de 18 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)

« le Monde » reçoit

du lundi au jeudi
avec PHILIPPE BOUCHER

ÉCONOMIE

13. La projection de loi sur les congés de maternité.
14. Revue des valeurs.
15. Crédits, échanges et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (10)
Carnet (8) ; Mots croisés (10) ; Météorologie (10) ; « Journal officiel » (10) ; Programmes des spectacles (12).

LA TÉLÉVISION PAR CABLE

Grenoble et Lyon s'engagent

Le ministère des PTT vient de signer deux nouvelles conventions de câblage, l'une avec la ville de Lyon, l'autre avec celle de Grenoble. Selon le ministère, plus de la moitié des cinquante plus grandes villes françaises sont maintenant engagées activement dans le plan câble. La mission « TV câble » a signé un accord avec Montpellier : une subvention de 300 000 francs et l'assistance de la mission aideront la ville à commencer sa programmation en septembre 1986. Montpellier sera sans doute le quatrième réseau à entrer en exploitation, après ceux de Cergy-Pontoise (septembre 1985), Rennes et Paris (covert 1986).

De notre correspondant

Lyon. - C'était la trentième du genre. Pourtant la signature, jeudi 4 juillet, à l'hôtel de ville de Lyon, d'une convention d'étude entre la ville de Lyon et l'Etat, pour la création d'un réseau câblé de vidéo-communication a revêtu un faste inhabituel. Pour justifier sa présence, M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, expliquait : « Lyon valait le déplacement à cause des péripéties qui ont marqué notre longue négociation. Il faisait allusion aux profondes divergences d'ordre politique et technique entre son ministère et une ville - à l'ombrageuse volonté d'indépendance ».

Le protocole d'accord, signé avec éclat, est un compromis prudent. Un armistice plutôt qu'un traité de paix. D'ailleurs, M. Francisque Collomb, sénateur (UDF, non inscrit), maire de Lyon, déclarait, comme dans un avertissement : « Le contrat que nous signons demeure un cadre à remplir. Il précise seulement le lancement d'études, l'engagement réciproque étant lié au résultat de ces travaux et à un accord financier dont les conditions restent à définir ».

● GOLF : Ballesteros toujours en tête de l'Open de France. - L'Espagnol Severiano Ballesteros occupait toujours la première place de l'Open de France de golf après le deuxième tour, disputé vendredi 5 juillet à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), avec un total de 130, soit 12 coups sous le par.

Le numéro de « Monde » daté 6 juillet 1985 a été tiré à 444 367 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I.S.L.M.

A B C D E F G

UN SONDAGE DE LA SOFRES

Forte baisse de la cote de M. Fabius

Le dernier baromètre mensuel SOFRES-*Le Figaro Magazine* enregistre une forte baisse (huit points) de la cote de confiance de M. Laurent Fabius et une baisse plus faible (trois points) de celle de M. Mitterrand.

D'après ce sondage réalisé du 22 au 26 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 47 % des Français (56 % le mois dernier) déclarent faire confiance au premier ministre pour résoudre les problèmes qui se posent au pays, contre 44 % (36 % dans la précédente enquête) qui émettent un avis contraire.

Le chef de l'Etat, pour sa part, jouit de la confiance de 38 % des personnes interrogées ; 57 % d'entre elles la lui refusent. La cote de confiance de M. François Mitterrand, qui avait progressé de trois points le mois dernier, retrouve ainsi son niveau du mois d'avril.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, le premier ministre, revenant en un mois de 54 % d'opinions favorables à 46 %, perd huit points. Mais il n'est pas le seul à gauche à subir une forte baisse. Ainsi MM. Delors (37 %) et Chevènement (27 %) perdent respectivement sept et huit points, et le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin (25 %) en perd quatre. Quant à M. Michel Rocard, s'il garde la première place avec 54 % d'opinions positives, il enregistre une baisse de trois points par rapport à la précédente enquête de la SOFRES.

Les personnalités politiques de l'opposition ne profitent pas pour autant de ce recul quasi général à gauche. Si M. Veil (43 %) et M. Chirac (38 %) sont en progression (ils gagnent respectivement deux et quatre points), M. Barre (46 %) en perd un, et M. Chaban-Delmas cinq (25 %), tandis que MM. François Lecomte (40 %) et Giscard d'Estaing (28 %) restent stables.

● Sondages : une décision du Conseil d'Etat. - Par décision du 5 juillet, le Conseil d'Etat a annulé la mise au point de la commission des sondages rendue publique le 9 août 1984 et relative au sondage réalisé le 1^{er} août précédent par l'Institut IPSOS sur le projet de référendum constitutionnel sur les libertés publiques annoncé par le président de la République dans son allocution télévisée du 12 juillet 1984 (le Monde du 11 août 1984).

C'est en se fondant sur un motif de procédure administrative que le Conseil d'Etat, saisi par l'Institut IPSOS, a procédé à cette annulation. Relevant que la mise au point attaquée avait été délibérée en présence de trois seulement des neuf membres composant la commission, le Conseil d'Etat a notamment jugé que, dans le silence du décret du 9 janvier 1978 fixant la composition de la commission, la commission des sondages ne pouvait valablement délibérer que la majorité, soit cinq de ses membres, était réunie.

● Le CNIP prépare vingt-cinq listes départementales. - M. Philippe Malaud, président du CNIP, a annoncé, vendredi 5 juillet, que son parti prépare « une première série de vingt-cinq listes départementales » pour les prochaines élections législatives et que « les négociations avec le RPR donnent à ce jour des résultats décevants ». Il a précisé que les contacts avec le Front national « n'ont pas sensiblement avancé » mais que le CNIP reste « disponible pour toute éventualité », même si, selon son président, il n'envisage pas de figurer sur des listes du Front national.

● M. Chevènement : le PS ne doit pas être une « ruse de secours ». - Dans une interview publiée par le *Nouvel Observateur* du 5 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement explique que le PS ne doit pas être « l'alle gauche du libéralisme mais le pôle de rassemblement de toutes les forces de la France contre le déclin » et que son parti doit donc être « un recours » et non « une ruse de secours ».

Le ministre de l'Éducation nationale ajoute qu'« aujourd'hui » il n'est « pas candidat » à l'élection présidentielle de 1988.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

MICKEY, DONALD,
TINTIN, LES SCHTROUMPS
EN TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

SELON L'INSEE

Hausse de 0,6 % du pouvoir d'achat des ménages au premier trimestre

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages « a progressé de 0,6 % au premier trimestre 1985, après quatre trimestres de baisse », indique l'analyse détaillée des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE publiée vendredi 5 juillet. La baisse du pouvoir d'achat avait été en moyenne de 0,7 % en 1984.

Selon l'étude, « les prestations sociales insistent leur contribution positive à l'évolution du pouvoir d'achat. Elles augmentent de 0,9 % en termes réels. Par contre, le pouvoir d'achat de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels (commerce, artisanat) est toujours en baisse de -0,3 %, etc. L'Institut remarque également une légère réduction de la pression fiscale au premier trimestre ».

L'INSEE souligne que la consommation finale des ménages a progressé de 1,5 % en volume au cours des trois premiers mois de l'année, en raison, semble-t-il, de la rigueur de l'hiver. Environ les deux cinquièmes de l'accroissement de la consommation totale proviennent des achats de produits énergétiques (1). La demande intérieure (consommation et investissements) a ainsi augmenté de 0,6 %.

Le taux d'épargne des ménages a enregistré un « recul exceptionnel » au premier trimestre, alors que « la tendance à la baisse est régulière depuis le début de l'année 1982 ».

À un niveau des entreprises, la formation brute de capital fixe (investissements) s'est redressée (+3 %), après une année de baisse quasi continue.

Le taux de marge s'est accru, selon l'INSEE, légèrement en dessous de son niveau moyen de l'année 1984. L'accroissement des prix à la production (+2,1 %) est accompagné de celle des coûts : +2,4 % pour le coût des consommations intermédiaires, +2,4 % pour le coût salarial unitaire. L'excédent brut d'exploitation a progressé de 1,6 %, soit pratiquement au même rythme que la valeur ajoutée.

(1) La consommation d'énergie a progressé en volume de 9,4 % au premier trimestre, et celle des produits manufacturés de 1,6 %.

M. GUTTON AMBASSADEUR EN IRLANDE

M. Bernard Gutton est nommé ambassadeur en Irlande en remplacement de M. Jean Batbedat, a-t-on annoncé vendredi 5 juillet au Quai d'Orsay.

PNÉ en 1923, diplômé de l'Ecole des sciences politiques après avoir servi dans la Résistance, M. Gutton a été notamment secrétaire général de la mission culturelle française au Liban (1948-1950), conseiller à Alger en 1962, directeur de plusieurs cabinets ministériels et secrétaire général de l'Office de protection des réfugiés et apatrides de 1970 à 1973. Depuis janvier 1982, il dirigeait le service des communications du Quai d'Orsay.

L'affaire des policiers de la Chaussée d'Antin

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL ET SIX INSPECTEURS INCLUPÉS

L'information judiciaire ouverte par le parquet de Paris, après une enquête de l'inspection générale des services de la préfecture de police sur les agissements de sept fonctionnaires affectés au commissariat de la Chaussée d'Antin à Paris, qui avait déjà entraîné l'inclupation et l'incarcération pour vols et complicité de proxénétisme de l'inspecteur principal Georges Cosini (le Monde du 4 juin), vient d'aboutir à de nouvelles inclupations.

Elles ont été notifiées par M. Jean-Louis Mazères, juge d'instruction chargé du dossier, au commissaire principal Alain Depostier, trente-neuf ans, aux inspecteurs Philippe Leroux, trente ans, Denis Gallien, trente-quatre ans, et Alain Pierrejeunes, vingt-six ans, tous inclupés de vols, ainsi qu'à l'inspecteur Jean Queues, vingt-six ans, inclupé lui de recel de vol.

En outre, la compagnie de l'inspecteur principal Cosini, Annie Nizaire, vingt-neuf ans, est inclupée pour sa part de proxénétisme et de recel de vol. Les sept personnes ont été laissées en liberté.

L'URSS « ne construit pas de défense antisatellite à grande échelle » déclare M. Gorbatchev

Dans un message adressé à l'Union des savants préoccupés par une organisation américaine antimilitariste, dont le texte a été publié par l'agence Tass vendredi 5 juillet, M. Gorbatchev invite une nouvelle fois les Etats-Unis à renoncer à leurs projets de « militarisation de l'espace » et affirme que l'URSS maintiendra en vigueur, « aussi longtemps que les autres Etats observeront la même attitude », le moratoire proclamé par elle il y a deux ans sur le déploiement d'armes spatiales. L'Union soviétique, déclare notamment le secrétaire général du parti, « ne construit pas d'armes spatiales de frappe, ni un système de défense antisatellite à grande échelle », et elle « respecte strictement l'esprit et la lettre » du traité ABM de 1972 sur la limitation des armements antimissiles. « Nous ne joindrons à nous et à renoncer à leurs projets (...) qui conduiraient inévitablement à la rupture » de ce traité, ajoute M. Gorbatchev.

SELON LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE POUR L'ARMEMENT

La programmation militaire doit être réactualisée

Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze, interrogé vendredi 5 juillet à Lille où il faisait ses adieux à l'armée de terre à trois semaines de son départ, a déclaré : « On n'est jamais tout à fait satisfait de ce qu'on laisse, mais dans l'ensemble je ne suis pas pessimiste. Si les efforts financiers définis au plus haut niveau de programmation militaire sont effectivement consentis, la France tiendra ses promesses en matière de défense. L'avenir nous dira si ses promesses seront tenues ».

« Une réactualisation de la programmation est nécessaire », estime l'ingénieur en chef de l'armement Claude Lievens, chef du bureau « plans-budgétaires » à la direction des programmes et des affaires industrielles de l'armement, dans un article de la revue *Armement*, qui dépend de la délégation générale pour l'armement, consacré à une comparaison entre les budgets militaires 1984 et 1985 et la loi de programmation militaire 1984-1988.

À propos de l'extension de la loi de programmation quinquennale durant ses deux premières années d'application, l'ingénieur en chef Lievens dresse une liste des écarts constatés entre les réalisations promises par chaque budget annuel (1984 et 1985) et les prévisions du plan 1984-1988 durant ces deux mêmes années.

On sait que cette question est l'objet, actuellement, d'une divergence de point de vue entre le ministre de la défense, M. Charles Fiterman, qui vient de déposer un rapport au Parlement sur l'exécution de la programmation (le Monde du 3 juillet), et les élus de l'opposition à la commission de la défense de l'Assemblée. Le rapport gouvernemental analyse l'exécution de la programmation, qui lui paraît avoir été rigoureusement respectée en 1984 et 1985, sans proposer de réévaluation des crédits.

Considérant les cumulés des commandes et les cumulés des livraisons, tels qu'on peut les estimer à la fin de 1985, écrit l'auteur de l'article dans *Armement*, on peut conclure à une avance globale des livraisons, représentant en moyenne 3 % des livraisons prévues en 1984 et 1985, et à un retard global des commandes, représentant en moyenne 3 % des commandes prévues.

LE COCOM INTERDIT LA FOURNITURE A LA CHINE DE TECHNOLOGIE BRITANNIQUE POUR LA FABRICATION DE FIBRE DE CARBONE

Le Cocom, organisme occidental réglementant l'exportation de matériel stratégique et de technologie vers les pays communistes, a interdit la fourniture à la Chine de l'équipement complet d'une usine qui produirait sous licence de la fibre de carbone. Ce produit est de plus en plus utilisé dans la construction aéronautique, ainsi que dans la fabrication de robots d'équipement médical.

La compagnie britannique RK Technologies proteste contre la décision du Cocom, en affirmant que le Japon livre déjà la fibre de carbone à la Chine.

(Publié)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE
CHINOIS
EN CHINE

UN AN 17.000 F. UN SEMESTRE 8.000 F. + droits inscription. Logement compris. CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre, 745-06-19 ou 722-94-94.

هكذا من الامم

Le Monde AUJOURD'HUI



QUARTIER DES CINÉMAS À TOKYO. PAR FRANÇOISE HUGNIER.

CULTURE AU JAPON : LES ANNÉES ZÉRO

Au pays de Terebi le terrible.
Meurtre à l'électron (page III).

La littérature
en quête d'auteurs nouveaux (page IV).

Un océan de papier :
les mangas (page V).

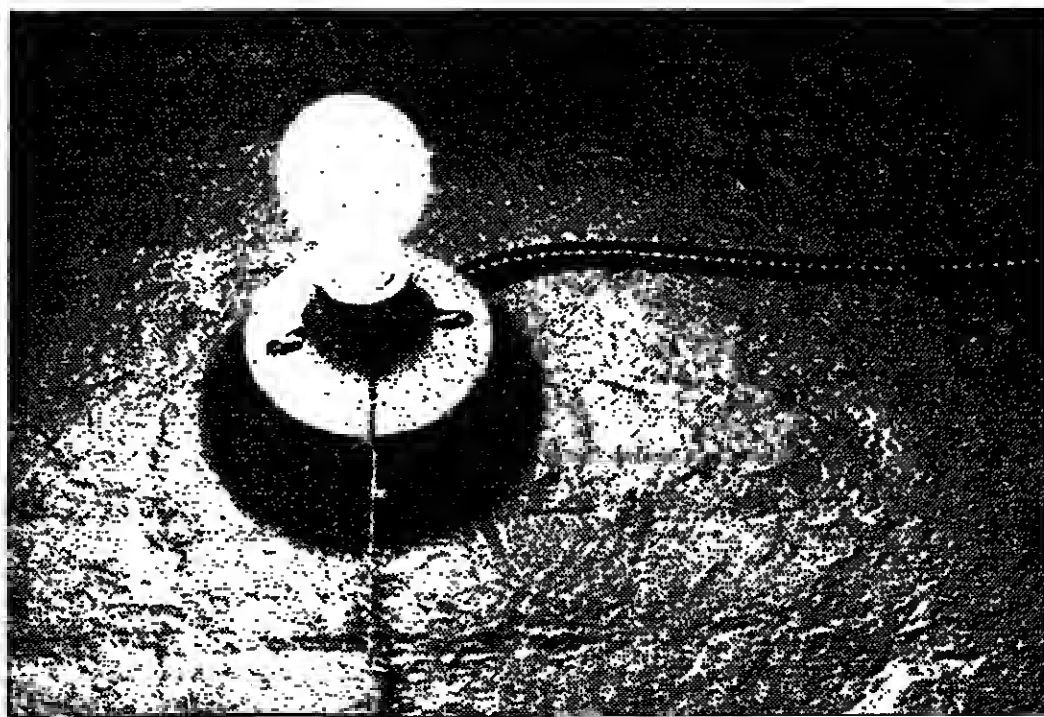
Toshio Hara, un mécène
pour l'art contemporain.
Les tendances
de l'architecture (page VI).

Télévision, morale
et vertu (page VII).

Le cinéma dans la tourmente.
Nagisa Oshima
à Paris (pages VIII et IX).

HISTOIRE DES LUMINAIRES AU CENTRE POMPIDOU

Une grande rétrospective des formes et des idées
utilisées pour habiller la lumière électrique
depuis son invention à la fin du siècle dernier
est présentée au centre Beaubourg.
Féerie chorégraphique, rapprochements poétiques,
affinités esthétiques. Dans le désordre
de la création, l'histoire d'un objet
domestique, utilitaire et fantaisiste (page XI).



CHARLES HENRI

هنا من الامم

CULTURE AU JAPON : LES ANNÉES ZÉRO

Par le mouvement même qui le hissait aux sommets de l'économie mondiale, le Japon a rompu en moins de dix ans avec une tradition culturelle millénaire. Coupés de leurs racines, la plupart des Japonais se livrent avec avidité aux nouveaux dieux créés par la technologie et adorent des héros importés d'Occident ou inspirés par lui. A la littérature, ils préfèrent de médiocres histoires dessinées, les mangas. A leur cinéma national, célébré à l'étranger, ils préfèrent les programmes stéréotypés de la télévision. Les artistes se désolent ou s'exilent. Les esprits les plus fins s'alarment de ce désolat constat qui a pu être fait lors du deuxième sommet culturel franco-japonais réuni à Arc-et-Senans, puis à Paris, du 1^{er} au 4 juillet, à quelques jours de la venue en France du premier ministre nippon, Yasuhiro Nakasone. Ces années obscures sont-elles le prix à payer pour un succès économique incontesté ? Sont-elles les années zéro d'un renouveau ?



AU PAYS DE TEREBI LE TERRIBLE

par Roland-Pierre Paringaux

L'AUTRE jour le marchand avec un ami sous la pluie dans Tokyo. Cet ami — Takeshi, Muramatsu, historien de la culture, — entrecoupe ses propos d'exclamations et de sauts pour éviter les flaque d'eau, développant l'argument suivant : au Japon comme en Occident, la littérature est pratiquement au point mort depuis un quart de siècle.

Il passait en revue les noms et les œuvres qui, d'après lui, ont marqué la fin d'une époque infiniment plus riche : 1961 : Belles Endormies, de Kawabata. La même année : Suicide d'Hemingway. Depuis, plus grand-chose, excepté Uplife et quelques écrivains juifs sur la côte est. Les Mots de Sartre, datent de 1964 ; les Antimémoires de Malraux de 1967. Depuis ceux-là, qui ? Quel ?

quement ruiné le cinéma d'art japonais, lui ont fermé leurs portes au nez. « J'ai dû financer mon film moi-même, sans cela j'aurais dû renoncer à le faire », dit-il.

Kurosawa, Oshima, tourment depuis des années grâce à des capitaux étrangers... A de rares exceptions près (Toshio Hara, propriétaire du Musée d'art moderne de Tokyo, Hanae Mori, la grande couturière, et Seiji Tsutsumi, la machine de l'empire commercial Seibu), les grandes entreprises ne patronnent pas les jeunes artistes — ce qui n'exclut pas qu'elles importent de l'art pour en faire du commerce.

Cela étant, pourquoi un écrivain qui, dans la plupart des cas, n'a pas besoin de l'or d'un mécène devrait-il se laisser décourager par cet état de

pacifique et englobée dans l'Occident. Quel bouleversement !

Ce qui a le plus marqué l'organisation de la vie et celle des esprits du Japon contemporain sont plutôt les cultures du travail et de la télévision, cultures industrielles et de masse, à l'opposé de l'esthétique élitiste traditionnelle.

Fondée sur le culte de l'entreprise, de la compétition, de la productivité, de l'argent et de l'orgueil national, c'est une culture qui a laissé bétonner le Japon.

Jusqu'aux années 70, l'heure fut aussi, sur un mode obsessionnel qui a nettement faibli, au

de plus en plus profond sépare les générations.

Aujourd'hui, la redistribution des cartes va grand train. La culture est tout entière dans la loi du marché. L'Etat n'intervient qu'au titre de la préservation de l'art traditionnel ; la culture, qui n'est pas représentée par un ministère, n'apparaît que pour 0,08 % dans le budget de la nation.

Trois heures par jour devant le poste

La promotion culturelle est principalement assurée par la

succès, des modes et des mœurs d'une nation en perpétuelle mutation. Statistiquement, la télévision captive 95 % des 120 millions de Japonais au moins trois heures par jour (quatre le dimanche).

« On est en plein mélange des valeurs culturelles. Dans dix ans, les critères anciens auront disparu sous la poussée du modernisme », prédit Fujioka Wakao, cadre chez Dentsu. Il ajoute : « La jeunesse d'aujourd'hui n'a pas les mêmes références culturelles ; elle n'a de complexe ni vis-à-vis de ses parents ni vis-à-vis de l'Occident. Pragmatique, guidée par sa sensibilité plutôt que par une démarche intellec-

MEURTRE A L'ÉLECTRON

Cette obsession conversation me conduisit, inégalement, à penser que non seulement la pensée littéraire, mais aussi une bonne partie de l'activité artistique japonaise digne de ce nom, stagnent depuis une vingtaine d'années. Là-dessus, Muramatsu a sa théorie : depuis que le Japon s'est lancé tête baissée dans la « super-économie », au début des années 60, il ne lui reste plus ni temps ni énergie à consacrer aux arts. Le mercantilisme, écraserait la création artistique.

« Le problème est simple. Les gens n'ont qu'une idée en tête : l'argent, encore l'argent, toujours l'argent », affirme-t-il. Mais l'argent explique-t-il vraiment tout ? Est-il exact d'affirmer — surtout d'après mes propres critères — que le Japon est devenu une sorte de désert, du moins dans le domaine de l'art contemporain ? Les arts traditionnels, patrimoine souvent exhibé à l'étranger, ne sont pas ici le sujet.

Le Japon est certainement devenu la nation la plus riche de la planète ; pourtant, les Japonais continuent à se dépenser sans compter dans la course économique et à consacrer bien peu d'argent à l'art. L'industrie et les banques exportent des dizaines de milliards de dollars, mais cette manne ne profite guère aux artistes.

Un jeune metteur en scène de talent, Juzo Itami, me racontait ses difficultés pour financer son dernier film, l'Enterrément, une satire sociale présentée (hors compétition) à Cannes cette année. Les grosses têtes du film commercial, qui ont prati-

choses ? Est-il inévitable que l'éthique des marchands influence les conceptions d'un professeur d'art de province ? Après tout, même s'il est difficile de rêver d'une renaissance artistique comme celle que connaît jadis une Europe couverte d'or, il doit bien exister au Japon quelques artistes suffisamment fortunés pour assurer leur propre indépendance et faire valoir leurs choix.

La force des propos de Muramatsu s'imposait, mais sans vraiment convaincre. Pourtant, alors que mon esprit se refusait à accepter pour argent comptant — si l'on peut dire — les explications de mon ami, mes yeux me prouvaient que si tant de choses vont mal aujourd'hui dans l'art et la culture au Japon, cela tient largement au comportement conservateur et philistin des milieux dirigeants, politiques et d'affaires. Symbole de succès et de puissance, les immeubles des grandes entreprises et des ministères se multiplient dans le centre et dans le ciel de Tokyo. A quelques exceptions près, ils sont fort laids.

Depuis vingt-cinq ans, en dépit de l'évolution, l'architecture urbaine s'est esthétiquement dégradée. Le degré de leur décadence n'est pas sans intérêt dans les années 80, mais ceux qui poussaient en 1985 sur un fond déjà globalement désastreux sont des cubes préfabriqués, semblables et fonctionnels, sérieux et sans génie : un peu à l'image des cadres qui les habitent.

HENRY SCOTT STOKES.
(Lire la suite page IV.)



culite du pacifisme et de l'antinucléaire.

Aujourd'hui, tout, ou presque, est battu en brèche ou submergé par le raz de marée de la société d'information — consommation — loisirs : publicité et télévision, ordinateur et hamburger, base-ball et BD, my money, my car, et les vacances à Hawaï.

Vibrant d'électronique, mélange de consumérisme de masse et d'individualisme, un nouvel art de vivre se développe lui aussi soutenu par de puissants intérêts économiques. On l'assimile souvent à la culture technocratique et commerciale, par opposition à la culture littéraire et humaniste. Malgré un vernis américain trompeur, et à l'exception de quelques chapelles intellectuelles isolées, cet univers très égoïste est de moins en moins influencé par les penseurs occidentaux.

Les mondes culturels japonais, aux dynamiques inégales, sont plutôt indifférents qu'antagonistes. Ils partagent de nombreux intérêts, ce qui donne l'impression, malgré tout, d'unité et de continuité dans le changement. Mais un fossé d'incompréhension

publicité et le mécénat commercial — la loi indique que les dépenses culturelles des entreprises relèvent de la rubrique « publicité ». Les jeunes consommateurs sont la cible privilégiée des fabricants, et l'on constate que la population oppose très peu de résistance à la diffusion de cette « idéologie commerciale ».

Après quarante ans de rattrapage de l'Occident, le Japon est peut-être devenu « une grande puissance économique », mais il reste, dit-on souvent, « une petite nation culturelle ». On peut le déplorer. Mais force est de constater, d'abord, qu'il n'est pas le seul. Ensuite, si l'évolution des sociétés industrialisées implique la domination graduelle d'une culture marchande universelle programmée par ordinateur et servie par les réseaux de communication qui commencent à mailer la planète, le Japon n'est pas en retard.

Depuis les années 50, le petit écran n'a cessé de dominer le paysage. Du Japon vaincu d'hier au Japon triomphant d'aujourd'hui, lancé vers les sommets de la société postindustrielle, le dieu terebi (télévision) a été le nouvel oracle. Il reste le miroir des

tuelle ou par un système extérieur de valeurs, elle choisit librement ce qui lui plaît dans le supermarché culturel.

« C'est la génération télévisée. Elle s'est développée sur les ruines du Japon en même temps que ce moyen d'information et que le nouvel environnement industriel. La plupart des jeunes rêvent la vie telle que la télévision la décrit ou l'impose. »

« Elle a maintenant une trentaine d'années et accède peu à peu aux responsabilités, souligne cet expert. Au Japon, la plus grande catastrophe culturelle, ou peut-être la plus grande chance culturelle, serait une panne prolongée de télévision. Hélas, c'est impossible », remarquait un ami japonais (1).

Keiko Tamura, étudiante, dit : « Notre culture, c'est le base-ball, le tennis, les mangas, la musique pop, les variétés télévisées et le mode.

(Lire la suite page IV.)

(1) Seules les chaînes publiques (NHK), et notamment NHK 3, réservées à la culture, échappent à l'étroit cycle de programmation : jeux, feuilletons, variétés (tout sauf variétés), sports, dessins animés et, toutes les dix minutes, « pages » de publicité.

LA CULTURE AU JAPON

LES BELLES LETTRES OU LE NÉANT

Qui succédera à Mishima et à Kenzaburo Oe ? Si la littérature japonaise a bonne presse hors de l'archipel, ses défenseurs locaux sont inquiets. La jeunesse lui préfère d'autres genres. L'imagination se tarit à mesure que triomphe un environnement technologique et froid. L'espoir vient des femmes et de quelques marginaux ouvertement en révolte.

A ENTENDRE certains Japonais parler du sort de la littérature — du moins de celle jugée pure (*junbungaku*) si on ne la qualifie de populaire (*taishu bungaku*), — on se convaincrait que les progrès de leur société vers des sommets informatiques et audiovisuels, et l'accélération des mutations culturelles que cela suppose, ont pour contrepartie un déclin certain de l'imagination et de la création. Et pas seulement dans le domaine littéraire, creuset traditionnel de l'élaboration de la pensée. Dans le sillage des ordinateurs qui manipulent les masses malléables, belles-lettres et beaux-arts seraient-ils condamnés à dégénérer ?

« S'il y a une chose dont je suis convaincu, c'est que notre société n'est plus une société de culture littéraire », dit Tadashi Matsui, éditeur. « Aujourd'hui, la littérature, au sens strict du terme, est en voie d'appauvrissement. Le phénomène n'est pas particulier au Japon, mais, au Japon, il est particulièrement manifeste. Parfois, par manque de qualité, des prix littéraires ne sont même plus décernés », constate pour sa part Shuichi Kato, écrivain et historien de la littérature.

Pour le romancier Shinichiro Nakamura, « depuis la deuxième guerre mondiale, la littérature est en plein déclin. Les grands écrivains ont disparu, les nouveaux n'ont plus leur portée universelle, le nombre des lecteurs baisse. Des deux côtés, c'est un

problème de qualité. » Quant à Wakao Fujioka, cadre supérieur chez Dentsu, géant mondial de la publicité, il estime que « l'intérêt pour la littérature pure et pour la poésie est de plus en plus rare chez les jeunes. Ce sont des genres trop intellectuels, trop éloignés d'une sensibilité qui est celle de la relation directe, de l'image. La vie matérielle et culturelle des nouvelles générations du Japon est avant tout gouvernée par la télévision. »

C'est vrai, ces dernières années, la moisson littéraire, tous genres confondus, n'a pas été mémorable. Sur cela, au moins, bien des connaisseurs sont d'accord. Mais, toutes proportions gardées, le genre ne se porte pas plus mal que dans les autres sociétés industrielles. Ce qui inquiète les tenants de la Littérature, c'est d'abord un appauvrissement apparent de la création intellectuelle en général et de l'imagination romanesque en particulier. L'édition littéraire, qui n'échappe pas aux lois du marché, est de plus en plus réduite à publier tout et n'importe quoi.

« Bien que le niveau d'intérêt pour la littérature reste comparativement élevé au Japon, on constate une baisse sérieuse depuis cinq ans. Les étudiants, clientèle traditionnelle, se sont mis à lire des bandes dessinées (...). Nombre de textes, hier encore lus par les Japonais soucieux de culture, ne trouvent plus preneurs », note le professeur américain Donald Keene, grand

spécialiste de la littérature japonaise. Il ajoute : « Beaucoup de Japonais voient leur avenir culturel sous des couleurs sombres. Les maîtres se plaignent du nombre croissant d'élèves incapables d'écrire un japonais décent. Il est vrai qu'ils préfèrent passer leurs week-ends à faire du ski plutôt qu'à fréquenter la bibliothèque. »

Mishima écrivait naguère : « Au sommet de la littérature d'après-guerre, Kenzaburo Oe est le porte-parole des années 60. » L'intéressé dit, en 1985 : « J'ai l'impression d'être très isolé (...). Personne n'a plus, aujourd'hui, le rôle que nous avions, Mishima et moi, dans les années 60. Les jeunes, aujourd'hui, n'attendent plus de porte-parole. Ils ont des héros qui se succèdent comme des modes, mais sans messages. »

Un critique, Isoda Koichi, va jusqu'à se demander si la littérature japonaise doit, aujourd'hui, sa stature internationale « à ses qualités inhérentes ou au phénomène de croissance de la nation depuis la guerre ». En fait, ajoute-t-il, « la littérature japonaise continue à stagner, état de choses attesté par le fait qu'aucun écrivain débutant n'a été jugé digne de recevoir le prix littéraire Noma en 1984 ».

Le nucléaire contre l'homme nouveau

Sans doute, la même année, d'autres prix prestigieux ont été décernés à des auteurs de talent : à Minakami Tsutomu pour *Ryokan*, roman philosophique retraçant les tribulations d'un prêtre zéa ; à Shibaki Yoshiko pour *Sumidagawa boshoku* (Crépuscule sur la rivière Sumida), un roman sur le déclin des sentiments populaires nés de la défaite de 1945 lors du redressement économique du Japon. Sans doute aussi les grands romanciers, ceux qui sont (parfois) traduits en anglais et (rarement) en français, continuent-ils leur œuvre.

Le plus âgé, Yasushi Inoue, a publié l'an dernier *Ikoku no*

Hashi (Étoiles sur une terre étrangère), une collection de lettres sur ses voyages en Asie. (On espère, à Tokyo, qu'il sera bientôt lauréat du prix Nobel, par considération pour son œuvre et dans l'espoir qu'une telle consécration ravive l'intérêt pour la littérature.)

En 1983, Kenzaburo Oe (dont le *Jeu du siècle* est paru en France cette année) avait publié un ouvrage très personnel, à la fois marqué par ses rapports avec son fils, atteint de handicap, et la vision d'un « homme nouveau » dans un monde dominé par les armes nucléaires : *Atarashi hito yo mezameyo* (Débutez, homme nouveau). Peu avant, il avait fait paraître un recueil de nouvelles : *Rein tsuri o kiku onnatachi* (les femmes qui écoutent l'arbre de pluie). En 1984, un autre grand, Abe Kobo, a terminé *Hakobune Sakuramaru* (l'Arche Sakura), parabole sur l'environnement nucléaire. On retrouve ici l'obsession nucléaire qui a déterminé l'engagement politique et littéraire d'une génération d'écrivains nippons et dont tout un courant cherche désormais à se libérer.

Kawabata et Mishima, c'était hier, mais pour bien des jeunes d'aujourd'hui, c'est à des années-lumières.

Certains, comme Abe Kobo, bien sûr, mais aussi de plus jeunes auteurs comme Murakami Ryu (avec *Un bleu presque transparent* dès 1976), Murakami Haruki, Takahashi Genichiro ou Tsubioka Yuko, abordent, chacun à sa manière et plus ou moins en profondeur, des tranches de vie, de villes, de mœurs et de modes. On reproche à certains jeunes auteurs leur « décadence » et leur « légèreté ». Ils décrivent pourtant la société japonaise contemporaine, que d'autres ont voulu, pour eux.

A cet égard, Nantonaku kirisuturu (Jeunesse de cristal), de Tanaka Yasuo, avait produit en 1980 un double choc : par son contenu et par son immense succès populaire. Véritable cata-

logue de marques, produits et lieux à la mode jugés indispensables à l'affirmation d'une jeunesse passivement immergée dans un univers matérialiste, ce livre est un véritable morceau d'anthropologie socioculturelle. A travers des héros hypnotisés par les modes télévisés et publicitaires, Tanaka a décrit une jeunesse transparente comme du cristal, sans réelle profondeur mais caractéristique du Japon urbain d'aujourd'hui.

Passions primitives au pays des ténèbres

Enfin, le plus prometteur des jeunes auteurs, Nakagami Kenji — *Kareki Nada* (Une mer d'arbres morts), *Chi no hoto shijo no toki* (Le Temps suprême au bout du monde), — présente des héros déchirés entre modernité et tradition, mythologie et folklore, du Japon rural. Dans ce « pays des ténèbres », les passions primitives trouvent de violents exutoires. Nakagami est le scénariste d'un film de la même veine : *Hi matsuri* (La Fête du feu), de Yanagimachi Mitsuo, présenté à Cannes.

Les jeunes auteurs travaillent dans un environnement très différent de celui de leurs aînés. Affrontés au pouvoir envahissant de l'image, leurs œuvres reçoivent moins de publicité, leur champ de pensée paraît aussi plus limité. Dans un univers d'éducation et de consommation de masse, la distinction entre littérature pure et populaire s'est peu à peu brouillée.

« Beaucoup d'écrivains s'enferment dans le « milieu littéraire », limitant ainsi leurs sujets. Trop de jeunes décrivent de petites aventures sentimentales. Un peu de psychologie, un peu de sexualité, mais pas d'analyse psychologique, pas de philosophie de la sexualité. On finit de croire qu'il s'agit de pure littérature, mais ce n'est, le plus souvent, qu'une littérature appauvrie, privée de références historiques », estime Shuichi Kato. A l'opposé du

déclin du roman, il note la montée des livres documentaires, biographies et reportages sur des sujets contemporains et écrits anthropologiques. Une littérature du quotidien pour public pragmatique.

L'imagination créatrice désertait-elle la littérature japonaise ? « Au Japon, poursuit Shuichi Kato, on trouve originalité et créativité en matière gestuelle et audiovisuelle : danse, théâtre d'avant-garde, mime. Mais, à quelques exceptions près — par exemple Hisashi Inoue et Tsuka Kohji dans le domaine de l'art dramatique, — on ne peut guère parler de créativité intellectuelle originale dans le domaine littéraire. »

Auteur d'une *Histoire de la littérature japonaise*, Shuichi Kato estime que le mode de pensée propre à la culture scientifique et technologique, par opposition à la culture humaniste et philosophique, « envahit le terrain de l'écrit ». « Cette invasion est fondamentalement mathématique, et son applicabilité est universelle mais, contrairement à la pensée humaniste, elle s'exerce au détriment de la totalité de la connaissance humaine. On a donc aujourd'hui plus d'experts, de spécialistes et de techniciens mais moins de généralistes, de philosophes et d'écrivains. »

« Ce que le Japon a prouvé au monde, poursuit Shuichi Kato, c'est qu'une équipe de techniciens unie, spécialisée et disposant d'une perspective limitée pouvait être très efficace dans l'amélioration et l'introduction de techniques industrielles. Mais pour la capacité de création dans le domaine des idées générales, de la pensée philosophique ou même de la science pure, on est proche de zéro. L'espoir du roman, cet intellectuel le voit plutôt chez les marginaux, notamment les femmes (Ota Minako et Tomioka Taiko) ou les Coréens du Japon (Lee Kaeil), parce que, dit-il, « pour créer, il faut être hors du système ».

R.-P. PARINGAUX.

MEURTRE A L'ÉLECTRON

(Suite de la page III.)

C'est cela, cet abaissement régulier et apparemment irréversible, dans un océan de l'écrit, qui inquiète. Or, de tous côtés, les preuves de ce naufrage sont visibles. L'essentiel de l'énergie culturelle créatrice s'est déplacé du terrain de la littérature (principal pôle de créativité et d'attention dans les années 50-60) vers des activités périphériques : publicité, télévision et magazines, programmes pour ordinateurs et jeux vidéo, bandes dessinées, etc.

Pourquoi ce changement, ce glissement de la littérature, de ses auteurs et de ses amateurs, vers d'autres terrains ? Faisant écho à Murakami, un autre historien de la culture, Kato Shuichi résumait ainsi le phénomène : « Avant la guerre, nous avions le *Kampetaitai*, la police militaire. Elle régnait en terrorisant les gens par la force, elle était toute-puissante. Aujourd'hui, nous avons Dentsu et Hakuhodo, les grandes agences de publicité. Elles sont mille fois plus puissantes que le *Kampetaitai* ne l'a été jamais. Elles s'infilrent partout, elles sont au courant de tout, elles règnent sur la nation par la méthode douce. »

Dentsu est la plus grande agence de publicité du monde, et l'on peut apprécier ou non ses méthodes. Mais, encore une fois, la réaction que suscite ce genre d'affirmation péremptoire est celle de savoir si l'existence de Dentsu et autres publicitaires est, à elle seule, de nature à décourager l'émergence d'un artiste. Quelle influence ces entreprises peuvent-elles bien avoir, au fond, sur l'évolution d'un nouveau Tanizaki, d'un nouveau Kawabata, encore inconnus ? Croire à cette théorie de la « conspiration Dentsu », n'est-ce pas aller un peu loin ?

Une malédiction pèse sur le Japon

Au bout du compte, on se retrouve devant cette interrogation : pourquoi la sève artistique de l'une des nations les plus créatives et les plus actives de l'histoire se tarit-elle ? Vu le rôle joué par l'art dans la société japonaise au cours de l'histoire — et le fait que les Japonais sont, event tout, des esthètes, — la situation apparaît pour le moins déplorable. Mais qui proteste ? On ne trouve guère d'articles critiquant l'encombre-

ment du ciel de Tokyo par une centaine de gratte-ciel aussi laids que la tour Montparnasse, ni de plaintes concernant la qualité souvent exécrable des chaînes de télévision. Non, les entreprises dominent l'espace culturel pratiquement sans opposition. Les Japonais n'aiment pas la controverse. Ici, pas d'équivalent du Cenerd enchaîné...

Au cours des vingt dernières années, nombre d'artistes japonais de talent ont dû s'exiler pour parvenir à leurs fins : le chef d'orchestre Seiji Ozawa, Shusaku Arakawa et bien d'autres peintres et sculpteurs. Kenzo, le plus doué des jeunes couturiers japonais, s'est exilé à Paris depuis longtemps. Pourquoi sont-ils partis ?

Peu de temps avant son suicide, Yukio Mishima, essayant d'expliquer le désespoir que suscitait en lui l'évolution de la société japonaise, me disait : « Une malédiction pèse sur le Japon. » C'est une vision qui semble bien mal traduire la réalité du Japon d'aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que l'art et la culture semblent bien mal en point.

HENRY SCOTT STOKES.
Journaliste, auteur de *Mort et Vie de Mishima*.

TEREBI LE TERRIBLE

(Suite de la page III.)

« La course perpétuelle aux examens ne laisse pratiquement pas de temps libre. C'est plus facile de regarder la télé ou de lire une BD que de lire un livre. C'est superficiel ? C'est notre culture. »

« L'événement culturel de l'année, dit-elle, ce fut le mariage en juin de Matsuda Seiko, qu'une chaîne de télé a diffusé de 6 heures à 21 heures, qui a coûté plus de 200 millions de yens (environ 1 million de dollars) et mobilisé des centaines de journalistes. Matsuda Seiko est un produit culturel télévisé type : une idole (idole). Mises sur le marché des variétés à quinze ans, ces minettes préfabriquées sont hissees par les médias et le show-business au niveau d'un mythe national.

Stars-bébés identiques, éphémères et infantiles, peu importe qu'elles aient ni voix ni personnalité puisqu'elles rapportent des millions. Qu'elles changent de coiffure, et des millions de collégiennes submergeront illico les salons de coiffure au Japon et aussi à Séoul, à Singapour, Hong-kong et Taiwan. Idem pour les garçons. Même si la valeur artistique des idoles est à peu près nulle, on imagine leur valeur publicitaire.

Keiko ajoute : « Le kabuki, le nô et le reste ne font pas partie de l'éducation des jeunes générations, et ça n'a rien à voir avec l'environnement actuel, c'est figé, c'est froid. Nous, on aime la musique pop américaine ou celle de Ryuchichi Sakamoto. La mode, le cinéma, la vidéo, expriment mieux notre société. »

Certains s'insurgent contre cette évolution. « La culture japonaise a plus de dix siècles, elle ne va pas disparaître en dix ans. La culture, c'est l'époque d'Heian et celle d'Edo qui la représentent, pas Dentsu ! Tout cela ne peut pas être détruit par la culture publicitaire et par la technologie. Les jeunes oublieront peut-être les références culturelles étrangères, mais pas les traditions du Japon », dit Nakamura Schinichi, écrivain pétri de culture européenne. Selon lui, il faut « trouver un nouvel humanisme », une « coexistence entre les genres culturels ». Il « refuse comme modèle de société » cette culture iconoclaste qui se répand aujourd'hui et qu'il juge « destructrice ». Certes, mais comment la contenir alors qu'elle est dans la nature, dans la logique de nos sociétés ?

C'est pour cela, pour protester contre l'envahissement irrésistible de la culture traditionnelle par les

marchands et de l'art par l'argent que l'écrivain Yukio Mishima, s'est donné la mort. C'est pour cela que Kenzaburo Oe rêve d'un retour à la culture folklorique villageoise, à une rupture avec la course au matérialisme, à la puissance et à l'occidentalisation du Japon. C'est pour cela que le professeur Edward Seidensticker, grand spécialiste américain de la littérature japonaise, écrivait : « Le Japon est devenu une société économiquement vulgaire, et l'épithète s'applique surtout à la culture télévisée. Cela dit, il serait simpliste de ne blâmer que le Japon et sa grande spécialité, la musique de variétés, pour cette vulgarité. C'est la production de masse en toutes choses qui en est la cause principale. Pourquoi alors critiquer le Japon ? Parce que, avant les temps modernes, les Japonais ont paru incapables de produire quoi que ce soit de vraiment laid, médiocre ou grossier. »

Comme dans d'autres domaines, qui nourrissent des considérations parfois fort éloignées des réalités, les clichés culturels japonais évoluent lentement. C'est d'autant plus paradoxal que, derrière les masques et paravents traditionnels, les mutations culturelles paraissent aussi rapides qu'ailleurs, sinon plus.

R.-P. P.

LE MILLION

Les Japonais...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

Un million de...
Un million de...
Un million de...
Un million de...

هكذا من الأصل

LA CULTURE AU JAPON

MILLE MILLIONS DE MILLE MANGAS

Partout, à toute heure, les Japonais lisent, dévorent, ingurgitent les pages monochromes d'énormes magazines de bandes hâtivement dessinées : les mangas. Un milliard de ces hebdomadaires sont vendus chaque année. Hommes, femmes, enfants, à chacun son manga. Ils n'ont qu'un but : distraire. Même s'ils éclairent crûment l'évolution des mœurs.

DANS le métro, un cadre bien mis, prototype de « l'homme-de-la-compagnie » : trentaine, bon genre, sérieux de rigueur. Sans la moindre gêne, il extirpe de sa serviette un manga bien gras, aphrodisiaque et sanglant, et se plonge le nez dedans. Promiscuité oblige, il en fait profiter ses voisins et voisines. Il n'est pas le seul.

Ailleurs, entrant dans un bistrot, un jeune couple attrape machinalement deux mangas parmi tous ceux que la maison offre aux clients. Ils les étalent sur la table et, sans échanger un mot, se jettent dessus avec voracité. Aux tables voisines une même passion anime leurs sosies.

valant mieux que les superlatifs, on soulignera d'emblée que le manga moyen compte de 300 à 600 pages et qu'il s'en vend, bon an mal an, plus d'un milliard par an. Dans un pays deux fois plus peuplé que la France, cela fait une bonne dizaine d'exemplaires épaiss comme des annuaires par tête d'habitant — hommes, femmes et enfants, — ou encore un quart des 4 milliards et demi de livres et de revues publiés annuellement au Japon. A 10 francs l'album, l'addition est énorme.

Si l'on parle en Occident de « phénomène de société » et de « nouvelle culture » à propos des bandes dessinées, dont la diffusion reste comparativement limitée, quels termes convient-il d'employer pour qualifier cet engouement massif qui a fait ici passer les tirages de 40 millions en 1965 à plus de 1 000 millions aujourd'hui ?



Quotidiennement, des millions de Japonais se gavent de mangas. De dix à quarante ans et plus, debout, couché, assis, chez soi, à l'école ou au café, chez le coiffeur et dans l'avion, on en consomme partout, n'importe où, n'importe quand. Dans les magasins spécialisés, des groupes de jeunes passent des heures debout à en consommer sans payer. En banlieue, un temple dédié aux mangas, propose cet acte de foi : « L'idée du prêtre : BD et recherche de la vérité. » Seule la télévision peut se vanter d'avoir plus d'intoxiqués, mais elle met aussi les mangas à son menu aux heures de pointe, à toutes les sauces, elle en sert une trentaine par semaine.

Mangas ? Ce ne sont pas des fruits et ça ne se mange pas, ce sont des feuilles que l'on dévore. Des feuilles ornées de noirs dessins (pas de couleur ici) dont les équivalents sont — toutes proportions gardées — en anglais les comics et, en français, les BD.

Au Japon, depuis longtemps en proie à la boulimie pépivore, la consommation de mangas atteint dans la jeunesse un niveau quasiment obsessionnel. Les chiffres

Comie (messieurs), Be Love et Big Comic for Lady (dames) dépassent le million (par comparaison, l'hebdomadaire *Bungei Shunju*, la plus lue des revues littéraires, tire à 650 000 exemplaires).

Le marché adulte, jusqu'à quarante ans environ, s'est développé parallèlement au vieillissement des générations : lecteurs et auteurs se sont adaptés pour rester fidèles au genre. Globalement, le marché compte des dizaines de magazines plus ou moins prospères. Pour tous, un titre matiné d'anglais est un *must*. Le sens importe peu.

Les mangas sont, avec la télévision, un paradis culturel artificiel où les nouvelles générations s'offrent à bon marché des rêves faciles, loin de réalités contraignantes et plutôt déprimantes. C'est le fast-food de la littérature dite de distraction. On en trouve pour tous les goûts, tous les âges, tous les genres : série noire et pages roses, soft porno, humour et science-fiction, sports et romances, samourais et collégiens, robots et contes moraux.

Pour les garçons, beaucoup d'aventure, de sport, de sexe et de bagarre ainsi qu'une obsession particulière, un fétichisme durable, pour l'uniforme et les dessous des collégiennes. Côté filles, on nage dans le conte de fées : amour, larmes, eau de rose et mode.

Comme dans l'univers publicitaire nippon — étrange schizophrénie, — les héroïnes et les héros de mangas, qu'ils vivent dans la réalité ou dans la fiction, ont souvent des traits occidentaux.

Le grand bond en avant des mangas date du début des années 60 avec la diversification du genre, où jusqu'alors domine le comique, vers des thèmes dramatiques et plus sophistiqués. Un héros, Tetsuwan atomu (puissant atome) et son créateur, Tezuka Osamu — un médecin passé au dessin et père des *Gekiga* (mangas dramatiques) — émergent alors. Atomu est un robot conscient, un défenseur du bien qu'anime la foi dans la science et dans l'humanité.

Pour la génération de l'après-guerre, pour un Japon lancé à corps perdu dans le redressement, la paix et le progrès, le message



c'est-à-dire « mignons ». L'avenir du monde et la réflexion sociale ne sont pas de leur ressort. Le message n'est pas leur fort. Doraemon, en quinze ans, s'est vendu à plus de 60 millions de mangas. C'est un habitué de la télévision et le best-seller de toutes sortes de produits pour

Osamu Tezuka (*Vie de Bouddha* et *Phoenix*), Reiji Matsumoto (*Je suis un homme*, *Express Galaxie 999*, *Champ de bataille*), Keiji Nakazawa (*Gen aux pieds nus*, aventure autobiographique débutant dans les décombres d'Hiroshima) sont de ceux-là.

Dans l'industrie du manga, les rythmes et les capacités de production sont toutes japonaises. De surcroît, la place accordée au déroulement du manga, dans l'espace et dans le temps, a de quoi stupéfier. En trente-cinq ans, souligne Frederik Schodt, auteur du passionnant *Manga, Manga : The World of Japanese Comics*, Tezuka a conçu et dessiné quelque 150 000 pages. Ses œuvres ont été vendues à plus de 100 millions d'exemplaires. Schodt écrit par ailleurs : « Tout comme la minute de silence dans un film dramatique, le manga consacre parfois plusieurs pages à des scènes sans dialogue ni narration (...). Kozure Okami (*Le Loup et l'Enfant*) est un exemple extrême du genre. Dans cette histoire en vingt-huit volumes, soit 8 400 pages, des combats de samouraï s'étirent parfois sur 30 pages avec seulement le son des lames qui s'entre-choquent. »

La place, on l'a vu, ne manque pas pour ces histoires, qui sont d'abord publiées en séries dans les magazines avant d'être reliées et dont la publication peut s'étaler sur des années. Le temps de lecture est estimé, paraît-il, à une vingtaine de minutes pour 300 pages.

La vision d'un nombre croissant d'adultes épris de mangas irrite la génération d'avant-guerre, périe des valeurs de l'empire et de culture européenne. Pour elle, la passion pour les mangas témoi-

gnait d'un processus d'infantilisation menant à la décadence intellectuelle et culturelle. Elle détournerait de l'étude et de la « vraie littérature ». Des associations de parents luttent contre l'épidémie. Un livre intitulé *Manga : La ruine des cerveaux japonais* a sonné l'alarme. Mais que pèsent ses quelques milliers d'exemplaires face à la marée manga ?

Un sociologue, le professeur Yoshida Soeda, nous dit pour sa part : « Chaque fois qu'un nouveau phénomène culturel de masse émerge — le cinéma, le jazz, par exemple, — il se heurte à la résistance de ceux qui dominent la culture au nom de la morale et de la tradition. Au siècle dernier on disait que le baseball, sport étranger jugé vulgaire par comparaison au judo et à l'aikido, était la décadence de l'âme japonaise ; aujourd'hui, c'est quasiment le sport national. Au début du siècle, des jeunes filles qui osèrent aller au cinéma, à ses débuts au Japon, furent renvoyées de leurs collèges. »

Yoshida Soeda lit « en moyenne une douzaine de magazines de mangas par semaine ». Il défend le genre : « Tout n'est pas superficiel, loin de là. Comme dans le cinéma ou la littérature, on y trouve le meilleur et le pire. Les mangas sont le reflet de l'activité humaine. (...) Si le cinéma a beaucoup perdu et les BD beaucoup gagné, c'est qu'elles sont plus flexibles et ont mieux collé à l'évolution de la société. » Selon lui, les mangas ne prennent pas de lecteurs à la vraie littérature et n'empêchent pas les adolescents d'étudier.

R.-P. P.

Paradis artificiel

L'empire culturel et industriel des mangas empêche quelque 3 000 scénaristes et dessinateurs, les cinq principaux *sohen mangas* (BD pour garçons) ont un tirage hebdomadaire combiné d'environ 10 millions d'exemplaires, le plus populaire, *Shonen Jump*, oscille entre 2,5 et 3 millions. Côté *shojo mangas* (BD pour filles), quatre hebdomadaires totalisent 6 millions d'exemplaires dont 2 millions pour *Ribbon*. Pour les adultes, *Big*



était clair. Symbolique des idées et des aspirations d'alors, Atomu fut très populaire. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans de progrès économique et d'enrichissement, les héros dans lesquels la jeunesse se reconnaît sont, robots ou non, d'une tout autre dimension.

Immensement populaires, Arare Chen (la petite Arare) et Doraemon (un robot chat) sont en quelque sorte des voisins de palier dans les préoccupations terre à terre cherchant avant tout à distraire. Ils sont, selon une expression passe-partout, *kawai*,

enfants. Il fait aussi fureur ailleurs en Asie.

D'Hiroshima aux galaxies

Production de masse, infantilisme, violence et porno ont relativement abaissé la qualité moyenne des mangas, d'autant que les nouveaux auteurs, eux-mêmes nourris de BD, semblent souvent posséder un éventail créatif limité. Cela dit, certains maintiennent une qualité remarquable des thèmes et du graphisme.

LA CULTURE AU JAPON

TOSHIO HARA ET L'ADOLESCENCE DE L'ART

par Henry Scott Stokes

Toshio Hara, mécène japonais, a transformé sa maison en musée, le seul musée privé consacré à l'art contemporain au Japon. Dépositaire de l'orgueil nippon, il déplore la faiblesse actuelle des artistes et dresse la liste de ceux qu'il a décidé de sortir de l'isolement où les plonge une société trop soumise au goût occidental.

SITUÉ dans une rue étroite et bordée de côuteuses villas du quartier de Gintanda, le Musée Hara d'art contemporain est une bâtisse des années 30 qui ne paie pas de mine. C'est pourtant l'un des rares endroits de Tokyo et du Japon à donner vraiment au visiteur le sentiment d'être en présence d'une collection d'œuvres rassemblées par un amateur au goût artistique certain. Et à l'heure où tout mécène qui se respecte, grand magasin ou municipalité, ouvre son musée pour faire comme le voisin, cela n'est pas peu dire.

A partir de cette bâtisse, que fil construire son grand-père, Toshio Hara (cinquante ans) se verra, il y a six ans, à une tâche téméraire : la convertir en musée privé d'art moderne. Il a réussi.

Dans son bureau, un dessin Christo sorti du projet du Pont-Neuf (et « tout juste arrivé de New-York ») fait faire un agrandissement photographique saisi de l'incendie du Hindenburg. Au rez-de-chaussée, un grand Rauschenberg voisine avec une série d'estampes d'une signée R.-B. Kitai sur la pelouse du parc, terrain privilégié des sculptures, une reproduction géante de la première page du *New York Times* — œuvre du sculpteur Pop Misha — fait la une. Hara étend sa collection permanente, et chaque visite, chaque nouvelle acquisition, confirme l'impression que ce mécène fait plus pour la promotion de l'art contemporain que n'importe qui d'autre au Japon. Et il le fait avec sa fortune personnelle, plus les dons de quelques fondations ; en tout un budget annuel de 900 000 dollars.

Dans une nation où les hommes riches et les entreprises riches

sont légion, mais où il est rarissime qu'ils risquent un yen dans l'art contemporain, Hara va résolument contre le courant philistin ; contre ceux qui ignorent toute œuvre d'art n'importe de valeur marchande. Il est réputé bien au-delà de Tokyo, et si le Musée d'art moderne de New-York ou la Tate Gallery de Londres recherchent son avis, c'est qu'il connaît ce monde plutôt mal connu qu'est l'art japonais contemporain. Un monde sur lequel il ne nourrit d'ailleurs guère d'illusions.

« Il ne se passe pratiquement rien au Japon du côté de l'art contemporain », dit-il. « Ce n'est pas qu'il manque de talents, au contraire, ils existent par dizaines. Mais à tous une chose importante fait défaut : l'expérience internationale. Beaucoup s'acharnent à percer dans un marché étroit et fermé, terriblement isolé de ce qui se passe dans le reste du monde. Il leur manque une ouverture et une dimension internationales... »

Les artistes dans le carcan du respect

« Au Japon, de nos jours », poursuit Toshio Hara, « les arts visuels contemporains — la peinture et la sculpture — sont une zone sinistère. Dans ce domaine, nous n'avons pas suffisamment de collectionneurs et pratiquement pas de musées dignes de ce nom. Pas de mécènes derrière les coulisses, personne pour encourager et soutenir les artistes. » Lui est l'une des rares personnes — il possède l'unique musée privé du Japon (120 millions d'habitants) — entièrement consacré à l'art contemporain — à donner leur chance aux artistes japonais du



Musée des beaux-arts de la préfecture de Saitama par Kisho Kurokawa (1982).

moment, les stimuler et à tout faire pour qu'ils exposent à l'étranger.

« L'un de nos projets consiste d'ailleurs à accumuler pendant cinq ans les œuvres les plus significatives d'artistes japonais contemporains et à préparer une tournée itinérante aux États-Unis, puis en Europe. » Pour cela, Hara a déjà le soutien de quinze musées, cinq japonais et dix américains. Mais, dit-il, « le manque d'artistes japonais possédant vraiment une envergure interna-

tionale » rend la tâche très difficile.

Pourquoi ? N'est-il pas extraordinaire qu'un pays doté d'une tradition d'arts graphiques aussi prestigieuse soit à ce point indigent en art contemporain ? Et si, comme l'affirme Hara, « des dizaines d'artistes de talent s'échinent dans l'ombre, pourquoi la créativité artistique du Japon traîne-t-elle loin derrière celle de l'Occident ? »

Pour Hara, les peintres et les sculpteurs japonais sont victimes

de l'environnement local, de contraintes qui n'ont rien à voir avec l'art. Dans le domaine des arts traditionnels ritualisés — *ikebana* (arrangement floral) ou danse classique, par exemple, — le système de valeurs et d'éthique japonaises, carcan de respect hiérarchique et de conformisme, fonctionne encore sans trop de problèmes. Par contre, ses contraintes dérèglent ou paralysent le développement d'un art contemporain original.

« Au Japon, les artistes veulent toujours savoir, conformément à la tradition — d'après ça — (qui doit être respectée). Ils se trouvent alors pris, comme tout un chacun ici, dans la relation oyabun-kobun [dépendance hiérarchique, père-fils, aîné-cadet, professeur-élève, patron-employé, supérieur-subalterne, maître-disciple]. Ils n'arrivent pas d'y penser, de s'y référer. »

Depuis des décennies, nombre d'artistes japonais — tel Fujita, fuyant à Paris dans les années 30 — ont dû s'exiler pour briser le carcan de cette dépendance et développer leur personnalité artistique. Et, aujourd'hui, en dépit — on a cause — de l'immense prospérité du Japon, cela reste vrai. C'est par dizaines, cependant, depuis les années 80, que les artistes japonais se sont enfilés vers l'Europe mais surtout vers les États-Unis. Beaucoup d'entre eux sont devenus des exilés permanents, car rentrer au Japon c'est risquer de retomber dans cette relation de dépendance (*oyabun-kobun*) et d'y perdre sa liberté, sa personnalité, son talent. De surcroît, ils auraient peu de chance de trouver ici la stimulation de collectionneurs, de galeries et de musées dignes de ce nom.

A Tokyo, l'une des métropoles les plus peuplées et les plus riches de la planète, l'indigence qualitative des galeries de peinture a quelque chose de stupéfiant. Certes, il en existe des dizaines dans le quartier commerçant de Ginza, mais combien sont dirigées

par des gens ayant suffisamment de goût et de connaissances en art contemporain ? Il n'y en a guère. Il y a des années, la galerie Shimizu, grâce à la personnalité de son propriétaire, était un lieu de rencontre idéal pour l'art moderne. Mais le généreux Kusuo Shimizu, criblé de dettes, en fut bientôt réduit à se pendre. Le vide laissé par son suicide n'a jamais été comblé.

Pourtant, ce ne sont pas les musées qui manquent. En province, par exemple, on en construit treize à la douzaine. Dans un pays où l'esprit de compétition n'a d'égal que l'esprit de conformisme, chacune des nombreuses préfectures considère qu'il y va de son honneur de construire, comme ses voisines, son propre musée d'art moderne. Avec l'argent du contribuable. Certes, c'est un premier pas, mais on peut parfois s'étonner des résultats.

Un musée, une œuvre, une seule

« Dans certains cas, dit Hara, l'essentiel des fonds passe dans le béton et les frats d'architecture. Il ne reste pas grand-chose pour mettre de... l'art dans le musée. Alors, on achète une œuvre de première qualité — par exemple un Miller à Yamaguchi, — mais une seule. Et tout autour, on met n'importe quoi. »

Les Japonais se sont offerts depuis vingt ans un nombre de musées infini au monde. Des musées souvent voués à l'art moderne. Hélas ! les conservateurs ont eu tendance à laisser de côté les artistes japonais, préférant généralement attirer le client avec des valeurs étrangères sûres : Moore, Buffet, Dubuffet, Giacometti. « Une attitude de respect exagérée vis-à-vis de tout ce qui vient de l'Occident », commente Hara.

Pourtant, lui-même a dû mal à déchoir des talents japonais au Japon pour les exposer dans son musée. Il y a cinq ans, il avait consacré une grande exposition à Toshimitsu Imai, un artiste dont la réputation n'a cessé de grandir depuis. Aujourd'hui, Hara ne l'apprécie plus. « Il n'a changé de style, il est très populaire mais je n'aime plus ce qu'il fait. »

L'automne prochain, le Musée Hara consacrerait une rétrospective à Shōichi Iida, un artiste de Kyoto de quarante-quatre ans, qui, dit-il, « a ce qu'il faut pour affronter la scène internationale ». Mais d'abord, comme chaque année, il proposera au début de l'été les « Hara Cinq », une exposition de jeunes artistes sélectionnés par un comité de critiques d'art. Les « Cinq » seront treize cette année, notamment : Hitomi Uchikura et Hisao Maatsura, avec leurs peintures acryliques colorées qui jouent sur la matière ; Yutaka Yoshimaga, et ses modules de papier japonais ; Hideho Tanaka, qui travaille la texture et les fibres ; Kousen Otsubo, et ses ikebana extravagants ; le sculpteur Takashi Fukai, et son monde de chevaux ; les bouquets d'argile de Noburu Tsubaki, et les argiles animés — en art vidéo — d'une exilée, Fusako Yasuki. Enfin, le corps nu, et bien connu, de Tanakamin exprimera une fois de plus dans l'hyperdanse l'importance du geste et des sens dans le matérialisme ambiant.

L'action et les ambitions de Hara s'enracinent profondément dans l'orgueil de son pays. Mais pas dans un orgueil aveugle. Loin de là. Il n'hésite pas à dresser la liste des artistes nippons, y compris les plus réputés, dont les œuvres lui semblent manquer d'envergure. La liste négative est, hélas ! plus longue que celle des créateurs japonais contemporains qui trouvent grâce à ses yeux.

ARCHI-CHIC ARCHITECTURE

FÉRENTIQUE, la croissance économique japonaise n'aurait guère eu jusqu'à présent ni temps ni argent à perdre pour embellir sa façade. Quarante années durant, elle a imposé ses canons au Japon : chaos de béton et de préfabriqué vite fait. Dans sa course, elle avait oublié l'architecture hors des murs.

A Tokyo, Osaka et ailleurs, l'ingénieur, l'architecte et les grossistes du pavillon construit à la chaîne régnaient sur le grouillement horizontal et sur le gigantisme vertical. Le paysage urbain vivait à l'heure du fonctionnel et des économies de bouts de chandelle. Ça et là, une œuvre isolée de Kenzo Tange, Arata Isozaki ou Fumihiko Maki émergeait du chaos, remarquables exceptions qui confirmaient, hélas ! la règle de médiocrité.

La situation évolue depuis quelques années. L'architecte retrouve peu à peu son droit de cité. Une jeune avant-garde, dont les chefs de file ont nom Shin Takamatsu, Tadao Ando, Hiroshi Hara, Yukazu Watanabe et Toyo Ito, travaille pour une élite d'industriels, d'artistes et de particuliers. Bourgeoisie non conformiste qui s'est débarrassée du complexe de frugalité hérité de l'après-guerre, elle a de l'argent

et n'hésite pas à le montrer : elle ose sortir de ses barreaux préfabriqués et du costume sombre de rigueur.

« Une minorité désormais soucieuse d'esthétique et de confort fait appel aux architectes. Le phénomène, comme pendant la phase précédente, est calqué sur l'évolution économique et culturelle du Japon », explique Richard Bliet, directeur d'une agence d'architecture à Tokyo et seul Français à exercer la profession d'architecte au Japon. « Avant, on bâtissait tout à toute allure, sans architecture. Il n'était pas question de beau, mais de fonctionnel et d'un coefficient maximal d'occupation du sol. Imaginez, ici, sur Anyama Dori (centre-ville), le méga carré vaut l'équivalent de 600 000 francs ! »

Aujourd'hui, on a une économie ouverte vers les services, les professions libérales, la mode, le design, les loisirs. On a des patrons qui se rendent compte de l'importance commerciale d'une image de marque, d'une identité professionnelle — « corporate identity » — distincte. On a les municipalités qui veulent chacune leur musée. On a surtout une jeune bourgeoisie enrichie qui ne manque pas de goût, qui évolue vers un nouvel art de vivre : plus

de confort, de couleur, de lumière. Pour tous ceux-là, l'architecture revient à la mode. »

Il s'agit pourtant là d'un phénomène encore limité. Il suffit de voir l'épaisseur, au cœur de Tokyo, autour du palais impérial, le rempart de tours béton-voile-acier qui reflète la montée en puissance des industries, des administrations et des banques du Japon pour se convaincre que le fonctionnalisme massif tient bon le haut du pavé.

« De toute façon, ajoute Richard Bliet, l'architecte n'a pas au Japon la place qu'il occupe en Occident. D'abord, parce qu'il n'est pas enrégimenté dans la culture. Au Japon, où les maisons étaient traditionnellement en bois, l'architecte était le charpentier. Ensuite, il lui faut affronter la concurrence des grandes sociétés qui inondent le marché de millions de maisons préfabriquées. » JA ses débuts au Japon, il a travaillé dans une de ces entreprises. Elle employait, dit-il en souriant, mille architectes japonais et un étranger ! Enfin, « l'architecture japonaise est toute de poteaux alors que celle de l'Europe est faite de murs. Traditionnelle ou préfabriquée, elle est conçue comme éphémère : une vingtaine d'années. D'où cette impression, au Japon, de perpétuelle reconstruction. »

C'est donc surtout dans les marges aisées de la société de consommation (maisons individuelles, commerces, musées et bâtiments publics) que les jeunes architectes japonais se font un nom ou consolident leur réputation déjà grande (Tadao Ando est célèbre en particulier pour une « maison de verre » pleine de lumière, à Osaka, et Toyo Ito pour une « maison circulaire » pleine de plantes et de vide à Tokyo).

Bliet et ses collègues japonais, qui sont proches de cette nouvelle vague, le définissent comme « éloigné du post-modernisme » importé de l'Occident, qui avait marqué la décennie précédente ou encore des abstractions « météorologiques » des années 60. Ce sont, semble-t-il, des pionniers sans préjugés, aux tendances variées.

« Difficile de définir leur style par une formule, explique Richard Bliet. Certains sont plutôt dépouillés, d'autres plutôt kitsch (comme Takamatsu, avec son cabinet de dentiste en forme de locomotive). On retrouve chez le plus un rappel de l'espace et des éléments japonais ; mais, en vérité, cette avant-garde est difficile à classer. Ce qu'elle fait est très différent de ce qui se fait généralement. »

R.-P. P.

CHAINES

par des gens ayant suffisamment de goût et de connaissances en art contemporain ? Il n'y en a guère. Il y a des années, la galerie Shimizu, grâce à la personnalité de son propriétaire, était un lieu de rencontre idéal pour l'art moderne. Mais le généreux Kusuo Shimizu, criblé de dettes, en fut bientôt réduit à se pendre. Le vide laissé par son suicide n'a jamais été comblé.

Pourtant, ce ne sont pas les musées qui manquent. En province, par exemple, on en construit treize à la douzaine. Dans un pays où l'esprit de compétition n'a d'égal que l'esprit de conformisme, chacune des nombreuses préfectures considère qu'il y va de son honneur de construire, comme ses voisines, son propre musée d'art moderne. Avec l'argent du contribuable. Certes, c'est un premier pas, mais on peut parfois s'étonner des résultats.

Un musée, une œuvre, une seule

« Dans certains cas, dit Hara, l'essentiel des fonds passe dans le béton et les frats d'architecture. Il ne reste pas grand-chose pour mettre de... l'art dans le musée. Alors, on achète une œuvre de première qualité — par exemple un Miller à Yamaguchi, — mais une seule. Et tout autour, on met n'importe quoi. »

Les Japonais se sont offerts depuis vingt ans un nombre de musées infini au monde. Des musées souvent voués à l'art moderne. Hélas ! les conservateurs ont eu tendance à laisser de côté les artistes japonais, préférant généralement attirer le client avec des valeurs étrangères sûres : Moore, Buffet, Dubuffet, Giacometti. « Une attitude de respect exagérée vis-à-vis de tout ce qui vient de l'Occident », commente Hara.

Pourtant, lui-même a dû mal à déchoir des talents japonais au Japon pour les exposer dans son musée. Il y a cinq ans, il avait consacré une grande exposition à Toshimitsu Imai, un artiste dont la réputation n'a cessé de grandir depuis. Aujourd'hui, Hara ne l'apprécie plus. « Il n'a changé de style, il est très populaire mais je n'aime plus ce qu'il fait. »

L'automne prochain, le Musée Hara consacrerait une rétrospective à Shōichi Iida, un artiste de Kyoto de quarante-quatre ans, qui, dit-il, « a ce qu'il faut pour affronter la scène internationale ». Mais d'abord, comme chaque année, il proposera au début de l'été les « Hara Cinq », une exposition de jeunes artistes sélectionnés par un comité de critiques d'art. Les « Cinq » seront treize cette année, notamment : Hitomi Uchikura et Hisao Maatsura, avec leurs peintures acryliques colorées qui jouent sur la matière ; Yutaka Yoshimaga, et ses modules de papier japonais ; Hideho Tanaka, qui travaille la texture et les fibres ; Kousen Otsubo, et ses ikebana extravagants ; le sculpteur Takashi Fukai, et son monde de chevaux ; les bouquets d'argile de Noburu Tsubaki, et les argiles animés — en art vidéo — d'une exilée, Fusako Yasuki. Enfin, le corps nu, et bien connu, de Tanakamin exprimera une fois de plus dans l'hyperdanse l'importance du geste et des sens dans le matérialisme ambiant.

L'action et les ambitions de Hara s'enracinent profondément dans l'orgueil de son pays. Mais pas dans un orgueil aveugle. Loin de là. Il n'hésite pas à dresser la liste des artistes nippons, y compris les plus réputés, dont les œuvres lui semblent manquer d'envergure. La liste négative est, hélas ! plus longue que celle des créateurs japonais contemporains qui trouvent grâce à ses yeux.

GRANDE MOR

Situation évolue depuis quelques années. L'architecte retrouve peu à peu son droit de cité. Une jeune avant-garde, dont les chefs de file ont nom Shin Takamatsu, Tadao Ando, Hiroshi Hara, Yukazu Watanabe et Toyo Ito, travaille pour une élite d'industriels, d'artistes et de particuliers. Bourgeoisie non conformiste qui s'est débarrassée du complexe de frugalité hérité de l'après-guerre, elle a de l'argent

et n'hésite pas à le montrer : elle ose sortir de ses barreaux préfabriqués et du costume sombre de rigueur.

« Une minorité désormais soucieuse d'esthétique et de confort fait appel aux architectes. Le phénomène, comme pendant la phase précédente, est calqué sur l'évolution économique et culturelle du Japon », explique Richard Bliet, directeur d'une agence d'architecture à Tokyo et seul Français à exercer la profession d'architecte au Japon. « Avant, on bâtissait tout à toute allure, sans architecture. Il n'était pas question de beau, mais de fonctionnel et d'un coefficient maximal d'occupation du sol. Imaginez, ici, sur Anyama Dori (centre-ville), le méga carré vaut l'équivalent de 600 000 francs ! »

Aujourd'hui, on a une économie ouverte vers les services, les professions libérales, la mode, le design, les loisirs. On a des patrons qui se rendent compte de l'importance commerciale d'une image de marque, d'une identité professionnelle — « corporate identity » — distincte. On a les municipalités qui veulent chacune leur musée. On a surtout une jeune bourgeoisie enrichie qui ne manque pas de goût, qui évolue vers un nouvel art de vivre : plus

هكذا من الأصل

هنا من الامم

LA CULTURE AU JAPON

104 CHAINES, UN SEUL PROGRAMME

par Bertrand Raison

Si les annonceurs tiennent bien en main les 102 sociétés de télévision commerciale, NHK 1 et 3, les deux chaînes publiques, ont toujours la plus d'audience. A grand renfort de feuilletons populaires, de jeux et d'émissions de variétés. Témoins du vieil empire, les samouraïs occupent pourtant tous les écrans. Pour maintenir l'unité nationale.

La télévision japonaise ne ressemble point à sa lointaine cousine d'Amérique. Elle est japonaise. Le seul air de parenté, s'il faut céder devant les mécontents qui exigent tout de même des ressemblances, c'est la présence massive de la publicité qui interromp avec une régularité de métronome la moindre émission.

Les annonceurs règnent d'ailleurs en maître sur le petit écran. On les remercie consciencieusement, avec emphase, pour leur aide précieuse. Aucun générique ne se conçoit sans leur indispensable soutien. Le marché n'est pas mince. On compte dans tout l'archipel pas moins de cent-deux chaînes de télévision commerciales.

Parmi cette flopée de compagnies, cinq stations implantées à Tokyo disposent d'un réseau national et revendent bien entendu leurs programmes aux chaînes régionales. Au classement général, Fuji TV (chaîne 3), TBS (chaîne 6) et NTV (chaîne 4) se disputent la première place pour un chiffre d'affaires que l'on estime aux alentours de 460 millions de dollars. La télévision Asahi (chaîne 10), outsider non négligeable, ne se place pas loin derrière. Enfin, la petite dernière, Tokyo TV (chaîne 12), s'essouffit à 80 millions de dollars.

Mais surprise ! malgré toutes les plaintes de ses dirigeants, ce sont les deux chaînes publiques

NHK (1 et 3) qui l'emportent haut la main ; et il ne s'agit pas de quelques loqueurs d'avance. Multipliez par trois le budget de la chaîne Fuji par exemple et vous aurez une idée de la puissance de ce monstre des télécommunications.

Cette santé de fer est fondée sur la redevance. La plus remarquable, c'est que la contribution est volontaire. Sur les trente-sept millions de foyers qui possèdent un ou plusieurs postes, ils sont trente millions à verser fidèlement leur obole, qui se monte à 450 francs par an pour un téléviseur couleur et la moitié pour un poste noir et blanc, article en voie de disparition.

Les tribulations de la vertueuse Oshin

Le génie s'inquiète pourtant car les contribuables se montrent de plus en plus réticents à passer à la caisse. Une tendance qui, pour le moment, n'empêche pas la NHK de rarguer tous ses concurrents et de remporter la bataille des taux d'écoute. Oshin, le champion toutes catégories de l'année 1984, est encore présent dans toutes les mémoires. La majorité de la population s'est abîmée dans un torrent de larmes en suivant les 297 épisodes de ce feuilleton qui racontait les tribulations d'une femme exemplaire. La vertueuse Oshin, au terme de tribulations



« 11 P.M. » (11 heures du soir). C'est l'heure du magazine pour messieurs. Pour l'essentiel, du sport, du sexe, parfois une combinaison des deux. Sur le plateau se trouve une « mascotte » : une jeune fille en bikini qui sert de faire-valoir au présentateur.

des plus calamiteuses, parvenait à la force du poignet à se faire une place au soleil.

De 1901 aux années 80, on la voyait successivement traverser toutes les tragédies particulières et collectives de l'histoire japonaise. Au catalogue de ses mémoires infirmes, citons : une enfance sans joie, la famine, un tremblement de terre, une belle-mère horrifique, un mari suicidé, un fils mort pour la patrie et *touti quant*. Finalement, la misère pais et l'héroïne se retrouve à la tête

d'un supermarché. En clair, souffrez pour réussir.

Le message semble-t-il a été parfaitement reçu. Le chef du patronat nippon avoue avoir pleuré. L'ex-premier ministre Tanaka, injustement condamné, selon lui, pour avoir empêché des pots-de-vin conséquents, se décrit comme étant un Oshin mâle faisant stoïquement face à la meute déchaînée de ses accusateurs... Dernier détail, ils étaient soixante millions aux meilleures heures à seecomber au spectacle lar-

myant de cette héroïne, véritable porte-drapeau de l'identité nipponne.

Bref, la NHK donne le ton. Les amateurs éclairés se gavent d'informations sur un canal qui leur est spécialement réservé (NHK 1), et le pkin sans ambition se goinfre de chansons, de jeux et de dramatiques sur la chaîne calibrée à son intention (NHK 3). Le tout s'étalant sur dix-huit heures quotidiennes, non-stop, sans spot publicitaire, de six heures du matin à minuit. La pause nocturne n'est guère respectée par le secteur privé, de plus en plus tenté par la tranche des heures après minuit.

Magnifique diversité. Il y a de quoi choisir, dira-t-on. Eh bien, c'est là que tout se complique. Malgré la gravité parfois pontifiante de la NHK, c'est un peu du pareil au même sur les sept chaînes. Cette drôle de veillesse qui éclaire en permanence la réalité nipponne est caractérisée par une homogénéité surprenante. Un peu moins de 4 % de la totalité des programmes sont importés. Tout se passe pratiquement comme si le monde extérieur n'existait pas. Rien ne vient déranger le perpétuel banquet auquel sont inlassablement cooivés les ebers téléspectateurs.

La société en Polaroid

Ils viennent en masse. Au cours de multiples débats orchestrés par les personnalités du moment, on se demande avec des frissons délicieux comment les autres aux limites de la mappemonde vous regardent, ce qu'ils peuvent bien penser de vous. Les membres de la communauté étrangère ne cessent, bien sûr, de recevoir des invitations flatteuses mais à la seule condition qu'ils veuillent bien s'émouvoir devant ce pays si différent, ces coutumes si mystérieuses. Ce bavardage ne sert finalement qu'à renforcer le sentiment d'unicité qui tenaille le cœur de tous les présentateurs et, en général, de tous les heureux habitants de la planète Japon.

Curieusement, le voyageur revenant de ces îles d'Extrême-Orient rapporte d'horribles faits. A l'entendre, le petit écran déverserait à jet continu des flots de violence.

Loin de prétendre qu'elle est absente, il serait plus juste de dire qu'une des inventions les plus bril-

lantes de la télévision du Soleil Levant aura été de créer à l'échelon national une mouture nipponne, étendue à tout l'archipel, de ce couple de Français moyens, les Duranton qui fit les belles heures de la radio de l'Hexagone. Plus de problème, on est entre soi.

L'image télé, c'est la lampe continuellement allumée pour valocère les périls de la nuit (serait-ce de ne pas être japonais ?). Cette nouvelle tempe d'Aladin est extraordinairement synchrone avec son temps. C'est le Polaroid exact d'une société qui s'observe, en quelque sorte la preuve d'une osmose complète entre une population qui se dit appartenir à 90 % à la classe moyenne et sa représentation. C'est en tout cas ce que laisse sous-entendre ces redoutables émissions consacrées à la découverte du monde.

Imaginez que vous partez de votre île idéale en compagnie d'une charmante hôtesse japonaise qui ne vous quittera pas d'une semelle en vous présentant les grandes capitales du monde : Mexico, Kuala-Lumpur, Delhi... Elle n'a de cesse de se mettre à la place des indigènes et de se moquer au passage de leur mode de vie. Un autre jour, c'est l'Opéra de Paris qui attire notre infatigable guide. Suivez-la, elle se précipite sur les apprentis danseurs et leur triture les jambes pour montrer que dans la mère patrie on ne les a pas aussi longues et tout à l'avenant.

Pas de timidité non plus sur cet écran sans ombre. Tout se voit, alors ça va. La dernière folie ou la dernière coonnivence des programmes de la nuit sur la chaîne 8, pour ne pas la nommer, c'est de montrer ses seins. Oh, très vite, histoire de se convaincre qu'on est bien ensemble, une douceur tout au plus, l'équivalent d'un sourire. Permissivité au demeurant très sage, comme le prouvent les taux d'écoute qui désignent comme vainqueur les séries de samouraïs. Ces aventures de cape et d'épée sont extrêmement populaires. Il y en a une vingtaine par semaine.

Comme quoi on ne s'égare jamais trop en regardant la télévision japonaise. Porte-parole du vieux Japon, le spadassin dont les spectatrices sont toujours amoureuses (les héros se ressemblent d'ailleurs ainsi que les histoires) veille à ce que personne ne vienne troubler l'ordre.

GRANDE MORALE ET PETITE VERTU

par Ian Buruma

Si la télévision était l'océan reflète de la réalité quotidienne, les Japonais apparaîtraient sans doute comme des gens au comportement étrange. Les enfants s'y comportent comme des poupées animées, les adolescents mûrissent comme des fillettes, des jeunes filles stéréotypées ont l'air de gros bébés programmés par un ordinateur. Dans leurs costumes criards, les invités des émissions à la mode font penser à des bavards en état d'ébriété. Les vedettes des films d'animation du même phénomène. Des gens qui, habituellement, sont pétrifiés de honte à l'idée d'attirer sur eux l'attention publique, se sentent tout permis devant les caméras.

Les martyrisés les plus populaires, se livrent à des clowneries inépuisables, se prêtent à des jeux humiliants — qui s'empâtent d'un maximum de pâtes en trois minutes, quelle jeune fille, aux airs de Béatrice sous sa frange sage, se la première épingler sa petite culotte sur la mur du studio... Mais il est vrai qu'un public borborygme, simple et peu critique — en fait identique à ceux qui sont en scène — applaudit à tout coup tout ce qu'on lui propose.

Cela dit, la télévision a d'autres masques, d'autres visages, et d'abord celui de la gardienne confucéenne de la morale publique. Les feuilletons (aventures de samouraïs ou de policiers, drames familiaux) sont généralement imprégnés de morale traditionnelle. Ils indiquent l'ordre social : la place appropriée de la femme,

le comportement des enfants vis-à-vis des parents. L'expression populaire « *kenzen choeku* » (récompenser le bon, punir le méchant) résume la philosophie du genre — comme le western. Depuis peu, l'émphase est mise sur le mal, ce qui permet à la fois d'exciter le public et de l'éduquer, lui montrant les exemples de (mauvais) comportement social à ne pas suivre.

Parole d'expert

La télévision, c'est aussi le monde des *yorokko*, un terme qui signifie critique mais qui est pris au sens d'expert. Les Japonais ont plutôt pour habitude de garder leurs opinions pour eux, et cette tendance fait la fortune des experts professionnels : eux, prospèrent en faisant le contraire. La télévision japonaise est ainsi peuplée de « spécialistes » en tous genres : histoire militaire, baseball, bière, cerisiers en fleur, massages, cuisine française, castagnettes, chiens, etc. Ils pontifient sans fin du haut de leur crâneau, avec souvent une étonnante capacité pour accumuler les détails sans toucher à l'essentiel.

Ceux dont la spécialité touche aux aspects les plus sensationnels de l'activité humaine (vedettariat, crime, vice de petite vertu) peuplent le plateau de l'émission quotidienne « 11 P.M. » (onze heures du soir). C'est une espèce de magazine pour messieurs, offrant toutes sortes de séquences, images et bavardages qui sont censés titiller les hommes : pour l'essentiel, du sport, du sexe, parfois une combinaison des deux. Le programme se distingue par la

présence sur le plateau d'une « mascotte ». Il s'agit d'une jeune fille en bikini dont le rôle (selon un rituel télévisé immuable au Japon, mais habituellement plus habillé) consiste exclusivement à être le faire-valoir du présentateur. Accablée de regards, discrètes exclamations et sourires mécaniques, elle est aussi passive, aussi peu suggestive qu'il est possible de l'être.

Dans un pays hypersaturé de télévision (le plupart des foyers en ont deux, et, statistiquement les Japonais y consacrent en moyenne quatre heures par jour, soit mille quatre cent soixante heures ou encore soixante jours par an), on ne s'étonnerait pas de voir les gens devenir à l'image de ces mascottes au rôle d'idolâtres. Dans la région de Tokyo, une douzaine de chaînes émettent chacune une vingtaine d'heures par jour. Elles sont partout : dans les autobus, dans les vitrines, les cafés, les restaurants, les salles d'attente et même dans certains taxis. Difficile d'échapper à leurs programmes, au bombardement de leur publicité, aux voix, gestes et formules stéréotypés de leurs présentateurs.

Ce qui, heureusement, sauve les gens de l'abrutissement le plus total, c'est qu'ils ne sont quand même pas obligés de regarder la télévision tout le temps. Elle est là. Comme la radio ou d'autres bruits, elle fait partie de la cacophonie ambiante du Japon moderne. Elle est tellement partout, elle fait tellement partie du décor et de la vie qu'on peut se permettre, en sa présence, de l'ignorer. Ce n'est pas plus mal.

LA CULTURE AU JAPON

KAGEMUSHA? CONNAIS PAS

Au Japon, dans la hiérarchie des comportements, faire rire à ses dépens et manquer de sincérité sont les situations les plus embarrassantes qui soient. Or l'humour, sous sa forme occidentale, risque précisément de produire ces effets infortunés pour un Japonais. Essayer même de l'humour en Occident, l'ironie est ressentie au Japon comme une forme hostile de sarcasme et comme l'expression d'un manque de sincérité. Ici, on a tendance à ne pas mélanger les genres et à tout prendre littéralement.

Pour enlever à une plaisanterie sa charge antisociale, énonciationnelle, le Japonais s'efforcera de la désamorcer, comme on le ferait d'une bombe. On supprimera toute ambiguïté, tout ce qui pourrait laisser penser qu'une plaisanterie n'en est pas une. Elle sera alors démontée présentée comme telle, accompagnée de rires bruyants ou suivie d'une mise en garde du genre : « Ce n'est qu'une plaisanterie. » Ce sont là les conditions nécessaires à la sauvegarde de la dignité et du statut. La plaisanterie, détachée de la réalité, devient une sorte de jeu formel, chacun le prend

étroitement circonscrit. Ainsi, un patron (*shacho*) doit-il, inévitablement, être *shacho-rashii* (littéralement : avoir un comportement de patron) ; un homme sera *otoko-rashii*, un Japonais à l'étranger *nihonjin-rashii*, un étranger au Japon *gaijin-rashii*, etc. La fonction imposa le comportement, l'habit fait le moine.

Dans les années 50 et 60, les films comiques les plus populaires furent ceux de la série *Shacho* (le Patron). Film après film, la même scène, Morishige Hisaya, jouait le rôle d'un patron d'industrie autoritaire régnant sur ses subordonnés comme un général féodal. En public, il était l'archétype du PDG nippon : pompeux, austère et dépourvu d'humour.

La saveur des films venait du contraste avec sa vie privée : avec sa maîtresse, il se transformait en petit garçon pétulant ; chez lui, il filait doux face à une épouse et à une mère portant la culotte. Hors de son rôle hiérarchique, le patron devenait ridicule, dérisoire et même pathétique.

Comme dans le cas du *samurai*, la série *Shacho* ne brillait pas par sa subtilité. Cependant, depuis quelques

Cinéma nippon : c'est la déroute. Seuls quelques festivaliers occidentaux s'enthousiasment encore pour les chefs-d'œuvre de cinéastes tels que Ozu, Mizoguchi et Naruse. Moins de salles, moins de films, moins de spectateurs. Les Japonais n'ont d'yeux que pour les productions américaines et européennes. Quelques indépendants veulent encore y croire.

Le septième art japonais jouit à l'étranger d'une réputation artistique sans commune mesure avec le peu d'intérêt qu'il soulève dans l'archipel. Avouons qu'il y a eu de quoi s'enthousiasmer, mais, malheureusement, tout cela date un peu. Pensez, l'âge d'or remonte à vingt ans ! Les spectateurs nippons, en tout cas, ne s'en rappellent plus. Il n'y a, semble-t-il, que les festivals de par le monde pour s'emparer des vestiges délaissés du cinéma japonais.

Sur place, personne ne s'intéresse aux témoins célébrés par la critique internationale : Ozu, Mizoguchi, Naruse, Yamanaka... encore moins à ces petits maîtres incompréhensibles que sont Nakagawa, Makino, Kato, etc. L'homme de la rue, interrogé, ne répond que par *mocosyllabes*. Tout un pan de l'histoire cinématographique du Soleil-Levant a disparu corps et biens, disparition radicale : les films de ces auteurs « anciens » sont invisibles.

Le même homme de la rue (plutôt une femme, car les statistiques affirment que ce sont les employées de bureau et les adolescentes qui fréquentent en majorité les salles obscures), s'il a tout oublié, se montre volubile en ce qui concerne le cinéma américain et européen. Selon ses critères, il n'y a rien d'autre. L'image-cinéma, tout d'un coup, ne dit plus rien à son public. On lui préfère les mégaproductions made in USA. Cela arrive partout ailleurs, mais ce qui est remarquable, c'est la désaffection affichée par les spectateurs vis-à-vis de la création locale. Alors, les responsables ?, dira-t-on. Bico sûr, l'incroyable télé japonaise porte quelque peu la responsabilité de cet abandon. Mais l'apathie des « majors » n'a pas contribué à améliorer la situation...

Voici les chiffres qui cerneot l'ampleur de la déroute. En 1984, on enregistrait 150 millions d'entrées (moins qu'en France pour une population deux fois plus importante), alors que, en 1958, 1 milliard 200 millions



Après s'être plongé, pendant une journée de tournage, dans les souvenirs du passé, le vaillant samouraï retrouve les habitudes d'aujourd'hui.

d'admirateurs se pressaient devant les guichets. La destruction des salles est allée, dans le même laps de temps, s'accroissant. Les démolisseurs ont fait du bon travail : il ne restait plus que 2 191 établissements en 1984, contre 7 457 en 1960.

Un détail encore, ne cherchons pas le confort dans ces temples vétustes et, attention ! passé 7 heures du soir, voire 6 heures, il vaut mieux s'abstenir : c'est en effet la dernière séance. Bref, à moins d'être masochiste, l'amateur évitera ce régime spartiate en allant boire un verre. Le tour d'horizon ne serait pas complet si l'on ne précisait pas qu'en l'absence de lois antitrust, les quatre majors (Shochiku, Toho,

Toei et Nikkatsu) contrôlent la production, la distribution et l'exploitation. Elles possèdent donc chacune leurs propres réseaux et ne se limitent pas, loin s'en faut, au domaine du cinéma.

Elles ont des intérêts dans l'hôtellerie, les bowlings, le golf, les grands magasins, l'information, etc. La Shochiku, outre autres, gère le destin financier du théâtre kabuki. Véritables dinosaures, ces compagnies se permettent d'agir à leur guise avec les réalisateurs maison, une coupe par-ci, une réduction de temps de tournage par-là, et se réservent bien entendu le droit de retirer immédiatement de l'affiche les produits non viables. Encore heureux si le réalisateur n'est pas remercié sur-le-champ.

L'embauche s'est tarie, sauf à la Nikkatsu, qui, reconvertie depuis le début des années 70 dans le porno « soft », assure la formation des metteurs en scène ; on n'ose pas dire sur le tas. Le nombre de films aussi a diminué de façon dramatique. En 1960, les majors lançaient 356 longs métrages sur le marché, contre 126 en 1984. Cette périlleuse position ne les empêche nullement d'augmenter leurs profits, sauf l'année dernière. Il est vrai que le succès de 1983, *Nankoku Monogatari* (5 milliards de yens de recette), une étonnante histoire de tontons perdus dans l'Antarctique sud, s'avère difficile à battre.

Par quel miracle alors ce secteur sinistré se maintient-il à flot ? Pas de mystère, il suffit de multiplier par quatre le prix du billet d'admission. En 1968, vous pouviez avec 268 yens vous offrir une séance ; seize ans plus tard, il vous faudra déboursier 1 140 yens. Cela n'étant qu'une moyenne. Les films en exclusivité tournent aux alentours de 1 500 yens la place (70 F).

Le pouvoir absolu des majors

Résultat : les majors affrontent la crise en se repliant sur leur territoire. Elles essayent sans trop de génie de découvrir des solutions de rechange. La mesure la plus populaire consiste à raviver les genres, cette fameuse *color* qui leur fait tant défaut. Par le passé, on ne choisissait pas le film que l'on voulait voir mais plutôt la maison de production. Toutes soignaient consciencieusement leur label. Le style Shochiku, c'était le mélodrame. La Toei vivait à cent à l'heure avec ses fresques inoubliables de gangsters. La Toho, plus pépère, aimait contenter les salariés en leur fournissant des séries inépuisables sur les mésaventures des *shacho* (directeur) et de leur personnel. La Nikkatsu se spécialisait dans le policier ou les pastiches, surnommés « *ita-daki eiga* ».

HARA-KIRIRE

comme tel et personne ne se sent froissé.

Cette situation n'autorise, le plus souvent, qu'un humour primaire et infantile, ce que la télévision japonaise illustre on ne peut mieux.

Les Japonais, par exemple, ont un penchant fétichiste pour la propreté. Cela se manifeste, notamment, par l'importance des rites purificateurs du culte shinto et par la fréquence quasi névrotique avec laquelle les gens prennent des bains. Être sale, au sens physique — et même métaphysique — c'est être en état de péché. Il n'est pas l'humour japonais (comme celui des Allemands, qui partage la même obsession) se distingue par son penchant anal et trouve volontiers sa source aux cabinets.

Cela ne date pas d'hier. Pendant la période d'Edo, l'ancienne Tokyo (1615-1867), les littérateurs comiques étaient fasciés par les remous d'entrailles, les culottes souillées, les pets et autres fonctions organiques que la bonne société préférait généralement taire. Leurs œuvres se vendaient bien, le genre était populaire. Aujourd'hui encore, l'humour de cabinets garde une place de choix dans la répartition des comiques de télévision. Le pet bruyant n'a pas son pareil pour faire rire ; aussi, plus le talent diminue, plus le comique y aura recours.

Autre grand tabou : la hiérarchie. Au Japon, comme ailleurs en Asie, la « face » est essentielle, et ne pas la perdre dépend largement du maintien de la dignité sociale. Ce sont les règles et rites jugés appropriés à la fonction qui dictent généralement le comportement, et l'on comprendra que les gens prennent très au sérieux le décorum qui s'y rattache.

Cela est vrai dans toute société mais plus encore au Japon, où la multitude conformiste adhère à des règles plus rigides et plus strictes — d'où, par exemple, la passion nationale pour les uniformes (qui partagent également les Allemands).

Cela dit, les fonctions chargées, et pas seulement hiérarchiquement. Le PDG sévère et laborieux au bureau se comportera parfois comme un enfant gâté à la maison, comme un rustre à l'étranger. Cela est vrai un peu partout, mais, encore une fois, le phénomène est plus tranché au Japon, où les rôles et comportements sont plus

annéas, un type de satire sociale beaucoup plus sophistiquée émerge dans un cinéma qui ailleurs en plein déclin. Deux films récents en témoignent : *Kazoku gaamu* (Jeux de famille), du jeune metteur en scène Morita Yoshimitsu, et *Ososhiki* (l'Enterrement), réalisé l'an dernier par Hami Juzo.

Le premier traite de la famille nucléaire « moderne » avec tous ses fétiches bourgeois — accoutrements dans le vent, modes et nourritures occidentales, gadgets vidéo-stéréo, — avec aussi son pesant ennui et cette obsession toute japonaise qu'est la folle compétition scolaire. On y voit comment les parents sont prêts à tout sacrifier, y compris la santé mentale — et parfois la vie — de leurs enfants pour qu'ils sortent aux meilleures places de l'examen des examens, dont le résultat décidera de leur statut social.

L'Enterrement montre la confusion dans laquelle un couple de la bourgeoisie moyenne se trouve plongée par la mort d'un parent. Au Japon (où les mariages, mis en scène comme des variétés télévisées, sont des affaires de plus en plus absurdes), les funérailles restent une cérémonie rituelle compliquée. La couple de l'Enterrement, chargé d'organiser un sans connaissance des traditions, finira par acheter une cassette vidéo expliquant tout, depuis les formules de condoléances jusqu'au nombre de larmes à verser.

La satire vise deux objectifs : la désarroi du Japonais « moderne » confronté aux traditions, d'une part, et, de l'autre, sa propension à tout apprendre mécaniquement. Les deux films ironisent sur ce qui, dans la réalité, inspire le plus grand respect : la hiérarchie, le conformisme et le rituel.

Les contacts du Japon avec le monde extérieur depuis la restauration Meiji (1868) ont rendu les Japonais conscients des particularités de leur comportement. Cela les avait conduits, de façon parfois obsessionnelle, à tout faire « comme il faut » pour éviter de prêter à rire, ou même (dans les années 30 et 40) à la xénophobie agressive que l'on sait. La succès de l'Enterrement au Japon et le fait qu'il ait été montré au Festival de Cannes semblent, indiquer que les Japonais ont suffisamment repris confiance pour pouvoir rire d'eux-mêmes — même devant un public étranger.

IAN BURUMA.

IMAGES DANS LA MARGE

Du Japon, il y a d'abord des images indélébiles : celles des aviateurs kamikazes, celles d'Hiroshima après la bombe, celles d'Eugène Smith sur les victimes défigurées de Minamata en 1972. Photos de mort, de drames, d'horreur.

La choc des photos, le Japon le connaît bien ; tout comme le fabuleux marché qui en découle. La réussite économique du Japon, c'est bien connu, est aussi due aux promesses de l'industrie photographique avec Nikon, Canon, Fuji, Minolta, Pentax. C'est au début des années 60 que le photo est devenue une (bonne) affaire nationale, mais aussi un phénomène social : chaque année, plus de trente mille jeunes étudient la photo à l'université.

La domination japonaise sur le marché de l'appareil photo est telle qu'on a tendance à oublier que ce pays détiend aussi de grands photographes. Si Nikon et Canon sont mille fois plus connus que Eikon Hosoe et Shoji Ueda, c'est qu'il faut bien faire payer à un moment ou à un autre la monopole d'un pays sur une industrie qui est également un art. Est-ce pour se démarquer totalement des marchands, que la plupart des photographes créatifs japonais ne produisent que des images subjectives, loin du reportage ? Ou est-ce pour se démarquer des images culpabilisantes de leur propre histoire ?

Face à cette double question, Shoji Ueda défend une démarche créative exemplaire. Agé de soixante-deux ans, ce photographe dont nous reproduisons une image extraite de *Sand Dunes*, affirme ne vouloir vivre que dans un monde à lui : « Cela ne m'intéresse pas de photographier des choses dont la valeur est déjà établie et reconnue. Ces choses n'ont d'intérêt que pour le vendeur. »



SHOJI UEDA, SAND DUNES 1978

هكذا من الأصل

هنا من الاعلى

LA CULTURE AU JAPON

On y trouvait même des *Pepe le Moko* et *Itadaki* (le pastiche de *Pépé le Moko*).

Cette mode durera jusqu'à la fin des années 60. Sa fin coïncide avec une mise à la porte fracassante. Seijun Suzuki, l'un des représentants les plus brillants de cette veine d'humour acide, détournait avec un talent dévastateur tous les clichés des thrillers américains. Un brio peu apprécié à la Nikkatsu, qui l'a finalement mis à pied.

Depuis ce renvoi spectaculaire, les beaux genres qui fleurissaient à la pelle du Kaidan (l'horreur) au Haha Mono (les mères héroïques) se sont estompés. Prisonniers de leur tann d'ivoire, les majors tentent donc des remakes impossibles. La Toho sort en ce moment une seconde mouture de *Buruma no Tatagoto* (la Harpe de Birmannie) primée au Festival de Venise en 1956 et tournée par Kon Ichikawa la même année. Ce cinéaste respectable retrouvera, trente ans après, un scénario qui doit quand même avoir un drôle de goût, et la Toho ne s'est sans doute pas aperçue que le paysage a définitivement changé.

A preuve les inévitables locomotives américaines en tête de liste du box-office de 1984 : *The Temple of Doom* et autres *Canonball Run*. Les seconds couteaux nippons offrent une vision totalement sidérante de l'invisible mélange qui préside désormais à la réussite domestique.

Sotomi Hakkenden, *Atto Monogatari* et *Meen Tema* occupent les rangs d'honneur. Passons sur les « adorables » minettes qui servent de stars, Hiroko Yakushimaru et Tomoyo Harada. Rappelons cependant pour mémoire que la toute frêle Hiroko — à vingt

ans, une « vieille » dans le monde des *aidoru* (idoles) adolescentes — rencontre son chevalier servant dans *Sotomi Hakkenden* après moult bagarres, l'apparition de magiciennes shakespeariennes, des pythons horrifiants et de la musique disco en plein seizième siècle. Dans *Meen Tema*, l'idole accorde son premier, et chaste, baiser. La jeune Tomoyo (seize ans) part à la recherche de son père en jouant à la poupée...

La nouveauté dans les griffes des censeurs

La conception de ces affolants « chefs-d'œuvre » revient de plein droit à Haruki Kadokawa (trente-cinq ans), un éditeur devenu producteur, qui a su habilement tirer parti de son fonds de librairie. En l'espace de dix ans, il a débordé la bande des quatre, prouvant qu'après tout on pouvait fort bien s'en passer. Toei a d'ailleurs bien compris qu'il était plus rentable de laisser les salles continuer à se vider. Kadokawa a fait la preuve au grand jour de sa capacité de produire en dehors d'un système fossilisé et, de surcroît, de faire des bénéfices. Il ne représente d'ailleurs que la partie visible de l'iceberg : aujourd'hui, sur les trois cent trente-trois films de la production courante, les indépendants en réalisent pas moins de 65 %. C'est notamment à une compagnie indépendante, ATG (Art Theater Guild), que l'on doit depuis vingt ans la survie du cinéma de qualité : Hani, Oshima, Terayama, etc.

Aura-t-on compris alors que les majors ont précipité leur propre chute ? On peut avancer sans euphémisme qu'elles s'aveuglent,



à l'instar de cette foultitude d'*aidoru eiga* (films d'idoles) invariablement tournés dans des pays étrangers — pour mieux les ignorer. Inversement, cette superbe indifférence condamnera sans retour le cinéma local, qui bénéficie de la reconnaissance internationale. Comment interpréter autrement les commentaires japonais saluant la sortie de *Ron*, d'Akira Kurosawa ? Les médias, comme toujours, brodaient tous sur le même thème : c'est son dernier film. Qu'en sait-on ? Déjà, pour *Kogemusha*, la presse nipponne s'étonnait des louanges obtenues en *terra incognita* par ce film qu'elle tenait, elle, pour une œuvre mineure.

Dans un registre similaire, la polémique provoquée par le refus des organisateurs du premier Festival international de Tokyo, qui s'est déroulé dans la capitale japonaise du 31 mai au 9 juin, de montrer *Mishima* de Paul Schrader (film-biographie du célèbre écrivain mort par suicide en 1970) participe de la même ambiguïté. Ce bel effet de censure oppose surtout les grognards de l'industrie à un nouveau venu embarrassant, à savoir le coproducteur japonais indépendant de *Mishima*, Mataichiro Yamamoto.

Dans la section du film contemporain nippon, la vieille garde aura veillé aussi à ne pas trop s'engager en n'offrant que l'aspect

le plus « net » de ces dix dernières années. Où sont donc les représentants du cinéma porno, qui constitue une véritable culture populaire ? Où étaient donc Tatsumi Kumasbiro, Koji Wakamatsu, Noburu Tanaka ? Et, parmi les plus jeunes, qu'est devenu Masabi Yamamoto, qui propose dans le *Carnaval des ténèbres* une traversée vitriolique d'un quartier de Tokyo. On notera aussi l'absence des documentaires. Ce n'est pas le premier prix, dans la section jeune cinéma, décerné à Shinji Somai pour *Typhoon Club*, bluette écolière, qui rehaussera ce tableau un peu navrant.

Heureusement, la manifestation qui se tenait à proximité sous les auspices de *Pio* (le Pariscope

Ryuichi Sakamoto est la nouvelle idole des Japonais : à la fois pop-star et acteur. Il était la vedette, avec David Bowie, du film « Merry Christmas Mr Lawrence » (« Furo ») que Nagisa Oshima a présenté à Cannes en 1983. Ryuichi Sakamoto, qui est ici interviewé sur la Croisette, avait également composé la musique du film.

nippon) se distinguait par des choix plus musclés. Pas de regrets : les indépendants ont presque gagné leur pari. Signe des temps, les Oscars de l'archipel pour 1984 sont allés à *Oshoshiki* (l'enterrement) de Juzo Itami. Un premier film entièrement financé par son metteur en scène, dont le titre devrait faire réfléchir la profession. La satire depuis peu fait des adeptes. Ici, c'est une famille qui assiste aux obsèques de l'un des siens. Rite doux-amer d'une société qui enfin s'observe à distance. La renaissance de l'industrie passera-t-elle par la dérision ? Affaire à suivre.

BERTRAND RAISON.

BIENVENUE A PARIS, MISTER OSHIMA

par Max Tessier

NAGISA OSHIMA doit tourner son prochain film dès septembre à Paris, sous la houlette de Serge Silberman, sortant à peine de la co-production de *Ran*. Écrit par Oshima et Jean-Claude Carrière, *Max mon amour* sera une histoire de triangle amoureux à tout le moins particulière, et devrait être prêt pour Cannes 1986.

C'est la première fois que l'auteur de l'Empire des sens tourne un film totalement en dehors du Japon, sans aucun acteur japonais, comme c'était encore le cas dans *Furyo*. En marge du sommet culturel franco-japonais, auquel il n'a pas participé, Oshima s'explique sur les raisons qui l'ont emmené à tourner en France, et sur l'état actuel de la production japonaise.

Dans un restaurant évidemment japonais de Montparnasse, Oshima déguste quelques sashimi, et soutient encore le dialogue après une conférence de presse organisée par l'Association de presse franco-japonaise, le 25 juin, où il n'a égaré ni le *Mishima*, de Paul Schrader, tout crûment traité de « film malhonnête » ni *Napoleon*, dont le code pénal a été repris au Japon à qui est toujours à la base de la censure morale nipponne.

Sa façon de scander ses phrases sur les encitiques japonaises, et de hocher la tête pour appuyer ses dires est unique. Ainsi, la voilà devenue, lui, la Japonaise indéracinable, un « homme international » dont les trois derniers films ont été produits avec des financements français ou britanniques : « Il est vrai qu'il y a dix ans je ne pouvais pas imaginer une chose pareille, mais, ajoute-t-il, il ne s'agit pas d'un problème uniquement financier. Il existe une sorte de contradiction chez moi, c'est-à-dire que je travaille en me basant sur mes idées, tout en me laissant flotter dans l'air ambiant. Comme Auguste Renoir a dit qu'il était souhaitable de vivre comme une feuille au gré du vent, je suis son exemple : cela fait partie de mon caractère, et je cherche de

nouvelles expériences personnelles à chaque occasion. »

Mais pourquoi réaliser un film à Paris, en deux langues étrangères (français et anglais), sans aucun personnage japonais ? Oshima reconnaît que « l'idée du film est celle de Jean-Claude Carrière » et que « l'histoire est, grosso modo, celle d'un couple dont le mari découvre un jour que sa femme a un amant pour la moins inhabituel ». D'autre part, il s'intéressait « depuis longtemps à la personnalité de Silberman, notamment parce qu'il avait travaillé avec Luis Buñuel, qui était vraiment quelqu'un et parce qu'il a produit relativement peu d'œuvres, ce qui signifie que ce petit nombre d'œuvres produites indique un grand intérêt pour chacune d'entre elles ».

Depuis août 1984, Oshima est basé à Paris et a travaillé au scénario du film avec Carrière, terminant vers le fin de l'année. Sur le sujet du film, il reste cependant très secret, et ne veut rien ajouter au fait qu'il s'agit d'une « histoire d'amour triangulaire », traitée dans une tonalité sans doute insolite.

Est-ce à dire qu'au Japon il n'existe plus de véritable producteur et qu'il faut désormais compter sur un apport financier extérieur pour pouvoir produire des films d'auteurs comme les deux, « *Empire* », *Furyo*, ou *Kagemusha* et *Ran*, de Kurosawa ? Pour Oshima, « c'est une question de structure de production qui empêche les producteurs d'avoir des projets sortant un peu des sentiers battus. Aucun producteur japonais ne peut prendre actuellement une responsabilité totale vis-à-vis d'un projet ambitieux. Même le célèbre éditeur Haruki Kadokawa, qui a changé tout un pan de la production japonaise depuis une dizaine d'années, n'est pas un véritable producteur, au sens qu'on lui donne ici. Il est entré dans le cinéma comme dans un nouveau magasin de jouets, qu'il essaye les uns après les autres. Personne n'a assumé une responsabilité jusqu'au



Nagisa Oshima

bout. Par exemple, un producteur de la Compagnie Shochiku, Okuyama, voulait produire *Merry Christmas*, Mr Lawrence (Furyo), mais il en a été empêché par l'environnement de l'establishment cinématographique, et, au cours d'une réunion, les responsables de la Shochiku se sont excusés auprès d'Okuyama et de moi d'avoir commis « une grosse erreur » en projetant de faire ce film ! En fait, actuellement, au Japon, il n'existe qu'une alternative : soit passer par le système encore en place, malgré ses difficultés, soit rester totalement indépendant, ce qui est très dur ».

Dans ce contexte peu encourageant, on pourrait penser que le premier Festival international du film de Tokyo, tenu début juin (1), a

apporté une bouffée d'air pur à un cinéma et à un pays en quête d'ouvertures culturelles sur le monde extérieur, ou du moins les revendiquant : « Je n'y ai pas assisté, mais je crois savoir que les distributeurs et le public japonais ont été très satisfaits, et que, sur le plan de la fréquentation, cela a été un succès. Mais il eût été souhaitable que les étrangers aient pu voir plus de films japonais. Le prix de 750 000 dollars attribué au Typhoon Club de Shinji Somai est un cas particulier qu'on ne peut absolument pas généraliser. Il ne faut pas oublier que ce festival, plus proche de Deauville ou d'Avoniz que de Cannes ou de Venise, était d'abord une vitrine, et les japonais sont, plus que tout autre, très sensibles à l'effet vitrine.

De toute façon, le côté positif du festival est que les cinéastes japonais non « internationaux », qui ne sortent pas du Japon, ont pu voir des films étrangers qu'ils n'auraient jamais vu autrement : cela pourrait exercer une influence indirecte sur l'évolution du cinéma japonais. »

Franco-tireur

La distribution aussi a relativement changé au Japon ces dernières années, et un certain type de films d'auteur ont un meilleur accès aux écrans nippons, comme ceux que distribue l'équipe de France eiga-sha (Société du cinéma français), animée par Hayao Shibata et Kazuko Kawakita. Elle a sorti des films d'auteurs tels qu'Angelopoulos, Terkovski, Wenders, Bresson, Godard, Rohmer, etc. Pourtant, là encore, Oshima est un peu sceptique : « Une hirondelle ne fait pas le printemps. France eiga-sha a réussi en menant une politique bien coordonnée, mais d'autres ont échoué. Cette société demeure, malgré son succès, un franco-tireur de la distribution au Japon, qui continue de fonctionner sur la star-system — par exemple, Sophie Marceau pour la France actuellement, après Catherine Deneuve et Alain Delon. »

Quel est donc l'avenir du cinéma d'auteur et de qualité au Japon, quand on songe que Kurosawa ne fait qu'un film tous les cinq ans depuis *Barberousse* (1955) et qu'Imamura n'a encore rien entrepris malgré sa palme d'or cannoise en 1983 ? « L'argent n'est pas tout le problème. Tout dépend aussi de l'énergie, de la volonté, des nouveaux cinéastes et de leur capacité à faire des films, sans même parler de leur talent personnel. Il faudrait plus de cinéastes comme Yanagimachi (dont le Festival du feu a été présenté cette année avec succès à Un certain regard, et qui sera distribué en France), Kohei Oguri (Rivière de boue, Pour kayako), Kazuhiko Hasegawa (l'Assassin de la jénassas), Shinji Somai (Typhoon Club), Sogo Ishii (Crazy Family), ou Yoshimitsu Morita (Jeux de famille).

Avec des budgets très limités, ces metteurs en scène réussissent à produire des œuvres valables et personnelles. Au Japon, quel qu'un comme Kurosawa est aussi à l'origine de l'inflation des budgets, et il faut, à mon avis, dénoncer cet aspect. Je crois, au contraire, que plus le budget est limité, plus le film représente son époque d'une manière de dire que Kurosawa est un homme du passé... Je crois qu'il faut que les réalisateurs fassent de petits films qui reflètent leur époque, comme le *Stranger than Paradise* de Jim Jarmush. »

Mais Oshima lui-même est-il prêt à relancer ce défi du petit budget au Japon, comme il le faisait dans les années 60/70 ? « Je fais des films lorsque j'en ressens le besoin, non pas sur telle ou telle proposition. Par exemple, pour *Lettre à Sagawa* (projet sur le « cannibale » japonais de Paris), c'est Juro Kara qui m'avait demandé d'abord d'adapter son livre sur le sujet. J'étais alors producteur-réalisateur. En outre, c'était Shuji Teramaya qui devait écrire le scénario, mais il est mort en 1983, et par la suite, Sagawa s'est expliqué lui-même sur les raisons de son acte. Donc, je n'avis plus rien à ajouter : d'habitude, je me mets à la place des criminels, que ce soit dans la Pénitencière, le Petit Garçon, l'Obsédé en plein jour ou l'Empire des sens. Dans ce cas, je ne pouvais plus le faire, puisque le criminel prend la parole lui-même ! »

Les sashimi ont disparu des plats, le niveau du mizuwai (ce whisky coupé de beaucoup d'eau et de glace qu'affectionnent la plupart des Japonais) diminue dans les verres. La rançonne est-elle pour autant terminée ? Non. Après tout, que pense-t-elle de ce fameux sommet culturel franco-japonais ? « Je ne peux pas en parler, c'est le seul sujet tabou pour moi ! »

L'empire du mystère nous recouvre de son ombre opaque...

(1) Lire l'article intitulé « Ouverture du premier Festival de Tokyo » paru dans le Monde du 31 mai.

مقتدا من الامم

FORMES

UN SIÈCLE DE LUMIÈRES

par Michèle Champenois

PASSER une heure à l'ombre, à Paris, l'été, quand trop de jour nuit ? Nul parc n'est assez profond, nul café assez retiré, et, dans les cinémas, il faudrait sans doute voir le film. Un lieu, pourtant inattendu, s'est habillé d'une savante pénombre : la mezzanine du Centre Georges-Pompidou, où l'on rend hommage, par une rétrospective sans précédent, aux lumières, aux brise-lumières plus exactement.

Depuis qu'il a inventé, il y a un siècle, la lumière électrique, l'homme ne songe qu'à la briser. Tout étouffé de son idée, assailli de rayons indiscrets, il a voulu maîtriser ce brutal éclairement, le tamiser, le conduire, l'assouplir, l'atténuer. Il lui a donné une forme, des formes. Il a imaginé des objets lumineux, ou mis en valeur, grâce à l'électricité, les objets précieux ou familiers qui lui étaient chers.

Si elle recèle de véritables raretés venues des musées étrangers, ou doit les collectionneurs garder le secret — notamment des lampes de l'école viennoise du début du siècle d'Adolf Loos, de Josef Hoffmann, d'Otto Wagner, ou ces étranges lanternes de Macintosh, — que la patience et l'acharnement de Marie-Laure Jousset ont permis de réunir à Paris, l'exposition réalisée sous la direction de Jean-François Grunfeld est volontaire-

ment un mélange non didactique, un arrangement poétique, sentimental et ludique qui a les défauts et les qualités de cet a priori.

Inutile de lire dans le catalogue — par ailleurs très complet, très précis et tout à fait passionnant — le petit roman autobiographique un peu prétentieux par lequel Jean-François Grunfeld explique comment il apprivoise le lieu et comment il veut recréer, en son centre, trois atmosphères (une chambre d'hôtel, une cuisine à l'ancienne et un salon bourgeois) qui lui semblaient appartenir à la mémoire commune et qu'il a pompeusement baptisées « madolesces ».

Si l'on cherche une histoire du design des luminaires, avec familles, chronologie et analyses, il faut étudier le catalogue. Sur place, les formes cèdent à leurs affinités, et l'on rencontre, par exemple, certaines productions des années 60, comme le fameux Pipistrello de l'italienne Gae Aulenti, près des champignons aux couleurs d'automne du Nancéen Emile Gallé, maître verrier de l'art nouveau. Tout cela est soigneusement étiqueté pour les plus attentifs mais demande une certaine bonne volonté.

Si l'on cherche à s'informer sur les progrès de la technique, si l'on

Depuis l'invention de l'électricité par Thomas Alva Edison, le 20 octobre 1879, l'homme s'est ingénié à habiller la lumière, à apprivoiser de mille et une manières cette envahissante tueuse d'ombre. Rassemblés au Centre Pompidou à l'occasion d'un concours de lampes de bureau, les chefs-d'œuvre, fameux ou familiers, drôles ou prestigieux, de cet art domestique particulièrement prolifique.

veut comprendre la révolution récente de l'halogène, ce gaz emprisonné dans de minuscules ampoules en quartz (et non en verre), avec filaments en tungstène qui vivent plus longtemps et dépensent généreusement une lumière sereine en étant particulièrement frugales en énergie, on sera déçu. Il est préférable alors d'entrer (dès qu'il fera un peu moins orageux) dans l'un de ces magasins où s'entremêlent les fils et les inventions des créateurs contemporains comme il en existe un peu partout, et notamment à deux pas de la piazza, vers le sud en suivant la rue Quincampoix, où un commerçant passionné, plus professeur que marchand, répond volontiers aux questions que suscite l'éclatant en

clair-obscur de l'exposition elle-même.

Sur place, place à la séduction, à la romance des formes et des couleurs encouragée par une bande-son spécialement composée de chansons d'amour. Rien n'était plus difficile que d'harmoniser ces luminaires concurrents, de ne pas abrutir le visiteur par une titanie, de ne pas trop l'éblouir. Rangée par familles physiques (les lampadaires, les suspensions, les appliques, les lampes à poser), plusieurs centaines d'objets se jouent de l'ombre et apparaissent à tour de rôle, selon une chorégraphie maîtrisée par ordinateur.

Impossible de classer strictement ce qu'un siècle d'imagination

a produit. Chaque période a cultivé tous les genres, et les organisateurs ont voulu montrer les œuvres marquantes, celles que le goût dominant révérait, et même les curiosités que chacun se sent un jour ou l'autre capable de fabriquer, avec une bouteille ou un vase chinois.

Il y a les rondes et les dodues, qui admettent que la lumière est une sphère : on découvre ainsi que le boule japonais qui a résolu, et résout encore, pour une somme modique, bien des problèmes d'éclairage dans les habitations, est « signée » par un certain Oguchi, et date des années 50. Il y a le peuple infini des allégories, que le début du siècle a particulièrement appréciées, comme cette statuette de femme distribuant de la neige de ses deux mains ouvertes.

Il y a les punistes, les pragmatiques, les minimalistes, que la Bauhaus a voulu imposer et qui affichent leur simplicité sévère comme une religion. Il y a la grande famille, hors époques, des gags, qui culmine aujourd'hui avec les lampes en forme d'ampoule, les tubes posés dans la plus simple apparence, les fils de raccord qui se montrent avec ostentation.

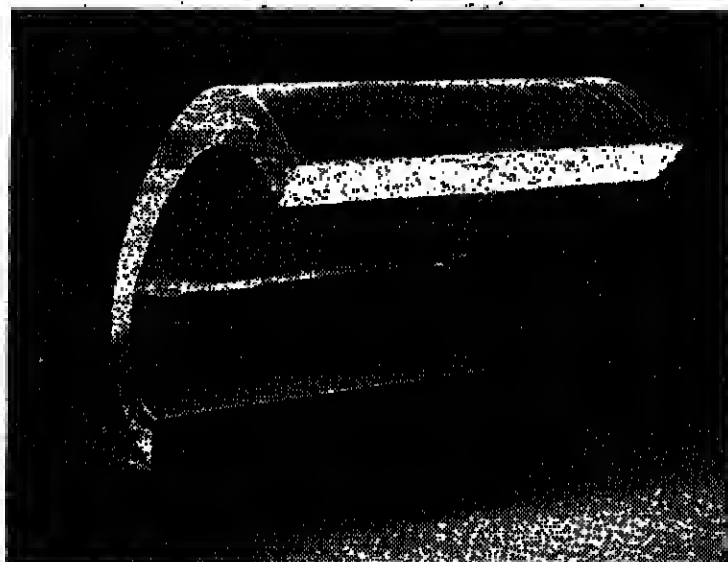
Il y a aujourd'hui les ériques, les filiformes, qui affichent leur fragilité et dont le concours pour des lampes de bureau, jugé en janvier dernier, a

retenu plusieurs échantillons qui semblent le redire, la déclinaison un peu plate d'inventions déjà installées : la lampe Tizio, de Richard Sapper, que l'on trouve désormais dans les meilleurs salons bourgeois, date de 1962. En fait, il faut des années pour imposer un nouveau style dans ce domaine, où le sentiment l'emporte et où les genres concurrents coexistent aimablement dans les décors intérieurs de la réalité.

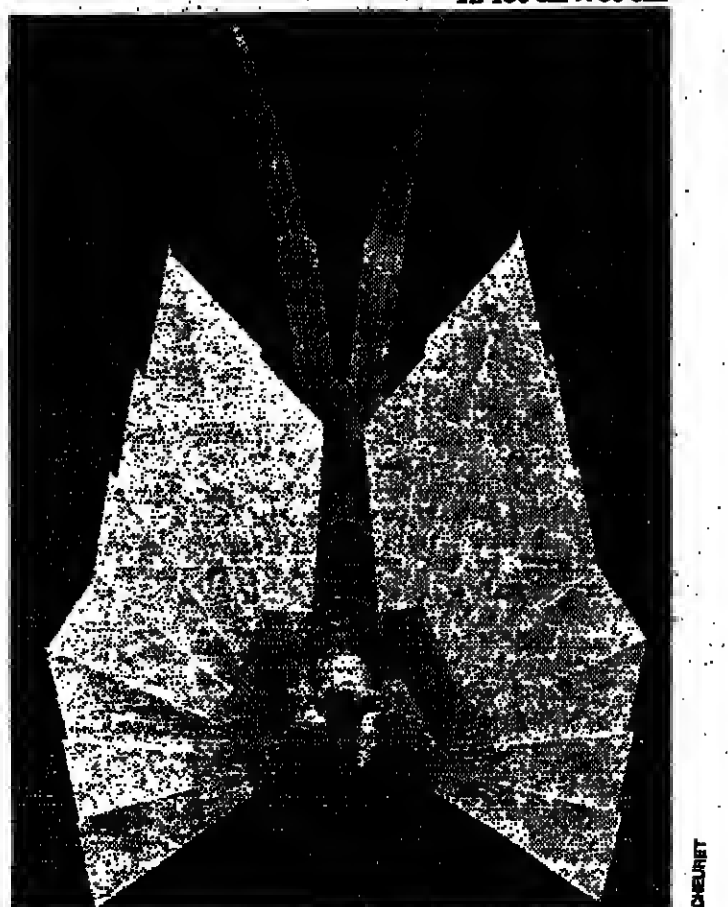
Les techniques ont évolué, et l'arrivée de l'halogène est bien sûr à l'origine d'une nouvelle famille de formes. Mais il est curieux de constater que les mêmes idées se retrouvent en sautant les décennies : telle lampe de Colombo qui conduit le flux lumineux à l'intérieur d'une plaque courbée de Perspex transparent répète une technique magnifiquement illustrée par une lampe des années 30, où une pile de plaques de verre carrées reçoit et diffusent l'éclatement concentré au centre.

Idees lumineuses, idées sans fin. ■

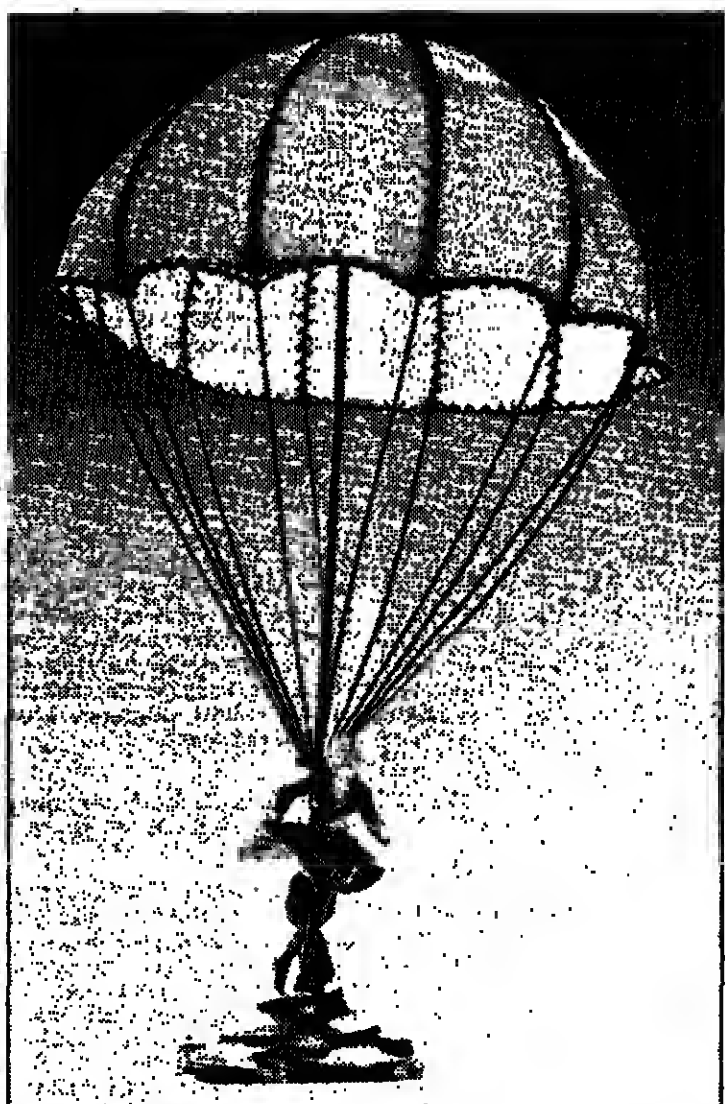
● Exposition organisée par l'Agence pour la promotion de la création industrielle et le centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 5 août. Catalogue : 160 francs.



JOE COLOMBO 1963
Lampe en perspex transparent en lumière fluorescente, socle en bois peint.
H. 24 cm x 24 cm.



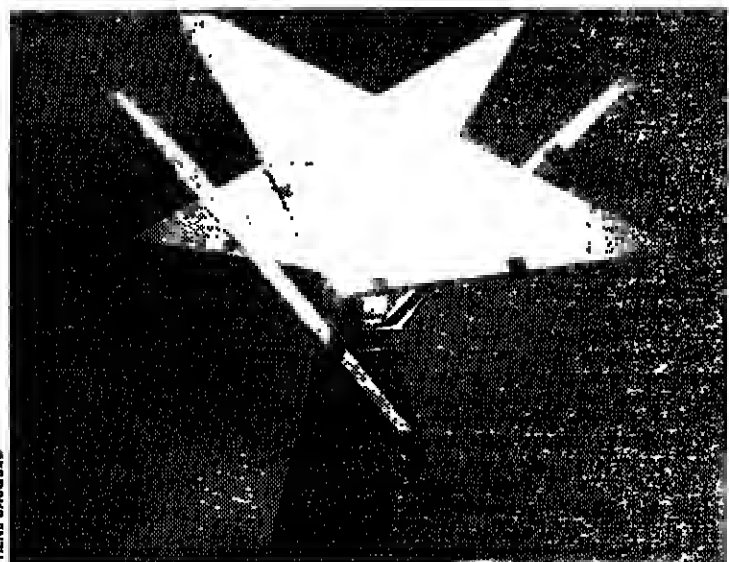
ALBERT CHEURET 1925
Appareil Argus en bronze ciselé et plaques d'abâtre.
H. 100 cm x 80 cm.



ANONYME 1930
Lampe à la femme parachutiste, polychrome, bronze et ivoire, abat-jour en parchemin.
H. 84 cm x abat-jour 40 cm.

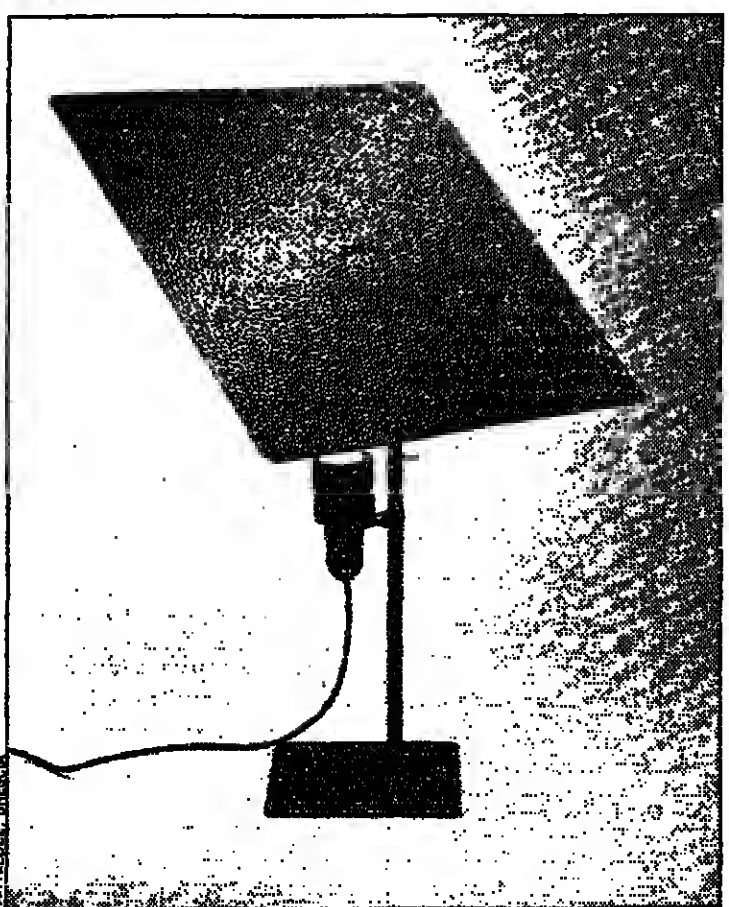


GAE AULENTI 1975
Lampe de table Alcindo en verre soufflé, armature métallique, à gradateur.
H. 56 cm x 35 cm.



PIERRE CHAREAU 1930
Lampe de table, pied en bois en forme de cône tronqué. Quatre plaques d'albâtre servent de réflecteur.
H. 45 cm x 50 cm.

GINO SARFATI 1973
Lampe en métal laqué noir, écran aluminium Zénal poli, orientable, lumière directe ou indirecte selon position du porte-ampoule glissant le long de la tige (ci-dessous).
H. 45 à 68 cm, base 20 x 20, écran 49 x 49 cm.



RENCONTRE

JEAN FERNIOT, CHEF DES CHEFS

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

La cuisine allait-elle s'enfermer dans l'Hexagone ? Jack Lang s'en inquiète et confie à Jean Ferniot, journaliste politique, écrivain et gastronome, la présidence d'une nouvelle Ecole nationale des arts culinaires. Mission : rompre les chefs aux techniques modernes de nutrition et de gestion. Objectif : permettre aux produits français de s'imposer vraiment sur les marchés extérieurs.

« L'ART culinaire français est-il à ce point en péril qu'il faille créer un Centre national et une Ecole nationale des arts culinaires ?

— Ce n'est pas tant l'art qui est en péril que son prestige international. La cuisine française risque de devenir hexagonale si nous ne faisons pas des efforts considérables pour envoyer des chefs de talent à l'étranger, et pour que cette cuisine française et les chefs qui l'exécutent deviennent les véhicules des produits français.

— Actuellement, ce n'est pas le cas : la cuisine française est, dans un certain nombre de cas, considérée comme élitiste et chère et, par conséquent, peu adaptée à un large marché. Et les chefs français, comme la plupart de nos compatriotes, répugnent à s'exporter, ne connaissent pas les lan-

gues étrangères, l'anglais en particulier. C'est pour remédier à cette situation que j'ai proposé la création de cette école.

— Pour apprendre quoi ?

— Moins la cuisine — les élèves la connaissent déjà, du moins dans ses bases — qu'un certain nombre de disciplines qui feraient de nos chefs des chefs modernes. L'anglais, mais aussi la décoration, l'œnologie, la diététique, l'hygiène alimentaire, l'histoire de l'alimentation. Des techniques, des disciplines, des sciences qui leur manquent actuellement par trop.

— Modernisme ou haut de gamme ?

— On a comparé cette école à l'ENAC. Elle sourit, puisqu'elle s'appellera l'ENAC. Elle sera installée à Ecully, dans la banlieue



« JE NE PEUX PAS ACCEPTER DE COLORER LA CUISINE D'UNE ÉTIQUETTE POLITIQUE »

CASSEROLES

FRANÇAIS, à vos casseroles ! On ne manquera pas de se réjouir de cette soudaine prise de conscience gouvernementale, et de l'intérêt qu'il convient d'accorder à ces choses de la vie que sont les choses de la table. Mais on ne manquera pas non plus de souligner que cette série d'initiatives n'est que la réponse culinaire au défi multiforme que nous lance, en ces temps de guerre économique, l'étranger... Là est sans doute la faille, le danger.

Que des journalistes gastronomiques soient promus au rang de personnalités, que des toques blanches soient nommées en un touremain ambassadeurs et généraux, qu'on organise nos bataillons de foie gras, de fromages, de pains et de vins sur les fronts agités de la bataille du commerce extérieur, pourquoi pas ? Pourtant, gagnerait-on cette seule bataille, que la victoire serait triste et les lendemains des vainqueurs, sans châteaux.

Car il est ici un autre jeu et une autre chandelle. La vraie, si Jack Lang veut en relever un de taille, existe bel et bien : c'est celle de l'éducation gustative et sensorielle de la nation. Non pas une quelconque discipline « d'éveil », coincée entre la gymnastique et le travail manuel, mais bien un art et patient apprentissage, qui permettrait aux langues et aux nez d'enfants d'apprivoiser les goûts et les couleurs. Puis de s'initier à la pratique culinaire.

Or, l'éducation nationale se désintéresse totalement, pour l'heure, de ce type d'activité. Elle n'est défendue que par quelques passionnés, personnes privées ou trop rares associations comme, par exemple, Jacques Puisais et l'Institut français du goût ou Jean Lenoir, éditeur-éditeur de coffrets de jeux et de parfums.

L'art culinaire sera-t-il le seul à ne pas devoir franchir le seuil des écoles ? Osera-t-on un jour peindre les saveurs, chanter les fragrances, écrire les goûts ? Il y a là une démocratisation du sensoriel qui attend encore d'être inventée.

Promotion internationale de la cuisine française, certes. Mais à condition de ne pas oublier la promotion nationale de cet apprentissage, sans lequel les opérations d'aujourd'hui retomberaient à terme, tel un soufflé commercial trop vite monté.

J.-Y. N.



lyonnaise, la première année puis à Cergy dans la région parisienne. C'est vrai que les enseignements seront d'un caractère sophistiqué. Mais ce n'est pas pour former des chefs du style de ceux qui siègent au conseil d'administration, mais pour adapter cette grande et belle cuisine à divers marchés internationaux. Le marketing et la gestion figureront dans les disciplines enseignées à l'école.

— A vos yeux, la grande cuisine française a-t-elle encore une existence ?

— Oui. Absolument. La grande cuisine française existe en tant que telle aux yeux de nos compatriotes et à l'étranger, mais insuffisamment pour être le véhicule d'exportation de nos produits. Elle ne s'adresse qu'à une élite assez mince, assez pelliculaire en fin de compte. Ainsi, aux Etats-Unis, c'est bien davantage la côte Est que le Middle-West ou la Californie qui reçoivent nos cuisiniers. Alors cette grande cuisine-là, elle existe et elle existera. Il n'est pas question d'y porter atteinte du tout. Au contraire. Mais il faut qu'elle entraîne, un peu comme la haute couture entraîne la confection puis le prêt-à-porter, toute une série d'initiatives de moindre envergure mais de qualité.

— Et la « nouvelle cuisine » ?

— Elle a été une réaction utile parce que nous vivions sclérosés dans une cuisine à l'ancienne, trop lourde souvent. La nouvelle cuisine, grâce à des techniques et à des procédés nouveaux, a apporté beaucoup d'allègement. Mais elle est tombée dans certains excès de sophistication, de travail pour l'œil plus que pour le palais, d'assiettes quasiment vides et vendues néanmoins chères. Mais tout cela appartient déjà au passé. Les excès de la nouvelle cuisine ont été peu à peu gommés, et la rivière est rentrée dans son lit. Un lit nouveau, raisonnable, s'inspirant à la fin des recettes anciennes et des techniques modernes.

— Ressentez-vous une faiblesse du savoir culinaire à l'échelon familial ?

— Minus qu'on le dit ! Je constate un renouveau d'intérêt chez les jeunes. Je ne parle pas des miens (ils sont nés dans le milieu, c'est un mauvais exemple), mais de leurs amis, de leurs copains. Il y a toute une génération de jeunes qui s'intéressent de très près à la cuisine. Evidemment, la femme n'est plus au foyer, elle travaille, et la cuisine se fait selon d'autres méthodes : le

surgelé, le fast-food à midi. Il n'en est pas moins vrai que le Français garde tout de même un très grand goût pour la cuisine, et c'est probablement à d'autres heures, à des moments festifs, que l'on se remet à la faire. Y compris les hommes, un phénomène que nous ne connaissions pas jadis.

— Vous ne partagez donc pas les inquiétudes du ministre de la culture en face du déferlement en France des modes d'alimentation « à l'américaine » ?

— Je n'en suis pas effrayé. C'est un phénomène contre lequel on ne peut rien, et je crois que la restauration rapide est parfaitement compatible avec les restaurants à trois étoiles. Les deux ne répondent ni aux mêmes moments ni aux mêmes exigences. L'un n'exclut pas l'autre.

— N'y a-t-il pas là une forme subtile et déguisée de protectionnisme ?

— Pas du tout. L'école recevra des élèves étrangers. Je souhaite que les produits français et la cuisine française soient mieux placés sur le marché international. Je suis ravi quand des chefs étrangers font de la cuisine française dans la filière culinaire part du cuisinier et va jusqu'au matériel de cuisine, aux arts de la table, à la restauration, etc.

— Jean Ferniot citoyen est-il surpris de voir un gouvernement de gauche se passionner pour une forme d'élitisme gustatif ?

— La cuisine n'a rien de commun avec la politique. Il se trouve que Jack Lang m'a fait cette proposition. Mais si Michel Guy me l'avait faite, j'aurais accepté de la même façon. Je ne peux pas accepter de colorer la cuisine d'une étiquette politique. Au surplus, regardez les chefs qui figurent dans mon conseil d'administration, certains d'entre eux ne sont pas réputés pour être des hommes de gauche (1). Avec Jack Lang comme avec eux, nous n'avons parlé que de cuisine et de techniques, pas de politique.

— Via et cuisine, même combat ?

— Absolument. Malheureusement, les grands vins français se vendent pour l'essentiel aux Etats-Unis au détriment d'un marché



intérieur qui risque, à l'avenir, de les oublier. Le combat que nous menons pour la cuisine française est absolument inséparable du combat pour le vin et pour les arts de la table. L'idéal c'est qu'on arrive à boire du vin français dans un verre français. Ce que j'appelle la filière culinaire part du cuisinier et va jusqu'au matériel de cuisine, aux arts de la table, à la restauration, etc.

— Pourquoi vous ?

— Ecoutez, je n'en sais rien, à dire vrai. Je ne connaissais pas Jack Lang. Il y a quelques mois, il m'a sollicité et m'a fait demander si j'accepterais de préparer un rapport sur ce sujet. Je pense que cela tient au fait que je suis un homme indépendant. Indépendant politiquement : je n'ai pas d'étiquette sur le ventre (sauf celle de gourmand). Et tous les chefs cuisiniers français — enfin la plupart d'entre eux — sont mes amis. Je n'ai jamais été de ceux qui ont sollicité. J'ai payé mes additions. Bref, j'ai plutôt une bonne réputation dans le milieu.

— Comment, pourquoi, glisse-t-on du journalisme politique vers le culinaire ?

— Je me suis toujours intéressé à la cuisine. C'est vrai que sur quarante et quelques années

de journalisme, j'ai fait du journalisme politique pendant plus de trente ans, mais la cuisine n'a jamais été absente de mes préoccupations. C'est un hobby. Je la fais, la cuisine. J'aime ça. J'ai même imposé, quand j'étais rédacteur en chef de l'Express, à Jean-Jacques Servan-Schreiber — qui était alors mon beau-frère — une rubrique gastronomique qui n'existait pas dans le journal. Et les chefs, je dois le dire, m'en sont reconnaissants. Nous avons mené le même combat. Tout en étant un amateur éclairé, je me reconnais quelques compétences dans ce domaine.

— A quel âge l'intérêt pour la table et les vins ?

— Tout jeune. Mon père faisait la cuisine, il m'a appris à la faire, sommairement du reste. La guerre, n'en parlons pas. Mais dès que je suis entré dans le journalisme et que les restrictions ont été levées, dans les années 50, mon goût s'est développé. Il se trouve aussi que dans le journalisme politique on invite souvent à déjeuner.

(1) Le conseil d'administration comprend six grands chefs : Georges Blanc, Paul Bocuse, Michel Guérard, Jean-Pierre Hachez, Alain Senderens et Roger Vergé.

Lesque plus LE 100
Pyénées
Lio
R

هكذا من الأصل